

Bilan d'activité des missions locales

2015 - 2014



**DÉLÉGUÉ
MINISTÉRIEL**
AUX MISSIONS LOCALES



Sommaire

Le mot du Délégué ministériel aux missions locales	2
L'essentiel du réseau des missions locales en 2015.....	3
Méthodologie de recueil des données 2015	7
● 1. L'activité d'insertion professionnelle des jeunes	8
● 2. Les jeunes en demande d'insertion	16
● 3. Le Contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis)	17
● 4. Les emplois d'avenir	20
● 5. La Garantie jeunes.....	26
● 6. Le partenariat renforcé avec Pôle emploi.....	30
● 7. Organisation territoriale et activité.....	33
● 8. Les ressources humaines.....	40
● 9. Le financement des missions locales.....	46
Index des tableaux.....	59
Annexe 1 : Enquête sur l'offre de services des missions locales en 2015.....	60
Annexe 2 : Chiffres 2014 des missions locales	79

Le mot du DMML

Mesdames, Messieurs,

Le 12 octobre 2016, la Ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, a mis en place, par décret, une nouvelle gouvernance du réseau en portant création d'un délégué ministériel aux missions locales (DMML).

La réalisation du rapport annuel d'activité national des missions locales a été assurée, de 2003 à 2013, par le Secrétariat Général du Conseil national des missions locales. Les rapports d'activité 2014 et 2015 n'ont pas été produits compte tenu de la mise en place du nouveau système d'information i-Milo.

C'est donc la nouvelle équipe du DMML qui s'est chargée de produire les éléments nécessaires à la réalisation de ces documents.

J'ai ainsi le plaisir de vous adresser le rapport d'activité 2015 et les chiffres 2014 des missions locales ainsi que les résultats d'une enquête sur l'offre de services du réseau.

L'ensemble de ces informations confortent le fait que ce réseau constitue bien le premier service public de l'insertion des jeunes.

L'année 2015 montre particulièrement le développement des liens avec le monde économique avec près de 1 000 « référents entreprises » et la montée en charge de la Garantie jeunes.

En 2017, le Programme National d'Animation et d'Évaluation (PNAE) du réseau des missions locales, défini et mis en œuvre par le DMML, sera présenté aux présidents d'associations régionales des missions locales réunis en conférence.

Dans ce cadre, un travail sera mené avec le réseau et la DARES pour construire le modèle d'un nouveau rapport d'activité annuel pour l'exercice 2017, permettant ainsi de valoriser d'autant plus l'action des missions locales.

Enfin, je tiens à saluer l'engagement des équipes des missions locales qui ont été en contact avec plus de 1,4 million de jeunes en 2015 et reçu 1 206 000 jeunes en entretien.

Jean-Marc SEIJO-LOPEZ
Délégué ministériel aux missions locales



Les jeunes des missions locales du Rhône et Jean-Marc Seijo-Lopez – 20 janvier 2017 - Villeurbanne

L'enquête sur l'offre de service des missions locales

L'enquête sur l'offre de services des missions locales en 2015 figure en annexe du rapport d'activité. Sur les 445 missions locales, 373 ont répondu, soit un taux de réponse de 84 %.

Le nouveau système d'information

Les données du bilan sont extraites du nouveau système d'information des missions locales i-milo mis en place au cours de l'année 2015. Les données relatives à l'insertion professionnelle des jeunes, renseignées quotidiennement par les conseillers, ont été traitées par la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social) en collaboration avec le DMML. Les données relatives aux structures, renseignées annuellement via le portail ICARE (Information collectée sur l'activité du réseau) ont été traitées par le DMML. Les données régionales sont encore classées sous les anciennes régions, la loi NOTRe ayant effet au 1^{er} janvier 2016.

Remerciements aux directeurs des missions locales et aux services des directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DIRECCTE), qui ont permis le recueil de ces informations.

Ont participé à la réalisation de ce document :

Pour le DMML :
Vincent Bosc : recueil, coordination et traitement des données
Younes Bouih, Raphaël Petit : stagiaires démographes pour le traitement des données (Formation Master Expert Démographe, Institut de démographie Université Paris 1, Panthéon La Sorbonne)
Nathalie Plasse : Communication
Adrien Coquelin : Maquettage

Pour la DARES : Clément Cohen et Solène Hilary

Délégué ministériel aux missions locales DMML

Adresse postale 14, Avenue Duquesne – 75350 Paris 07 S
Adresse bureaux : 18, Place des 5 Martyrs du Lycée Buffon -75015 Paris

Mail : dmml.ledelegueministeriel@sg.social.gouv.fr

www : travail-emploi.gouv.fr/dmml

 [@DMML_gouv](https://twitter.com/DMML_gouv)

L'essentiel du réseau des missions locales en 2015



1 404 000 jeunes en contact

1 206 000 jeunes reçus en entretien

462 000 jeunes en premier accueil

749 000 jeunes en demande d'insertion au 31/12/2015

546 000 jeunes entrés en situation professionnelle



524 000 entrées en emploi

dont **37 000** contrats en alternance

262 000 entrées en formation

15 000 retours en formation initiale

125 000 immersions en entreprise



133 700 jeunes entrés en Civis

88 000 jeunes sortis de Civis en emploi ou en formation

153 000 jeunes entrés délégation de PPAE en partenariat avec Pôle emploi

34 000 entrées dans l'expérimentation Garantie jeunes



445 missions locales

6 563 lieux d'accueil

13 495 professionnels de l'insertion des jeunes

640,4 M€ de financement

46% Etat

39% collectivités territoriales

15% autres

L'essentiel du réseau des missions locales en 2015

**En 2015,
plus de 1,4 million de
jeunes en contact**

En 2015, les 13 495 professionnels des 445 missions locales animent un réseau dans lequel plus de 1,4 million de jeunes sont en contact au moins une fois dans l'année.

Le nombre de jeunes en contact se stabilise depuis 2012 après avoir dépassé 1,4 million de jeunes. Une légère baisse de 3 % est observée entre 2014 et 2015 : soit 1 446 000 jeunes en contact en 2014 et 1 404 000 en 2015. Cette baisse porte essentiellement sur les jeunes en premier accueil, soit 462 000 en 2015. Le suivi des jeunes en mission locale s'intensifie quant à lui par le maintien du nombre d'entretiens individuels et surtout par une hausse importante des ateliers collectifs (+ 104 %) dans le cadre de la Garantie jeunes.

**524 000 entrées
en emploi
dont 69 % en CDI ou
CDD**

524 000 contrats sont signés en 2015 par les jeunes : 69 % sont des embauches en emplois classiques (CDI, CDD, intérim et contrats saisonniers), 23 % concernent des emplois aidés (emplois d'avenir, CUI-CAE, IAE) et 7 % des contrats en alternance.

**1 000 conseillers
référents entreprise**

Les missions locales poursuivent le développement de leurs relations avec les entreprises en 2015. On compte près de 230 000 entreprises dans leurs fichiers dont 130 000 ayant mené des actions régulières avec les missions locales en 2015. Le nombre de collaborateurs dédiés à « la relation avec les entreprises » se développe avec près de 1 000 « référents entreprises ». Les possibilités pour les jeunes de réaliser des immersions en entreprise augmentent. En 2015, 125 000 immersions en entreprises sont mises en place essentiellement pour des jeunes très éloignés de l'emploi, soit une progression de 40 % qui s'explique par la montée en charge de la Garantie jeunes. Par ailleurs, 74 % des missions locales animent un réseau de parrainage de 8 000 parrains constitué de bénévoles, salariés d'entreprise et retraités.

**125 000 immersions
en entreprises**

**15 000 jeunes
sont retournés en
formation initiale**

L'accompagnement proposé par les missions locales permet en 2015 à plus de 15 000 jeunes de retourner en formation initiale.

**51 % des jeunes
ont un niveau
inférieur ou égal au
CAP/BEP**

Le profil type des jeunes en premier accueil en 2015 est le suivant ; il est âgé de 18 à 21 ans (56%), d'un niveau d'étude inférieur ou égal à la détention d'un diplôme de type CAP-BEP (51%), de nationalité française (91%), célibataire (89%), hébergé chez ses parents (57%), habitant hors quartier prioritaire de la ville ou zone rurale (76%). On note en 2015 que, bien que 61 % des jeunes accueillis n'ont pas le baccalauréat, le nombre de bacheliers et jeunes de niveaux d'études supérieures est en hausse et s'élève en 2015 à 40%. En général, chez les jeunes accueillis pour la première fois au sein des missions locales, on observe quasiment autant d'hommes (51%) que de femmes (49%). Cependant, il est à noter une majorité d'hommes chez les 16-18 ans (58%) et une majorité de femmes chez les 22-26 ans (51%).

**2015 : l'année de la
montée en charge de
la Garantie jeunes**

Expérimentée depuis fin 2013, la Garantie jeunes se déploie en 2015 avec 34 246 entrées contre 8 241 en 2014. Fin 2015, 63 % des missions locales sont engagées dans l'expérimentation et près d'un millier de conseillers sont dédiés à cet accompagnement de 12 mois. On compte, à la fin du mois de décembre 2015, 38 036 jeunes accompagnés au sein de ce dispositif.

CIVIS : 46 % des jeunes sortis en 2015 en emploi ou formation	En 2015, 133 700 jeunes sont entrés en CIVIS pour la première fois dont 53 081 en CIVIS renforcé. Pour les 189 818 jeunes en fin de contrat d'insertion à la vie sociale (CIVIS), 20% ont accédé à un emploi durable, 16% à un emploi de moins de six mois et 10% à une formation. Au total 46% de jeunes sortis du CIVIS en 2015 ont pu accéder à un emploi ou à une formation.
Emplois d'avenir : 129 536 jeunes en emplois d'avenir à fin 2015	Près de 130 000 jeunes sont en emploi d'avenir en décembre 2015. 82 079 contrats sont prescrits en 2015. Le nombre de contrats renouvelés passe de 18 437 en 2014 à 26 515 en 2015, soit une hausse de 45 %. Ces contrats en emplois d'avenir sont signés à 77 % dans le secteur non marchand.
Le partenariat avec Pôle emploi renouvelé en 2015	Un nouvel accord de partenariat a été signé avec Pôle emploi en 2015 pour une durée de 3 ans. Cet accord a pour objet de dynamiser et de structurer la coopération dans un principe de concertation et de complémentarité d'action. En 2015, 153 000 jeunes demandeurs d'emploi sont accompagnés par les missions locales dans le cadre du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE).
Un nouveau système d'information	L'année 2015 a été consacrée à la migration du système d'information de Parcours 3 à i-milo des missions locales et l'accompagnement à son appropriation par le réseau.
445 missions locales et 6 563 lieux d'accueil	Fin décembre 2015, le réseau est constitué de 445 missions locales et 6 563 lieux d'accueil. L'aménagement du réseau arrive à terme avec l'intégration des dernières PAIO du territoire. Le maillage territorial est conséquent puisque les missions locales couvrent la quasi-totalité des communes de France avec en moyenne 84 communes couvertes par mission locale.
13 495 professionnels au service de l'insertion sociale et professionnelle	13 495 professionnels travaillent en 2015 dans le réseau dont 13 011 sont salariés et 484 mis à disposition, détachés ou affectés. Avec les crédits supplémentaires de l'Etat dans le cadre de la mise en place de la Garantie jeunes, l'effectif total du réseau est en augmentation de 7% par rapport à 2014. La grande majorité (67%) des structures est composée d'une équipe de 10 à 30 personnes en équivalent temps plein. 78 % des salariés sont en CDI et près de 74% des professionnels du réseau exercent un emploi repère de la filière insertion sociale et professionnelle.
Financement moyen par jeune en contact (IGAS Nov 2016) 431 euros	Le réseau bénéficie en 2015 de 651 millions d'euros de financement, en quasi-totalité public : 451,2 millions pour l'activité principale, 189,2 millions pour les activités spécifiques (dont la Garantie jeunes) et 10,6 millions de fonds gérés pour le compte d'autrui. 46% du financement du réseau est apporté par l'état et 39,2 % par les collectivités territoriales (16,4 % pour les régions, 4,4 % pour les départements et 18,4 % pour les communes et EPCI). Les autres financeurs sont le FSE à hauteur de 5 % et les partenaires sociaux et autres organismes privés ou publics à hauteur de 7,6 %. Le coût moyen pour la collectivité nationale est de 431 euros par jeune en contact (source rapport IGAS 2016).

Données relatives à l'insertion professionnelle des jeunes

L'année 2015 a été marquée par la migration du système d'information des missions locales « Parcours 3 » (en service depuis 2015) vers i-milo. Les données relatives à l'insertion professionnelle des jeunes, renseignées quotidiennement par les conseillers, ont été extraites d'i-milo tant pour 2015 que pour 2014 (migration des données antérieures dans i-milo) et traitées par la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social) en collaboration avec le DMML.

L'objectif est d'assurer une continuité dans les définitions des principaux indicateurs d'observation de l'activité du réseau.

Les données ont été extraites pour chaque année au 31 août de l'année n+1, permettant ainsi de tenir compte de rétro-saisies effectuées par les conseillers, particulièrement en 2016, en raison du temps nécessaire d'appropriation du nouveau système d'information.

Conformément à la Charte nationale de recueil de données d'i-milo, seuls les dossiers « justifiés, complets et archivés » ont été comptabilisés, les dossiers « partiels » ou « fiches d'inscription » ont été exclus du champ de l'étude comme les dossiers « brouillon » ou « fiches d'inscription » des études réalisées auparavant dans Parcours 3.

Les données relatives aux emplois d'avenir et à la garantie jeunes sont extraites du système d'information de l'ASP (Agence de service de paiements) NOE et d'i-milo. Elles ont été traitées par la DGEFP (Mission du Pilotage et de la performance).

Données relatives aux structures

Chaque année, au cours du 1^{er} semestre, chaque mission locale est tenue de renseigner son compte-rendu d'activité ICARE (Information collectée sur l'activité du réseau) relatif à l'organisation, l'activité, le bilan des ressources humaines et le bilan financier de l'année précédente. Chaque compte-rendu fait l'objet d'un contrôle de conformité avant clôture par la DIRECCTE de la région dont dépend la mission locale.

Jusqu'en 2015, ICARE était un système d'information distinct de Parcours 3. Suite au passage à i-milo au cours de l'année 2015, ICARE a été intégré début 2016 au nouveau système d'information du réseau sous la forme d'un portail dédié. La totalité des 445 comptes rendus d'activité des missions locales pour l'année 2015 ont été renseignés et clôturés par les DIRECCTE.

Les tableaux de financements des missions locales sont constitués d'agrégation des éléments extraits des remontées ICARE des structures auprès du CNML entre 2010 et 2015.

Une distinction est faite, pour chaque financeur, entre les financements pour activité principale (FAP) et les financements pour activité spécifique (FAS).

Les FAP correspondent à des financements de fonctionnement récurrents alors que les FAS correspondent à des financements sur projet et peuvent n'être que ponctuels.

Chaque année, une affectation « principale » ou « spécifique » des principales conventions nationales est effectuée dans Icare, à charge aux missions locales d'affecter leurs conventions locales en fonction de ce principe.

Les contributions volontaires en nature (mise à disposition de locaux, de personnels...) ont été intégrées au financement pour activité principale.

1. L'activité d'insertion professionnelle des jeunes

En 2015, le nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans accueillis pour la première fois dans les missions locales est de 462 000 jeunes, soit un chiffre en baisse de 10% par rapport à 2014.

On note que le volume des jeunes en premier accueil en 2015 est sensiblement identique à 2007 et 2008. Si on observe le volume des jeunes en premier accueil de 2007 à 2015, on remarque que c'est à partir de l'année 2009 qu'il passe le cap des 500 000 jeunes dans les missions locales excepté en 2011 avec 487 000 jeunes.

Ce constat doit être relativisé quand on observe les années de 2007 à 2011 où le volume des jeunes en contact se situe entre 1 130 000 et 1 385 000.

Le nombre de jeunes en contact est de 1 404 000 en 2015, en baisse de 3% par rapport à 2014 (1 446 000). On observe une augmentation du nombre d'actions collectives « atelier », qui a plus que doublé : 1 173 000 en 2015 pour 575 000 en 2014.

Tableau 1 : Accueil des jeunes dans les missions locales entre 2007 et 2015

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre d'entretiens individuels	3 578 000	3 674 000	3 885 000	3 924 000	4 073 000	4 240 000	4 379 000	4 550 000	4 507 000
Jeunes en contact	1 130 000	1 213 000	1 323 000	1 365 000	1 385 000	1 446 000	1 428 000	1 446 000	1 404 000
Jeunes reçus en entretien	1 005 000	1 021 000	1 098 000	1 137 000	1 147 000	1 165 000	1 229 000	1 258 000	1 206 000
Jeunes reçus en entretien individuel	995 000	1 011 000	1 088 000	1 110 000	1 134 000	1 151 000	1 223 000	1 251 000	1 198 000
Jeunes accueillis pour la première fois	452 000	467 000	515 000	515 000	487 000	507 000	534 000	515 000	462 000
Dont femmes	54%	52%	50%	51%	52%	50%	49%	49%	49%
Dont mineurs	17%	17%	15%	15%	16%	16%	15%	15%	15%
Dont personnes en recherche d'emploi inscrites à Pôle emploi	45%	44%	50%	49%	47%	47%	48%	44%	43%
Dont personnes en recherche d'emploi non inscrites à Pôle emploi	34%	37%	34%	34%	36%	37%	37%	38%	39%

- Source : Entrepôt national i-milo, (traitement Dares)

Définitions

- Les jeunes sont dits « **en contact** » une année donnée lorsqu'ils ont été en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation, mail, sms...
- Les jeunes sont dits « **reçus en entretien** » lorsqu'ils ont bénéficié durant l'année d'au moins un entretien individuel, ou participé à un atelier ou une information collective.
- Les jeunes sont dits « **accueillis pour la première fois** » ou « **reçus en premier accueil** » ou simplement « **en premier accueil** » lorsqu'ils ont bénéficié pour la première fois au cours de l'année d'un entretien individuel avec un conseiller du réseau des missions locales.

Moins de jeunes en premier accueil mais un suivi plus intense

En 2015, le nombre de jeunes de 16 à 25 ans, en premier accueil dans les missions locales (tableau 1), est de 462 000 jeunes, soit un chiffre en baisse de 10% par rapport à 2014 et de 13% par rapport à 2013 (à noter qu'en 2008, il était de 467 000 jeunes).

Ce mouvement se retrouve de façon moins prononcée pour les autres catégories (jeunes en contact, jeunes reçus en entretien et jeunes reçus en entretien individuel) qui baissent de 3 à 4% par rapport à 2014 et de 2% par rapport à 2013.

Le nombre de jeunes accompagnés se maintient avec un nombre d'entretiens individuels quasi équivalent à 2014 et le doublement du nombre d'ateliers organisés pour les jeunes notamment dans le cadre de la Garantie jeunes.

La moyenne des ateliers effectués par les jeunes, passe ainsi de 3,5 à 7, une augmentation directement liée à la montée en charge de la Garantie jeunes.

Nombre de jeunes en contact par département en 2015

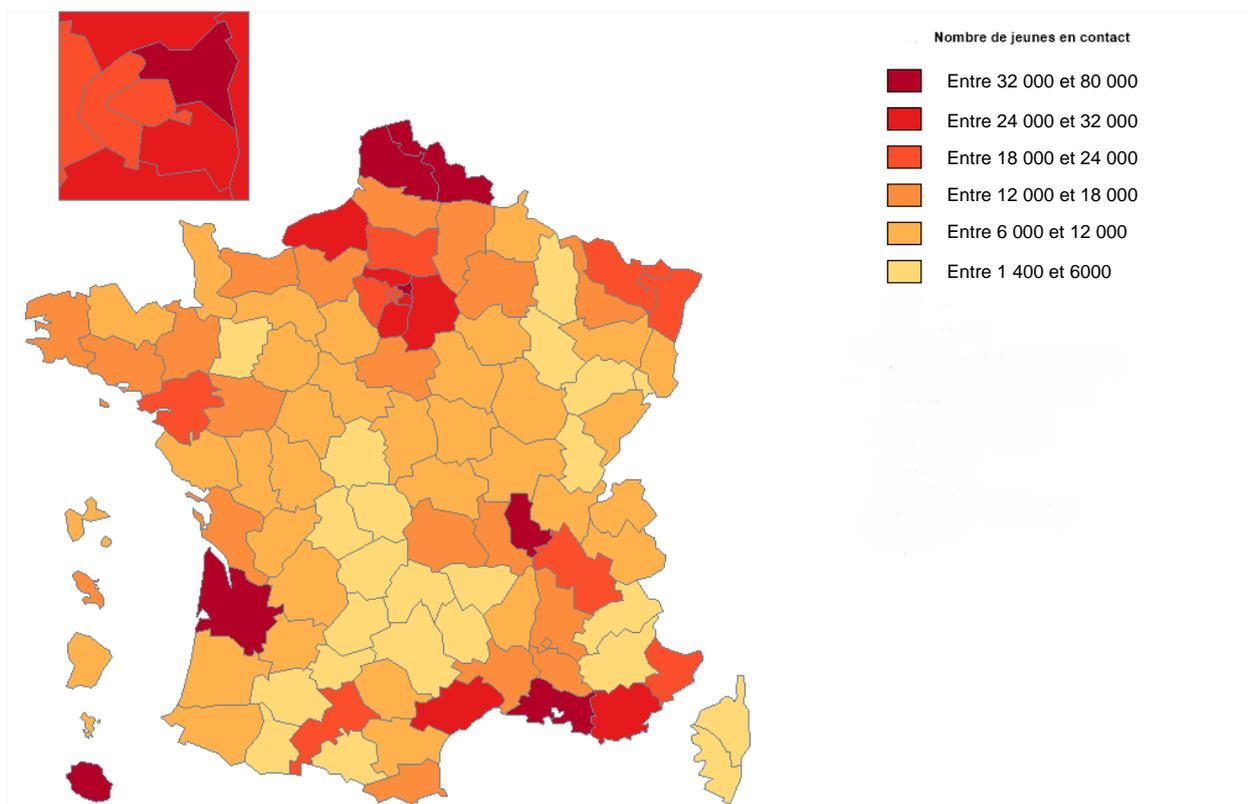


Tableau 2 : Les contacts avec la mission locale par nature

Nature de contact	2014		2015		Evolution du nombre d'évènements
	Nombre d'évènements	Nombre de jeunes concernés	Nombre d'évènements	Nombre de jeunes concernés	
Entretien individuel	4 550 000	1 251 000	4 507 000	1 198 000	-1%
Atelier	575 000	153 000	1 173 000	166 000	104%
Courrier	640 000	369 000	506 000	309 000	-21%
Mails du jeune	149 000	99 000	129 000	86 000	-13%
Mails de la structure	124 811	86 505	660 901	320 763	430%
Entretien par un partenaire	220 000	134 000	224 000	140 000	2%
Information collective	222 000	156 000	253 000	163 000	14%
Médiation (entretien par un tiers)	157 000	90 000	129 000	75 000	-18%
Sms du jeune	95 000	70 000	57 000	43 000	-40%
Sms de la structure	275 950	159 218	965 594	400 480	250%
Téléphone	1 985 000	737 000	1 837 000	700 000	-7%
Visite	562 000	295 000	554 000	284 000	-1%
Total	9 555 761	1 446 000	10 995 495	1 404 000	2%

- Champ : Contacts avec le réseau par nature d'évènement dans i-milo. les mails et Sms descendants vers le jeune ne sont pas comptabilisés pour le calcul du nombre de jeunes en contact en raison de la fonctionnalité d'envoi groupé mise en place dans i-milo en 2015 qui ne traduit pas un contact effectif entre le jeune et la structure mais une action pro-active de la structure en direction du public.

- Source Source : i-milo (extractions 2014,2015), traitement DARES.

Une majorité de 18-22 ans chez les jeunes en premier accueil

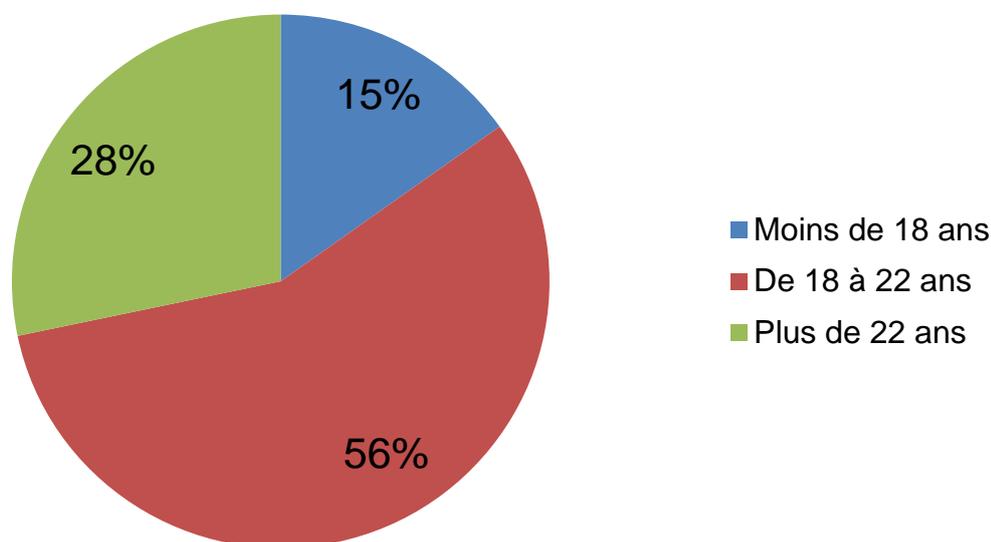
En 2015, la structure par âge des jeunes en premier accueil ne varie que très peu par rapport à l'année précédente, 15% des jeunes sont mineurs (en majorité des hommes, 57%). La majeure partie des jeunes accueillis pour la première fois ont entre 18 et 22 ans (56%).

On observe une continuité de la structure par âge des jeunes en premier accueil depuis 2005. Si l'on compare la structure par âge des nouveaux arrivants dans les missions locales à celle de la population française en 2015, on remarque qu'il y a une sous-représentation des jeunes de 16 à 18 ans et de ceux de plus de 22 ans.

Cela s'explique par le fait qu'une majeure partie des jeunes sont encore dans le système scolaire entre 15 et 18 ans et qu'une majeure partie des jeunes quittant le système scolaire après 22 ans trouvent un emploi grâce à leurs diplômes.

Il semble donc que l'âge pour lequel les jeunes ont le plus besoin d'un accompagnement vers l'emploi se situe entre 18 et 22 ans.

Âge des jeunes au premier accueil en mission locale



Source i-milo (extractions 2014,2015), traitement DARES.

Tableau 3 : Caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2015

	Femmes	Hommes
Ensemble	49,1%	50,9%

	2014			2015		
	Ensemble	Dont hommes	Dont femmes	Ensemble	Dont hommes	Dont femmes
Age au premier accueil						
Moins de 18 ans	15%	58%	42%	15%	57%	43%
De 18 à 22 ans	56%	50%	50%	56%	50%	50%
Plus de 22 ans	29%	49%	51%	28%	49%	51%
Niveau de formation						
Au moins BAC+2	8%	38%	61%	9%	38%	62%
Baccalauréat (Niveau IV avec diplôme)	30%	43%	57%	31%	43%	57%
Niveau Baccalauréat sans diplôme (niveau IV sans diplôme)	10%	51%	49%	10%	52%	48%
CAP-BEP (Niveau V avec diplôme)	18%	54%	46%	17%	54%	46%
Niveau CAP-BEP sans diplôme (niveau V sans diplôme)	13%	58%	42%	13%	59%	41%
Première année de CAP-BEP, sortie de 3eme (niveau V bis)	13%	59%	41%	13%	59%	41%
Sortie avant la troisième générale (Niveau VI)	8%	62%	38%	8%	62%	38%
Type d'hébergement						
Chez les parents	57%	55%	45%	57%	55%	45%
Logement autonome	20%	35%	65%	19%	35%	65%
Chez un autre membre de la famille	11%	54%	46%	11%	54%	46%
Chez des amis	5%	49%	51%	6%	49%	51%
En foyer, en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en hôtel	3%	59%	41%	3%	57%	44%
Autre	3%	60%	40%	2%	58%	42%
Sans hébergement, en hébergement nomade	1%	67%	33%	1%	67%	34%
Situation familiale						
Célibataire	90%	53%	47%	89%	53%	47%
Séparé, divorcé, veuf	0%	25%	75%	0%	21%	79%
Marié, Pacsé, vie maritale	9%	31%	69%	10%	30%	70%
Pas d'enfant	93%	53%	47%	93%	52%	48%
Au moins un enfant à charge	7%	25%	75%	7%	25%	75%
Nationalité						
France	93%	51%	49%	91%	51%	49%
Hors UE	5%	51%	49%	6%	49%	51%
UE	2%	50%	50%	2%	51%	49%
Zone d'habitation						
Hors QPV et zone rurale	72%	51%	49%	76%	51%	49%
Zone rurale	16%	50%	50%	14%	49%	51%
Quartier prioritaire (QPV)	12%	51%	49%	9%	51%	49%
Mobilité						
Aucun moyen de transport	62%	48%	52%	62%	49%	51%
Automobile personnelle	33%	50%	50%	33%	50%	50%
Moto ou cyclomoteur	5%	80%	20%	5%	80%	20%
Permis B	38%	50%	50%	38%	50%	50%

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2014 et 2015.

Source : i-milo (extractions 2014,2015), traitement DARES.

Lecture : en 2015, 15% des jeunes en premier accueil ont moins de 18 ans, parmi ces personnes, 57% sont des hommes.

De plus en plus de bacheliers et parmi eux, une majorité de femmes

Depuis 2005, on constate une baisse du nombre et de la proportion des jeunes de niveau Vbis et VI parmi les premiers accueils, et inversement une hausse du nombre et de la part de jeunes qui ont au moins le baccalauréat. En effet, malgré la hausse des niveaux d'étude, la crise affecte également les jeunes diplômés, même s'ils sont moins touchés que les jeunes sans diplôme.

En 2015, 39% des jeunes en premier accueil sont diplômés au moins d'un baccalauréat, soit 186 000 personnes. L'effectif est en hausse par rapport à 2005 où seulement 122 000 jeunes étaient diplômés du baccalauréat (27% des premiers accueils en 2005). En 10 ans la proportion de bacheliers en premier accueil augmente donc de 52%, lorsque l'augmentation des jeunes en premiers accueils est de 6%.

Parmi ces jeunes diplômés du baccalauréat, près de 60% sont des femmes. En effet, parmi l'ensemble des femmes accueillies pour la première fois dans une mission locale, 46% possèdent le diplôme du baccalauréat ou un diplôme de l'enseignement supérieur, contre 32% chez les hommes.

Depuis la crise économique de 2008, le chômage des non diplômés (sortis avant le brevet des collèges) augmente significativement, en passant de 12,7% en 2008 à 17,1% en 2012 (Source : Insee Observatoire des inégalités), cela s'avère d'autant plus vrai pour les non diplômés de 15-29 ans dont le taux de chômage atteint 37,8% en 2013 (Source : Insee Observatoire des inégalités).

Bien que le chômage des diplômés du baccalauréat ait augmenté, 17,3% pour les 15-29 ans en 2013, les jeunes les moins diplômés demeurent plus touchés par le chômage, catégorie pour laquelle les dispositifs continuent d'être mis en place : emplois d'avenir, emplois aidés et désormais la Garantie jeunes.

Dans ce contexte de création de nouveaux dispositifs visant une jeunesse précaire, on observe cependant une augmentation du nombre de jeunes diplômés d'un niveau V ou plus chez les jeunes en premier accueil dans les missions locales. La précarité n'est pas toujours corrélée au niveau de diplôme et la Garantie jeunes, par exemple, s'adresse à tous les jeunes en risque d'exclusion, sans conditions de diplômes.

Enfin, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses parmi les premiers accueils les plus âgés et les plus diplômés alors que les hommes sont proportionnellement plus nombreux parmi les premiers accueils les plus jeunes et les moins diplômés.

Une proportion de jeunes faiblement diplômés en baisse et parmi eux, une majorité d'hommes

La proportion de jeunes accueillis pour la première fois avec un niveau d'étude V bis (3^e générale et 1^{ère} année de CAP BEP) ou VI (5^{ème} -4^{ème} collège) est de 21,1% en 2015, celle-ci était de 27,4% dix ans auparavant.

En effet, si encore plus de la moitié (51%) des jeunes arrivants en premier accueil ont un niveau d'étude inférieur à celui de l'année du Baccalauréat, on observe une baisse tendancielle de l'accueil de ces jeunes dans les missions locales. En 2014, ils étaient 52% parmi les jeunes en premier accueil contre 63% en 2015.

Les niveaux de formation

Niveau I et II : diplômés des premier et deuxième cycles de l'enseignement supérieur (licence universitaire ou davantage), d'une école de commerce ou d'ingénieur.

Niveau III : diplômés d'une formation de niveau bac +2 : premier cycle de l'enseignement supérieur (DEUG, BTS...), de formations du secteur de la santé, paramédical, social.

Niveau IV : sorties de terminale ou d'un niveau équivalent avec ou sans baccalauréat, de l'enseignement supérieur sans diplôme, de classes préparatoires sans avoir réussi à intégrer une école de commerce ou d'ingénieur.

Niveau V : sorties à l'issue de la dernière année de CAP ou BEP (avec ou sans diplôme) ou d'une classe de seconde ou de première.

Niveau V bis : sorties du système éducatif avant la dernière année de CAP ou de BEP, après une classe de troisième générale ou une classe de quatrième ou de troisième d'enseignement non général.

Niveau VI : sorties du système éducatif avant une classe de troisième générale ou avant une classe de quatrième non générale.

Les jeunes dits « sans qualification » sont les jeunes de niveaux VI ou V bis. Les jeunes dits « peu ou pas qualifiés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V sans diplôme. Les jeunes dits « peu ou pas diplômés » sont les jeunes de niveau VI, V bis ou V.

Tableau 4 : Situations professionnelles des jeunes suivis en 2015

	2014		2015	
Jeunes reçus en entretien individuel dans l'année	1 251 215		1 197 679	
Catégories de situations	Nombre de situations	Nombre de jeunes concernés	Nombre de situations	Nombre de jeunes concernés
Emploi	525 000	370 000	489 000	336 000
Alternance	41 000	41 000	37 000	36 000
Formation	277 000	220 000	262 000	205 000
<i>Dont qualifiante</i>	<i>74 000</i>	<i>71 000</i>	<i>55 000</i>	<i>53 000</i>
Immersion en entreprise	89 000	70 000	125 000	91 000
Retour en formation initiale	19 000	19 000	15 000	15 000
Total situations/jeunes concernés	951 000	585 000	928 000	546 000

*Champ : Ensemble des jeunes reçus en entretien individuel en 2014 et 2015.

Source : i-milo (extractions 2014, 2015), traitement DARES.

Lecture : en 2014, 370 000 jeunes ont bénéficié d'au moins un emploi au cours de l'année pour un total de 525 000 contrats conclus dans l'année, un jeune pouvant bénéficier de plusieurs contrats différents sur la période. Seules les entrées en situations postérieures au premier accueil des jeunes reçus en entretien individuel dans l'année ont été comptabilisées.

Une diminution du nombre de contrats de travail signés

Dans un contexte de chômage des jeunes en hausse, avec 24,7% de chômeurs sur la tranche d'âge 15 à 24 ans (24,2% l'année précédente, OCDE), le nombre de contrats de travail (tous types confondus) signés par les jeunes reçus en entretien individuel dans les missions locales, diminue sensiblement en passant de 565 000 en 2014 à 524 000 contrats en 2015, soit une baisse de 7%. La diminution des contrats s'observe principalement sur les emplois aidés et l'alternance, et dans une moindre mesure sur l'emploi classique. Le nombre de contrats en emploi classique passe de 392 000 en 2014 à 369 000 en 2015 (-6%) et le nombre de contrats en emplois aidés passe de 132 000 à 109 000 (-11%).

La baisse des emplois classiques est principalement causée par la baisse des CDI qui diminuent de 12% ainsi que des contrats saisonniers en baisse de 30%.

En cette troisième année de mise en œuvre des emplois d'avenir, le rythme de prescription semble également ralentir. Il convient cependant d'apporter quelques précautions de lecture au tableau 5. Les évolutions dans le mode de renseignement des situations emploi entre Parcours 3 et i-milo en 2015 ont impacté la qualité de renseignement des détails des types d'emploi dont ont bénéficié les jeunes et certains emplois d'avenir peuvent être renseignés comme des CDD ou CDI classiques. En effet, le bilan des emplois d'avenir (cf partie 5 du rapport), fondé sur les prescriptions auprès de l'ASP, montre une baisse de 7% entre 2014 et 2015 inférieure à celle observée dans i-milo (-15%).

Une forte augmentation des immersions en entreprise

L'ensemble des autres types de situations professionnelles sont également en baisse : la formation (-5%), principalement en raison de la baisse des entrées en formation qualifiante (-25%), les retours en formation initiale (-21%) baissent également. Les immersions en entreprises progressent de 40% en raison de la montée en charge de la Garantie jeunes. Plus globalement, rapportée au nombre de jeunes concernés (les jeunes reçus en entretien individuel), la baisse des entrées en situation professionnelle est à relativiser. En effet en 2015, 46% des jeunes reçus en entretien individuel ont bénéficié d'au moins une situation professionnelle dans l'année contre 47% en 2014.

Tableau 5 : Contrats de travail signés en 2015 par les jeunes suivis en 2015

Année	2014			2015		
Jeunes reçus en entretien individuel	1 251 000			1 198 000		
Contrats de travail signés	Part (en %)	Nombre de contrats	Nombre de jeunes concernés	Part (en %)	Nombre de contrats	Nombre de jeunes concernés
Emplois classiques	69%	392 000	263 000	69%	369 000	240 000
<i>CDD</i>	33%	187 000	144 000	33%	189 000	141 000
<i>intérim</i>	20%	113 000	68 000	20%	105 000	60 000
<i>CDI</i>	9%	50 000	49 000	9%	44 000	43 000
<i>Contrat saisonnier</i>	7%	39 000	35 000	7%	27 000	24 000
<i>Autres contrats</i>	1%	4 000	4 000	1%	4 000	4 000
Emplois aidés	23%	132 000	123 000	23%	118 000	109 000
<i>Emploi d'avenir CDD non marchand</i>	11%	60 000	59 000	11%	51 000	50 000
<i>Emploi d'avenir CDD marchand</i>	1%	7 000	7 000	1%	6 000	6 000
<i>Emploi d'avenir CDI non marchand</i>	1%	4 000	4 000	1%	3 000	3 000
<i>Emploi d'avenir CDI marchand</i>	3%	15 000	15 000	3%	13 000	13 000
<i>CUI-CAE</i>	4%	25 000	24 000	4%	20 000	19 000
<i>CUI-CIE</i>	1%	4 000	4 000	1%	7 000	7 000
<i>Insertion par l'activité économique</i>	2%	14 000	10 000	2%	16 000	12 000
<i>Autres contrats aidés</i>	0%	2 000	2 000	0%	2 000	1 000
Alternance	7%	41 000	41 000	7%	37 000	36 000
<i>Contrat d'apprentissage</i>	5%	27 000	26 000	5%	24 000	23 000
<i>Contrat de professionnalisation</i>	2%	14 000	14 000	2%	12 000	12 000
<i>Inconnu</i>	0%	0	0	0%	1 000	1 000
Ensemble	100%	565 000	403 000	100%	524 000	364 000

*Champ : Ensemble des jeunes reçus en entretien individuel en 2014 et 2015.

Source : i-milo (extractions 2014,2015), traitement DARES.

Lecture : En 2014, 263 000 jeunes reçus en entretien individuel, ont signé au moins un contrat en emploi classique (CDD, intérim, CDI, contrat saisonnier, ou autre). Au total 392 000 contrats en emploi classique sont signés par les jeunes reçus en entretien individuel.

2. Les jeunes en demande d'insertion

L'indicateur « jeunes en demande d'insertion » (JDI) dénombre les jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien au sein du réseau des missions locales, au cours des cinq derniers mois, qu'il s'agisse d'un entretien individuel, d'une information collective ou d'un atelier.

L'indicateur JDI du mois de décembre 2015 mesure ainsi le nombre de jeunes ayant eu au moins un entretien individuel, une information collective ou un atelier entre le 1er août 2015 et le 31 décembre 2015 inclus. L'indicateur est calculé, par la DARES, à partir de l'entrepôt national de données issu de i-milo.

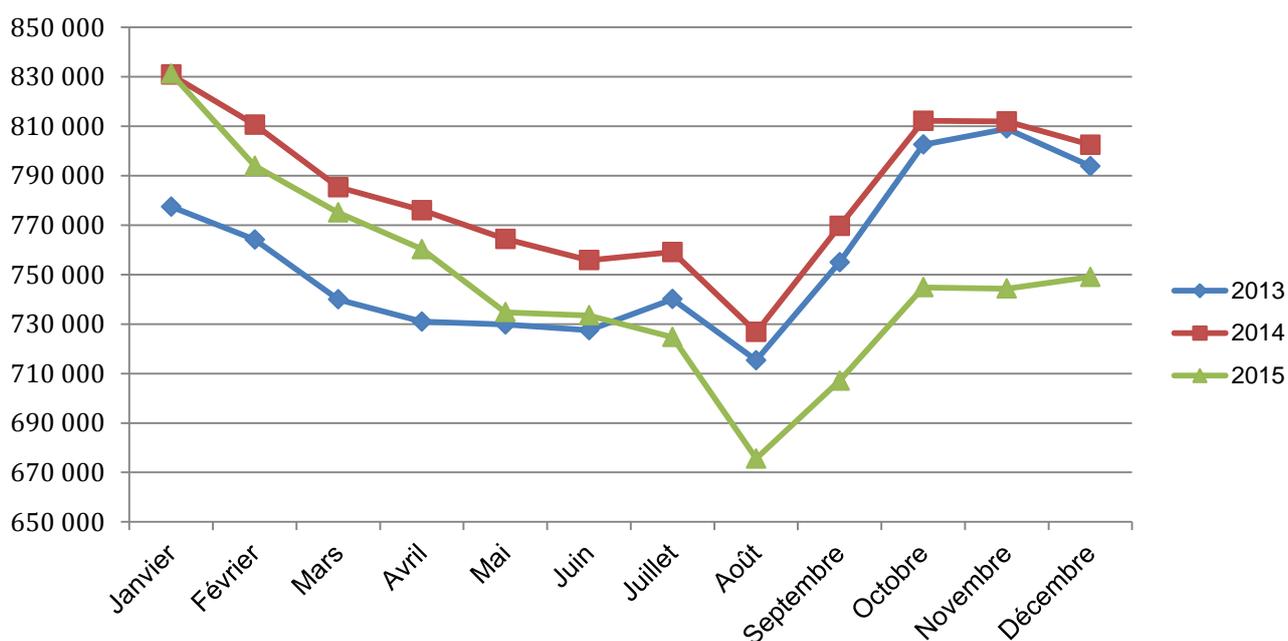
On observe un « décrochage » de cet indicateur à partir de juillet 2015. La baisse du nombre de jeunes en demande d'insertion au 31 décembre 2015 (-7%) correspond exactement à la baisse des premiers accueils (-47 000) au cours de l'année 2015. Après le pic de suivi observé en 2013 et 2014, l'indicateur retrouve le niveau de l'année 2012.

Tableau 6 : Evolution des jeunes en demande d'insertion de 2007 à 2015

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Janvier	667 094	636 753	672 855	721 943	745 684	745 728	777 386	830 735	831 232
Février	643 390	620 647	651 738	693 763	720 716	717 120	764 110	810 565	793 910
Mars	626 575	596 986	642 662	689 263	715 582	708 871	739 908	785 259	774 985
Avril	603 753	591 911	639 800	675 864	698 965	687 589	730 916	775 968	760 212
Mai	597 076	591 534	636 069	667 850	705 091	677 504	729 788	764 346	734 750
Juin	589 785	590 507	643 966	677 737	693 889	675 595	727 442	755 776	733 464
Juillet	587 174	591 791	645 333	675 845	680 978	682 893	740 014	759 053	724 677
Août	559 689	568 489	613 283	644 209	649 551	659 115	715 317	726 779	675 573
Septembre	591 231	604 463	657 625	690 668	695 045	699 059	754 967	769 589	707 052
Octobre	624 061	649 974	699 739	722 195	705 545	749 186	802 497	812 139	744 788
Novembre	625 714	648 940	700 242	721 119	718 189	755 864	808 953	811 851	744 310
Décembre	612 216	643 499	697 292	720 827	721 167	745 708	793 758	802 429	749 006
Moyenne	610 647	611 291	658 384	691 774	704 200	708 686	757 088	783 707	747 830

Source : i-milo (extractions 2014,2015), traitement DARES.

Comparaison de l'évolution mensuelle des JDI entre 2013, 2014 et 2015



3. Le Contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis)

Créé par la loi de Cohésion sociale de janvier 2005, le contrat d'insertion dans la vie sociale (Civis) vise à accompagner les jeunes en difficulté vers l'emploi durable (CDI ou CDD de plus de six mois, hors contrats aidés du secteur non marchand).

Le Civis permet d'accompagner tout jeune en situation de précarité vers un emploi, ou dans un projet de création ou de reprise d'une activité non salariée. Ce contrat est passé entre le jeune et la mission locale. Une aide financière peut être accordée au jeune sous réserve de respecter certaines conditions.

Ce contrat prévoit :

- les actions engagées par la mission locale en vue de l'insertion du jeune (entretiens et ateliers collectifs avec des mises en situation professionnelle, proposition d'emploi, de stage, de formation...),
- l'obligation pour le jeune d'y participer.

Il précise la nature et la périodicité des contacts entre la mission locale et le jeune.

Mis en œuvre par les missions locales, le dispositif se décline en deux volets : le Civis renforcé pour les jeunes sortis de scolarité sans CAP-BEP ou avant la terminale (niveaux VI, V bis et V sans diplôme) et le Civis de droit commun pour les jeunes jusqu'au bac+2 non validé (niveaux V sans diplômes et IV).

Le Civis de droit commun se déroule sur un maximum de deux périodes d'un an. Le Civis renforcé est renouvelable chaque année jusqu'au 26ème anniversaire du jeune. Depuis janvier 2009, un jeune peut effectuer plusieurs périodes non contiguës dans le dispositif Civis.

Les tableaux suivants indiquent une baisse des entrées en Civis depuis la mise en œuvre de l'expérimentation Garantie jeunes (avec 34 000 entrées en 2015).

Une baisse des entrées en Civis depuis le développement de la Garantie jeunes

Après 10 ans de mise en œuvre, les premières entrées dans Civis diminuent de 26% passant de 167 831 en 2014 à 133 700 jeunes (cf chiffres 2014 en annexe). Cette baisse correspond exactement à la montée en puissance de la Garantie jeunes en 2015 (34 000 entrées).

Le nombre de jeunes en accompagnement Civis au 31/12 passe de 186 854 en 2014 à 149 786 en 2015.

Tableau 7 : Les entrées du Civis par région en 2015

Région	Entrées 2015			Entrées par type de Civis				Stock à fin décembre 2015
	Entrées totales	dont premières entrées	dont renouvellement	Civis de droit commun	Dont premières entrées	Civis renforcé	Dont premières entrées	Stock à fin décembre
Alsace	3 543	2 577	966	2 077	1 627	1 466	950	2 521
Aquitaine	8 970	6 488	2 482	4 804	3 853	4 166	2 635	7 006
Auvergne	3 196	2 498	698	2 032	1 715	1 164	783	2 473
Basse-Normandie	4 098	2 804	1 294	2 248	1 808	1 850	996	3 432
Bourgogne	7 033	4 768	2 265	3 735	2 952	3 298	1 816	5 573
Bretagne	7 370	5 432	1 938	4 710	3 783	2 660	1 649	6 042
Centre	6 155	4 293	1 862	3 399	2 617	2 756	1 676	4 876
Champagne-Ardenne	4 678	3 412	1 266	2 853	2 231	1 825	1 181	4 019
Corse	486	413	73	277	252	209	161	302
Franche-Comté	2 842	2 018	824	1 750	1 385	1 092	633	2 171
Haute-Normandie	6 605	4 790	1 815	3 832	3 107	2 773	1 683	5 119
Île-de-France	23 203	18 405	4 798	11 478	9 798	11 725	8 607	20 052
Languedoc-Roussillon	9 677	7 431	2 246	4 867	4 102	4 810	3 329	7 405
Limousin	1 389	927	462	739	585	650	342	1 035
Lorraine	7 807	5 811	1 996	4 169	3 384	3 638	2 427	6 244
Midi-Pyrénées	7 269	4 977	2 292	3 603	2 812	3 666	2 165	5 628
Nord-Pas-de-Calais	19 649	12 829	6 820	11 662	8 407	7 987	4 422	17 232
Pays de la Loire	11 802	8 285	3 517	6 116	4 894	5 686	3 391	10 063
Picardie	7 713	4 941	2 772	3 715	2 777	3 998	2 164	6 265
Poitou-Charentes	4 626	3 230	1 396	2 558	2 058	2 068	1 172	3 635
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 240	10 501	2 739	7 015	5 972	6 225	4 529	10 549
Rhône-Alpes	13 539	10 538	3 001	7 292	6 189	6 247	4 349	11 517
Métropole	174 890	127 368	47 522	94 931	76 308	79 959	51 060	143 159
Guadeloupe	1 276	953	323	941	748	335	205	1 226
Guyane	614	427	187	376	283	238	144	583
La Réunion	4 288	3 725	563	2 637	2 345	1 651	1 380	3 211
Martinique	1 740	1 227	513	1 218	935	522	292	1 607
DOM	7 918	6 332	1 586	5 172	4 311	2 746	2 021	6 627
France entière	182 808	133 700	49 108	100 103	80 619	82 705	53 081	149 786

Lecture : 182 808 jeunes sont entrés en CIVIS entre le 01 janvier 2015 et le 31 décembre 2015.

¹ CIVIS renforcé = jeunes de niveau VI ou Vbis (accompagnement d'un an renouvelable jusqu'au 26ème anniversaire) ou V non diplômés entrés après le 15 juin 2006 (accompagnement d'un an renouvelable une fois ou jusqu'au 26ème anniversaire).

Une baisse du taux de sortie en emploi durable

Le taux de sortie en emploi durable des jeunes en Civis passe de 28% en 2014 à 20% en 2015 (cf chiffres 2014 en annexe).

Cependant, le taux de sortie en emploi ou en formation se maintient en passant de 47% en 2014 à 46% en 2015.

Tableau 8 : Fin de contrats Civis par région en 2015

Région	Fins de contrats	Parts de fins de contrats en emploi durable	Parts de fins de contrats en emploi non durable	Parts de fins de contrats en formation	Total Parts de fins de contrats en emploi ou formation
Alsace	4 251	28%	17%	8%	53%
Aquitaine	8 549	23%	14%	9%	46%
Auvergne	3 192	22%	21%	9%	52%
Basse-Normandie	4 192	18%	21%	9%	48%
Bourgogne	6 720	24%	15%	9%	48%
Bretagne	8 648	17%	21%	8%	45%
Centre-Val de Loire	6 955	22%	14%	9%	45%
Champagne-Ardenne	3 956	24%	14%	10%	48%
Corse	582	42%	19%	6%	66%
Franche-Comté	3 467	23%	19%	9%	52%
Haute-Normandie	7 176	16%	15%	11%	41%
Île-de-France	24 242	19%	15%	13%	47%
Languedoc-Roussillon	9 589	21%	16%	11%	48%
Limousin	1 971	16%	17%	9%	41%
Lorraine	6 898	24%	13%	12%	48%
Midi-Pyrénées	7 284	22%	16%	11%	50%
Nord-Pas-de-Calais	21 046	16%	12%	9%	38%
Pays de la Loire	11 344	17%	20%	7%	45%
Picardie	7 692	16%	13%	9%	37%
Poitou-Charentes	5 849	20%	17%	9%	46%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 958	28%	15%	13%	56%
Rhône-Alpes	13 281	18%	22%	10%	50%
Métropole	178 842	20%	16%	10%	46%
Guadeloupe	1 682	5%	2%	15%	22%
Martinique	2 759	9%	10%	17%	35%
Guyane	1 052	3%	15%	7%	25%
La Réunion	5 483	22%	7%	10%	39%
DOM	10 976	14%	8%	12%	34%
France Entière	189 818	20%	16%	10%	46%

Lecture : 53% des CIVIS, en Alsace, se sont terminés sur une formation ou un emploi, soit 28% en emploi durable, 17 % en emploi non durable et 8% en formation.

Source : i-milo, traitement DARES

4. Les emplois d'avenir

Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, l'emploi d'avenir « Art.L.5134-100-I.- » a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle et l'accès à la qualification des jeunes sans emploi âgés de 16 à 25 ans au moment de la signature du contrat de travail soit sans qualification, soit peu qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

L'emploi d'avenir est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics visant à une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

CDI ou CDD de 1 à 3 ans, à temps plein (sauf exception), une formation pour apprendre un métier et la reconnaissance des compétences acquises pendant l'emploi d'avenir.

Aide de l'Etat pour 3 ans à hauteur de 75 % (ou 35% pour les entreprises du secteur marchand) de la rémunération brute mensuelle au niveau du SMIC.

Le dispositif a commencé le 1^{er} novembre 2012 et l'essentiel des prescriptions de ces contrats aidés sont effectués par les missions locales (en 2015 180 ont été prescrits par le réseau des CAP Emploi et 74 par un Conseil départemental).

Les emplois d'avenir concernent les jeunes de 16 à 25 ans (ou jusqu'à 30 ans pour les travailleurs handicapés), peu ou pas diplômés et à la recherche d'un emploi. A titre exceptionnel, les jeunes résidant dans une zone urbaine sensible, une zone de revitalisation rurale ou en outre-mer peuvent également accéder à un emploi d'avenir jusqu'au niveau bac+3 et s'ils sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an.

Les employeurs du secteur non marchand sont principalement concernés par le dispositif emplois d'avenir. Leurs activités ont une utilité sociale avérée ou de défense de l'environnement et sont susceptibles d'offrir des perspectives de recrutement durables : filières vertes et numériques, secteurs social et médico-social, aide à la personne, animation socioculturelle, tourisme... Ce sont principalement des associations, des organismes à but non lucratif, des établissements publics, des collectivités territoriales.

Dans une logique de parcours, l'emploi d'avenir pourra aboutir à une pérennisation dans l'emploi créé, à l'acquisition de compétences donnant au jeune des perspectives nouvelles dans une activité d'avenir ou à la reprise d'une formation, en alternance le plus souvent, en lien avec la motivation trouvée pour un métier.

Ce parcours de réussite repose sur un fort engagement des employeurs (tutorat, formation, capacité d'accompagnement...) et sur un accompagnement renforcé assuré essentiellement par les missions locales mais également Cap emploi pour les travailleurs handicapés.

La majorité des jeunes recrutés en emploi d'avenir n'ont pas le baccalauréat

Depuis le début du dispositif, sur l'ensemble des jeunes recrutés en emploi d'avenir, 78% n'ont pas le baccalauréat, ce qui correspond aux priorités du législateur. Les 22% de jeunes diplômés supérieurs au baccalauréat sont des habitants de zones prioritaires bénéficiant d'une « exception qualifiante » au critère d'éligibilité au dispositif : quartiers prioritaires de la ville, zones de revitalisation rurale et collectivités d'outre-mer.

Tous niveaux confondus, plus de 30% des jeunes sont issus de quartiers prioritaires de la ville ou de zones de revitalisation rurale.

2 jeunes en emploi d'avenir sur 10 recrutés en CDI

En 2015, les emplois d'avenir conclus sous la forme d'un CDI se maintiennent à la hauteur de 21% des contrats. Cependant, la part des CDD de trois ans passe de 22% en 2014 à 16% en 2015 (cf tableau 13). La majorité des contrats (56%) sont ainsi des CDD de 1 à 2 ans.

Près de 130 000 jeunes accompagnés fin 2015

Depuis fin 2012, 250 835 emplois d'avenir ont été prescrits dont 205 360 conventions initiales.

A la fin de l'année 2015, 129 536 jeunes étaient accompagnés dans le cadre des emplois d'avenir, soit le nombre le plus important atteint depuis le début du dispositif. Ce palier correspond à l'arrivée au terme des 3 ans des premiers contrats signés depuis fin 2012-début 2013.

Dans ce cadre, les missions locales effectuent un bilan avec le jeune et l'entreprise dans les 2 mois précédant la sortie. Il s'agit de faire le point sur les compétences et/ou certifications acquises et d'envisager la suite professionnelle pour le jeune : pérennisation au sein de l'entreprise ou accompagnement dans la recherche d'une autre solution.

Les jeunes ayant atteint les 26 ans durant l'emploi d'avenir sont orientés vers Pôle emploi dans le cadre des cellules opérationnelles de suivi des emplois d'avenir.

Tableau 9 : Prescriptions des emplois d'avenir de 2012 à 2015

	2012	2013	2014	2015	Cumul 2012-2015
Prescriptions d'emplois d'avenir	2 116	78 544	88 096	82 079	250 835
<i>Dont conventions initiales</i>	2 116	78 021	69 659	55 564	205 360
<i>Dont renouvellement</i>	0	523	18 437	26 515	45 475
Objectifs	ND	94 006	85 012	85 074	264 092
Taux de réalisation	ND	83,60%	103,60%	96,50%	95,0%
Stocks (jeunes en cours d'emplois d'avenir au 31 décembre)	ND	66 173	112 244	129 536	129 536
Prescriptions dans le secteur marchand (en %)	1%	17%	21%	23%	20%
Prescriptions dans le secteur non marchand (en %)	99%	83%	79%	77%	80%

Source : ASP NOE CUI, traitement DGEFP/MPP

Tableau 10 : Caractéristiques des bénéficiaires d'emplois d'avenir

	2013	2014	2015
Femmes (en cumul depuis le 01/11/2012)	50,5%	50,5%	50,1%
Hommes (en cumul depuis le 01/11/2012)	49,5%	49,5%	49,9%
Handicapés (en cumul depuis le 01/11/2012)	3,1%	3,10%	3%
Jeunes de niveau IV sans diplômes et infra (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	81,7%	77,9%
Jeunes de niveau IV diplômés et + (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	18,3%	22,1%
Jeunes bénéficiaires issus de quartiers prioritaires de la ville dans l'année (ZUS avant 2015)	ND	18,90%	16,30%
Jeunes bénéficiaires issus de Zones de revitalisation rurale dans l'année	ND	14%	14,7%

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

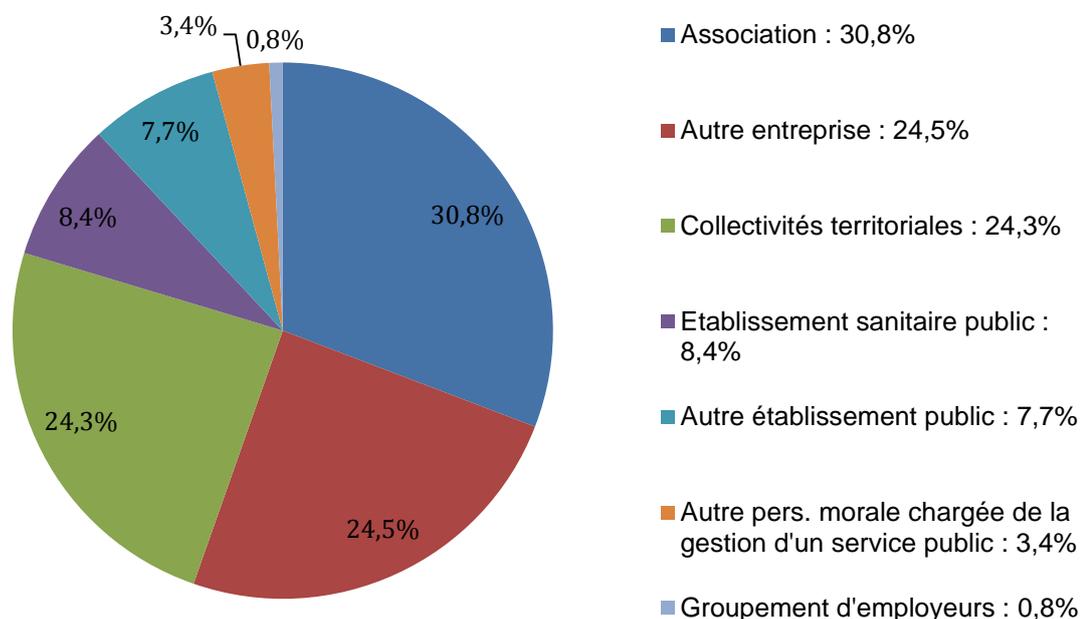
ND = Non disponible

Tableau 11 : Prescriptions d'emplois d'avenir en 2015 par région

Région	Nombre de prescriptions d'emplois d'avenir	% par région	Dont conventions initiales	% par région	Durée hebdomadaire de travail moyenne
Alsace	2 104	2,6%	1 442	2,6%	33,1
Aquitaine	3 822	4,7%	2 698	4,9%	34,3
Auvergne	1 663	2,0%	1 263	2,3%	34,4
Basse-Normandie	1 428	1,7%	973	1,8%	34,0
Bourgogne	2 628	3,2%	1 779	3,2%	34,1
Bretagne	2 541	3,1%	1 498	2,7%	34,1
Centre	3 672	4,5%	2 625	4,7%	34,3
Champagne-Ardenne	2 436	3,0%	1 518	2,7%	32,6
Corse	528	0,6%	440	0,8%	34,6
Franche-Comté	1 471	1,8%	1 000	1,8%	34,4
Guadeloupe	1 456	1,8%	618	1,1%	33,7
Guyane	880	1,1%	568	1,0%	33,3
Haute-Normandie	2 750	3,4%	1 699	3,1%	34,1
Ile-de-France	10 491	12,8%	6 680	12,0%	33,8
La Réunion	4 126	5,0%	2 992	5,4%	34,3
Languedoc-Roussillon	3 413	4,2%	2 604	4,7%	33,4
Limousin	872	1,1%	691	1,2%	34,5
Lorraine	2 140	2,6%	1 518	2,7%	33,7
Martinique	1 320	1,6%	925	1,7%	32,7
Mayotte	547	0,7%	362	0,7%	36,4
Midi-Pyrénées	3 282	4,0%	2 939	5,3%	33,9
Nord-Pas-de-Calais	5 710	7,0%	3 597	6,5%	33,2
Pays-de-la-Loire	3 261	4,0%	2 084	3,8%	33,0
Picardie	3 164	3,9%	2 093	3,8%	33,3
Poitou-Charentes	2 644	3,2%	1 660	3,0%	34,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 646	8,1%	4 687	8,4%	34,3
Rhône-Alpes	7 009	8,5%	4 536	8,2%	33,6
Total	82 004	100,0%	55 489	100,0%	33,9

Source : ASP NOE CUI, traitement DGEFP/MPP

Ventilation des emplois d'avenir par statut d'employeur (Janv/Déc 2015)



Source : ASP NOE CUI, traitement DDGEFP/MPP

Tableau 12 : Ventilation des emplois d'avenir par secteur d'activité en cumul

Secteur d'activité en cumul au 31/12/2015	%
Administration publique	28,28%
Santé humaine et action sociale	26,60%
Autres activités de services	8,71%
Arts spectacle et activités récréatives	6,91%
Hébergement et restauration	6,07%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4,32%
Transports et entreposage	3,20%
Construction	3,19%
Industrie manufacturée	3,08%
Activités de services administratifs et de soutien	2,66%
Enseignement	2,46%
Agriculture, sylviculture et pêche	1,13%
Activités immobilières	1,11%
Activités spécialisées, scientifique et techniques	0,91%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,82%
Information et communication	0,36%
Activités financières et d'assurance	0,23%

Source : ASP NOE CUI, traitement DGEFP/MPP

Tableau 13 : Caractéristiques des contrats en emplois d'avenir

	2014		2015	
Part des CDI	18 927	21,5%	17 232	21,0%
Non connu	10	0,0%	31	0,0%
Part des CDD de 3 ans	19 323	21,9%	13 045	15,9%
Part des CDD de 2 à < 3ans	5 542	6,3%	4 699	5,7%
Part des CDD de 1 à < 2 ans	43 865	49,8%	46 187	56,3%
Part des CDD inférieurs à 1 an	418	0,5%	876	1,1%
Total	88 085	100,0%	82 070	100,0%

Source : ASP NOE CUI, traitement DGEFP/MPP

Tableau 14 : Identification du volume de jeunes en emplois d'avenir par formation en cumul depuis le 01/11/2012

	Volume de jeunes*
Acquisition de nouvelles compétences/adaptation au poste de travail	127 983
Formation qualifiante	45 925
Acquisition des savoirs de base/remise à niveau	17 172
Formation préqualifiante	7 920
CACES	7 018
VAE	2 208

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

*Jeunes bénéficiant de l'emploi d'avenir depuis 4 mois et plus

Extraits de « DARES Analyse N°56 – Octobre 2016 »

Les jeunes en emploi d'avenir : quel accès à la formation, pour quels bénéficiaires ?

La Dares a mené une enquête auprès des jeunes majeurs (18-30 ans) ayant eu un contact avec un conseiller d'une mission locale entre juin 2013 et février 2014 en France (métropole et DOM). Une partie d'entre eux est entrée en emploi d'avenir entre octobre 2013 et mars 2014 ; elle constitue la « population bénéficiaire » et l'autre partie la « population témoin ».

L'enquête a été déclarée de qualité statistique et obligatoire par le Conseil national de l'information statistique (Cnis).

Cette publication porte sur les données recueillies lors des première et deuxième vagues d'interrogation en juin/juillet 2014 et mars/avril 2015, et sur les bénéficiaires d'emplois d'avenir uniquement. L'enquête a pour objectif de décrire le passage en emploi d'avenir et de recueillir l'opinion des bénéficiaires sur ces contrats. Elle cherche également à suivre les trajectoires professionnelles des bénéficiaires d'emplois d'avenir depuis leur entrée en dispositif jusqu'à un an minimum après leur sortie.

Tableau 15 : L'accès à la formation 12 mois après l'entrée en emplois d'avenir

	Taux d'accès à la formation à 12 mois (en %)			Durée moyenne des formations suivies (en jours)
	Ensemble	Non marchand	Marchand	
Accès à au moins une formation	75	83	58	26
Dont (plusieurs formations suivies possibles)				
Formation certifiante	47	52	35	27
<i>dont : Diplôme de l'Éducation nationale</i>	9	10	6	54
<i>Titre professionnel</i>	4	5	1	38
<i>Certificat de qualification professionnelle (CQP)</i>	6	6	5	28
<i>Habilitation</i>	34	38	26	8
<i>Autre formation certifiante</i>	5	5	4	35
Remise à niveau sur les savoirs de base	10	11	6	20
Formation pour mieux faire son travail	49	54	39	6
Préparation de concours administratifs	6	7	2	7
Formation pour définir un projet professionnel	16	19	7	6
Autre formation	20	24	11	<i>Indéterminée</i>
Aucune formation pendant l'EA	25	17	42	0
Avant l'emploi d'avenir, formation pour préparer l'embauche	13	12	15	

Champ : jeunes ayant commencé leur emploi d'avenir entre octobre 2013 et mars 2014 et interrogés sur les douze premiers mois du contrat. Seules les formations suivies dans le cadre de l'emploi d'avenir sont comptabilisées. Comme les jeunes peuvent accéder à plusieurs formations de nature différente, la somme des taux d'accès peut dépasser 100

Source : ASP, missions locales, Dares, Panel emplois d'avenir.

Lecture : 47 % des jeunes en emploi d'avenir ont suivi une formation certifiante la première année. Ces derniers ont passé en moyenne 27 jours dans ce type de formation pendant la première année du contrat.

Pour consulter l'enquête complète : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-056-3.pdf>

5. La Garantie jeunes

Le Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, adopté lors du Comité interministériel de lutte contre les exclusions du 21 janvier 2013, a prévu la création d'un dispositif destiné aux jeunes ni en emploi, ni en formation, et en situation de grande précarité sociale, la Garantie jeunes.

Mesure emblématique du plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale de janvier 2013, la Garantie jeunes est également la déclinaison française de la stratégie européenne de lutte contre le chômage des jeunes.

La Garantie jeunes constitue une démarche innovante reposant sur un accompagnement intensif, global et intégré combiné à une allocation mensuelle garantie, et centrée sur le principe de « l'emploi d'abord » (cf. Diagnostic SGMAP Déploiement de la Garantie jeunes 2015).

- **43 000 jeunes**

entrés dans l'expérimentation dont 34 000 en 2015

- **63% des missions locales** engagées dans l'expérimentation

- Près de **1 000 conseillers dédiés**

Tableau 16 : Développement de l'expérimentation Garantie jeunes



Tableau 17 : Montée en charge de la Garantie jeunes

	2013	2014	2015	Total
Objectifs d'entrée en Garantie jeunes		10 000	37 660	
Entrées en Garantie jeunes	402	8 241	34 246	42 889
Taux de réalisation		82%	91%	
Jeunes présents en fin de période	397	7 599	38 036	

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

Tableau 18 : Suivi des entrées Garantie jeunes au niveau national

Région	2013	2014			2015		
	Réalisé	Objectifs annuels	Réalisé	Taux de réalisation	Objectifs annuels	Réalisé	Taux de réalisation
Alsace					900	875	97%
Aquitaine	12	468	279	60%	1 800	1 628	90%
Auvergne	112	1 094	965	88%	1 820	1 743	96%
Basse-Normandie					530	451	85%
Bourgogne					520	485	93%
Bretagne	41	1 003	819	82%	3 410	2 884	85%
Centre					734	676	92%
Champagne-Ardenne					232	220	95%
Corse					195	194	99%
Franche-Comté					625	507	81%
Guadeloupe					325	127	100%
Guyane					75	64	100%
Haute-Normandie	31	812	470	58%	2 520	2 329	92%
Ile-de-France	9	1 101	893	81%	2 539	2 416	95%
La Réunion	49	1 839	1 846	100%	2 040	2 037	100%
Languedoc-Roussillon	34	544	501	92%	1 740	1 689	97%
Limousin					885	802	91%
Lorraine	79	528	463	88%	1 277	1 231	96%
Martinique					870	886	100%
Mayotte							
Midi-Pyrénées					1 347	1 277	95%
Nord-Pas-de-Calais					4 013	3 830	95%
Pays de la Loire					910	867	95%
Picardie					2 480	2 124	86%
Poitou-Charentes					605	557	92%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	35	2 611	2 005	77%	2 460	2 136	87%
Rhône-Alpes					2 808	2 211	79%
Total	402	10 000	8 241	82%	37 660	34 246	91%

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

2015 a été l'année de la montée en puissance du dispositif « Garanties jeunes ». En effet, 38 036 jeunes étaient suivis fin 2015 dans le cadre de la Garantie jeunes, soit une augmentation de plus de 400% par rapport à 2014. Pour répondre aux besoins, les ressources humaines dédiées au programme ont quasiment doublé en 2015.

Tableau 19 : Montée en charge de l'expérimentation Garantie jeunes par région et par mission locale

Région	Nombre de ML ayant démarré l'expérimentation par année et par région			% de ML par région ayant démarré l'expérimentation au 31/12/2015	
	2013	2014	2015	Total ML par région	%
Alsace			10	10	100%
Aquitaine	1	3	19	23	83%
Auvergne	7	7	14	14	100%
Basse-Normandie			6	13	46%
Bourgogne			7	16	44%
Bretagne	2	4	17	17	100%
Centre			11	20	55%
Champagne-Ardenne			6	15	40%
Corse			2	4	50%
Franche-Comté			7	10	70%
Guadeloupe			1	1	100%
Guyane			1	1	100%
Haute-Normandie	4	4	11	12	92%
Ile-de-France	1	5	21	76	28%
La Réunion	4	4	4	4	100%
Languedoc-Roussillon	1	2	14	17	82%
Limousin			6	6	100%
Lorraine	4	4	10	18	56%
Martinique			4	3	133%
Mayotte			7	1	700%
Midi-Pyrénées			25	10	250%
Nord-Pas-de-Calais			12	26	46%
Pays de la Loire			17	21	81%
Picardie			11	17	65%
Poitou-Charentes	2	9	9	14	64%
Provence-Alpes-Côte d'Azur			28	29	97%
Rhône-Alpes				47	0%
Total	26	42	280	445	63%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales – I-Milo-ICARE – Traitement DMML

De 2013 à 2015, les territoires au sein desquels la Garantie jeunes a été expérimentée ont été déterminés par trois arrêtés successifs pris les 1^{er} octobre 2013, 11 décembre 2014 et 1^{er} avril 2015.

La première vague a porté sur 44 missions locales situées dans 10 départements.

La deuxième vague a concerné 58 nouvelles missions locales réparties dans 11 départements, soit 102 missions locales, réparties dans 21 départements.

La troisième vague manifeste une accélération du déploiement de la Garantie jeunes, avec 181 missions locales supplémentaires (78 au 1^{er} avril 2015 et 103 au 1^{er} septembre 2015) réparties dans 52 départements. Ainsi, à la fin 2015, 283 missions locales –soit près des deux tiers d'entre-elles– expérimentaient la Garantie jeunes dans 72 départements.

Tableau 20 : Montée en charge des ressources humaines consacrées à la Garantie jeunes en 2015 par région

Région	Nombre de conseillers dédiés à la Garantie jeunes en 2015				Nombre d'ETP dédiés à la Garantie jeunes en 2015			
	au 31/03	au 30/06	au 30/09	au 31/12	au 31/03	au 30/06	au 30/09	au 31/12
Alsace	7	20	22	22	7	20	22	22
Aquitaine	20	23	57	60	20	22	56	59
Auvergne	45	50	49	52	36	39	38	40
Basse-Normandie	5	10	14	14	5	9	13	13
Bourgogne	0	10	18	18	0	9	17	17
Bretagne	56	74	73	75	54	73	72	74
Centre	0	9	30	30	0	9	29	29
Champagne-Ardenne	0	0	10	10	0	0	10	10
Corse	4	7	7	8	4	6	6	7
Franche-Comté	2	11	19	19	2	10	18	18
Guadeloupe	0	6	6	6	0	6	6	6
Guyane	0	0	5	5	0	0	5	5
Haute-Normandie	45	50	52	54	42	49	50	53
Ile-de-France	32	40	55	59	32	40	53	57
La Réunion	45	44	46	46	45	44	46	46
Languedoc-Roussillon	22	22	53	59	22	22	52	58
Limousin	6	17	19	25	6	16	18	24
Lorraine	27	27	29	30	27	27	28	29
Martinique	2	11	11	11	2	11	11	11
Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	0	18	36	46	0	18	36	45
Nord-Pas-de-Calais	61	68	118	125	57	64	113	120
Pays de la Loire	8	12	35	40	8	12	32	38
Picardie	37	39	51	54	35	37	47	49
Poitou-Charentes	0	0	22	23	0	0	20	19
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52	56	55	58	48	51	50	51
Rhône-Alpes	44	46	57	67	41	43	55	64
Total	520	670	949	1 016	492	636	904	965

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales – I-Milo-ICARE – Traitement DMML

6. Le partenariat renforcé avec Pôle emploi

Le nouvel accord cadre de partenariat renforcé a été signé le 10 février 2015 pour une durée de 3 ans par l'Etat, Pôle emploi, le CNML et l'UNML.

Il s'inscrit dans la continuité du partenariat entre Pôle emploi et les missions locales depuis 2001. Cet accord a pour objet de dynamiser et structurer la coopération dans un principe de concertation et de complémentarité d'action.

Il prend en compte et répond mieux au Plan national garantie européenne pour la jeunesse, et « aux difficultés des jeunes qui ne sont ni en formation, ni en étude, ni en emploi (NEET) ».

Ce partenariat a pour vocation de développer une démarche commune de diagnostic partagé, une intervention concertée en direction des entreprises, des partenaires, et des actions de communication valorisant le partenariat.

La réussite de cette coopération tient à la complémentarité des connaissances sur les problématiques d'accès et de retour à l'emploi des jeunes concernés.

Une globalisation du concours financier

L'accord cadre de partenariat renforcé 2015-2017 propose une globalisation du concours financier. Dans l'accord précédent de 2010 (article 11), les moyens mobilisés pour la mise en œuvre de la délégation du PPAE s'élevaient à 34,5 millions d'euros.

Ce concours financier était complété par la valorisation de 325 postes correspondants à des agents affectés par Pôle Emploi en missions locales à hauteur de 14,6 millions d'euros.

Pôle Emploi réserve dans le nouvel accord une subvention globale de 49,1 millions d'euros qui inclut la valorisation des ETP affectés par Pôle emploi. (Article 3.1 – Globalisation du concours financier, Accord-cadre sur le partenariat renforcé entre l'État, Pôle Emploi, le CNML, l'UNML – 2015 – 2017).

L'année 2015 est une année de transition, comme mentionné dans l'accord cadre, les 6 premiers mois fonctionnent similairement aux années précédentes, le temps que le changement s'opère, puis les 6 derniers mois fonctionnent comme indiqué dans l'accord.

Tableau 21 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés

	Nombre de missions locales	Disposant d'un poste pôle emploi en 2015	Part en 2014	Part en 2015
Alsace	10	4	91%	40%
Aquitaine	23	1	78%	4%
Auvergne	14	6	86%	43%
Basse-Normandie	13	2	38%	15%
Bourgogne	16	7	81%	44%
Bretagne	17	8	82%	47%
Centre	20	4	50%	20%
Champagne-Ardenne	15	6	47%	40%
Corse	4	1	50%	25%
Franche-Comté	10	5	90%	50%
Guadeloupe	1	0	0%	0%
Guyane	1	0	0%	0%
Haute-Normandie	12	7	92%	58%
Ile-de-France	76	17	57%	22%
La Réunion	4	2	100%	50%
Languedoc-Roussillon	17	3	47%	18%
Limousin	6	0	67%	0%
Lorraine	18	14	95%	78%
Martinique	3	1	0%	33%
Mayotte	1	0	0%	0%
Midi-Pyrénées	10	2	80%	20%
Nord-Pas-de-Calais	26	7	77%	27%
Pays-de-la-Loire	21	5	24%	24%
Picardie	17	6	88%	35%
Poitou-Charentes	14	8	86%	57%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28	7	69%	25%
Rhône-Alpes	47	10	68%	21%
Total	444	133	67%	30%

Source : I-Milo, Compte rendu d'activité des missions locales 2015.

Lecture : En Alsace parmi les 10 missions locales existantes, 4 disposent d'un poste pôle emploi soit 40% des missions locales en 2015 contre 91% en 2014.

La baisse des agents affectés par Pôle emploi dans les missions locales est liée au nouveau mode de financement (globalisation du concours financier).

Tableau 22 : Entrées en délégation de PPAE en 2015 par région

Jeunes, DE, -26 ans (25 ans révolus) catégorie A et B, ayant fait leur 1er entretien	PPAE démarrés en 2015	Poids de la région France entière
Alsace	3 237	2,02%
Aquitaine	9 402	6,20%
Auvergne	3 069	2,02%
Basse-Normandie	4 639	3,16%
Bourgogne	4 646	3,09%
Bretagne	6 475	4,37%
Centre	5 882	3,90%
Champagne-Ardenne	3 164	2,06%
Corse	627	0,37%
Franche-Comté	2 368	1,58%
Guadeloupe	970	0,64%
Guyane	281	0,20%
Haute-Normandie	6 142	4,08%
Ile-de-France	18 994	11,99%
La Réunion	4 524	2,75%
Languedoc-Roussillon	6 567	4,28%
Limousin	1 215	0,85%
Lorraine	6 714	4,48%
Martinique	726	0,49%
Midi-Pyrénées	7 575	4,89%
Nord-Pas-de-Calais	13 454	9,05%
Pays-de-la-Loire	8 905	5,89%
Picardie	6 659	4,27%
Poitou-Charentes	3 444	2,20%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 090	7,90%
Rhône-Alpes	11 310	7,26%
Total France Entière	153 079	100,00%

Source : Pôle emploi – traitement DGEFP-MISI

7. Organisation territoriale et activité

Avec 6 563 sites, les 445 missions locales couvrent l'ensemble du territoire national au 31 décembre 2015. Les missions locales assurent ainsi un véritable service de proximité pour les jeunes de 16 à 25 ans.

Les missions locales peuvent être porteuses d'autres projets tels que les PLIE, Maisons de l'Emploi (MDE), organismes de formations, et autres.

Elles travaillent aussi en collaboration avec d'autres organismes, toujours dans le but de l'insertion des jeunes en situation précaire.

6 563 sites

445 missions locales

84 communes par mission locale

- **37%** des missions locales ont une maison de l'emploi sur leur territoire.
- **74%** d'entre-elles animent un réseau de parrainage constitué de près de 8 000 parrains.
- **30%** des missions locales assurent le secrétariat de la commission d'attribution du Fonds d'aide aux jeunes.
- Près de **98 000** dossiers FAJ ont été présentés par les missions locales en 2015.
- **40%** des missions locales ont été financées dans le cadre d'actions collectives FIPJ et près de **60%** dans le cadre d'aides individuelles FIPJ en 2015.
- Plus de **26 500 jeunes** ont bénéficié d'une aide individuelle FIPJ en 2015 ;

Tableau 23 : Composition du réseau et statut

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015
Nombre total de structures	447	445
Dont missions locales	445	445
Dont PAIO	2	0
Statut associatif	418	418
Statut GIP	27	27
Service d'une collectivité locale	2	0

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Au 31 décembre 2015, il n'existe plus de PAIO avec un réseau unique de 445 missions locales.

Tableau 24 : Couverture territoriale des missions locales

Région	Nombre de ML	Nombre de sites	Dont nombre d'antennes	Dont nombre de relais et de lieux de permanence	Nombre moyen de communes par structure
Alsace	10	143	32	101	90
Aquitaine	23	402	73	306	100
Auvergne	14	183	11	158	93
Basse-Normandie	13	303	27	263	140
Bourgogne	16	146	31	99	128
Bretagne	17	443	56	370	75
Centre	20	313	21	272	92
Champagne-Ardenne	15	166	9	142	131
Corse	4	77	9	64	248
Franche-Comté	10	85	18	57	178
Guadeloupe	1	30	7	22	33
Guyane	1	19	5	13	22
Haute-Normandie	12	164	57	95	118
Île-de-France	76	654	135	443	17
La Réunion	4	56	28	24	6
Languedoc-Roussillon	17	369	54	298	91
Limousin	6	142	11	125	124
Lorraine	18	228	24	186	129
Martinique	3	54	18	33	11
Mayotte	1	26	6	19	17
Midi-Pyrénées	10	253	49	194	302
Nord-Pas-de-Calais	26	536	148	362	59
Pays de la Loire	21	328	84	223	71
Picardie	17	331	26	288	134
Poitou-Charentes	14	266	25	227	107
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28	381	85	268	34
Rhône-Alpes	47	440	83	310	61
Total général	445	6 563	1 137	4 981	84

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Définitions : les lieux d'accueil selon la Charte nationale i-milo

Siège : site principal de la structure (par défaut, le domicile de la personne morale). Il est identifié de façon univoque par le code Insee de la commune.

Antenne : lieu d'accueil fixe, géographiquement distinct du siège, géré par la même personne morale, et bénéficiant d'un équipement permanent (y compris ouvert à temps partiel, et antenne de type bus).

Permanence : lieu d'accueil temporaire ou chronique (avec équipement « nomade » ou mis à disposition (mairie, centre social, etc.).

Relais : lieu d'accueil géré par une autre personne morale liée par convention.

Tableau 25 : Activités portées par la structure

Région	Total de ML	La ML est le seul objet de la structure juridique (nombre de ML concernées par région)	Autres activités portées par la structure* (nombre de ML concernées par région)					
			PLIE	MDE	DLA	Centre de Bilans	Organisme de formation	Autres
Alsace	10	9	2	2	2	2	2	1
Aquitaine	23	21	3	2	2	2	2	2
Auvergne	14	13					1	1
Basse-Normandie	13	11	2	2	2	1	1	1
Bourgogne	16	12	1				1	3
Bretagne	17	16						1
Centre	20	17	1	1	1	1	1	3
Champagne-Ardenne	15	14					1	0
Corse	4	4						0
Franche-Comté	10	9		1				0
Guadeloupe	1	1						0
Guyane	1	1						0
Haute-Normandie	12	11	2	1	1	1	1	0
Île-de-France	76	59	8	14	4	4	9	8
La Réunion	4	4						0
Languedoc-Roussillon	17	16						1
Limousin	6	5			1			1
Lorraine	18	18						0
Martinique	3	3						0
Mayotte	1	1						0
Midi-Pyrénées	10	9						1
Nord-Pas-de-Calais	26	20	7	6	2	2	2	2
Pays de la Loire	21	21	2	2	2	2	2	0
Picardie	17	7	3	8		1		0
Poitou-Charentes	14	9	1	5	1	1	1	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	28						1
Rhône-Alpes	47	36		1				10
Total	445	375	32	45	18	17	24	39

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

*PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi), (MDE) Maison de l'emploi, DLA (Dispositif local d'accompagnement). Principales autres activités portées par les missions locales : Bureau ou Point d'information Jeunesse, Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CCLAJ), Accompagnement PLIE, Accompagnement RSA, Espaces d'information sur les métiers ou la formation...

Tableau 26 : Maisons de l'emploi

Région	Maisons de l'emploi		
	Maison de l'emploi sur le territoire	Dont la mission locale est un membre constitutif	Dont la mission locale est un membre associé
Alsace	5	2	2
Aquitaine	7	3	4
Auvergne	0	0	0
Basse-Normandie	2	0	0
Bourgogne	4	0	1
Bretagne	8	3	5
Centre	7	4	3
Champagne-Ardenne	2	0	0
Corse	1	1	0
Franche-Comté	3	1	3
Guadeloupe	0	0	0
Guyane	0	0	0
Haute-Normandie	2	0	2
Île-de-France	29	7	11
La Réunion	2	0	1
Languedoc-Roussillon	7	1	6
Limousin	1	1	0
Lorraine	8	0	4
Martinique	2	0	0
Mayotte	0	0	0
Midi-Pyrénées	8	1	8
Nord-Pas-de-Calais	17	5	8
Pays de la Loire	6	0	5
Picardie	10	5	3
Poitou-Charentes	8	2	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10	2	7
Rhône-Alpes	15	4	8
Total	164	42	84

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Tableau 27 : Réseau de parrainage

Région	Parrainage	
	ML animatrice d'un réseau de parrainage	Nombre de parrains
Alsace	4	73
Aquitaine	10	283
Auvergne	12	195
Basse-Normandie	5	178
Bourgogne	11	375
Bretagne	16	639
Centre	16	262
Champagne-Ardenne	13	234
Corse		
Franche-Comté	6	52
Guadeloupe		
Guyane		
Haute-Normandie	12	905
Île-de-France	59	951
La Réunion	4	57
Languedoc-Roussillon	14	386
Limousin	3	71
Lorraine	18	258
Martinique	3	57
Mayotte		
Midi-Pyrénées	8	294
Nord-Pas-de-Calais	22	229
Pays de la Loire	12	216
Picardie	15	252
Poitou-Charentes	8	211
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	924
Rhône-Alpes	29	679
Total	329	7 781

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Définition et objectif du parrainage

Le parrainage vise à faciliter l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, en les faisant accompagner par des bénévoles, professionnels en activité ou retraités, qui partagent leur expérience et leurs réseaux. Le parrainage permet de renforcer l'égalité des chances en matière d'insertion professionnelle. Le parrainage est destiné aux personnes volontaires et motivées, engagées dans une démarche active de recherche d'emploi et dont le projet professionnel est défini ou en cours de l'être. CF. annexe 2 instructions interministérielles DGEFP/CGET/2016/67 du 8 mars 2016

Textes de référence

Circulaire de juillet 2014 prévoyant une constitution des réseaux de parrainage à partir des missions locales et PAIO

Circulaire du 15 mars 1999 extension du développement du réseau à l'ensemble du territoire national

Circulaire du 04/05/2005 DGEFP favorisant l'accès à l'emploi des personnes en difficulté d'insertion

Instruction du 13 août 2015 relative à la mise en œuvre du plan de développement du parrainage prévu par le Comité interministériel pour l'Égalité et la Citoyenneté

Instruction interministérielle DGEFP/CGET du 8 mars 2016

Tableau 28 : Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) et Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)

Région	FAJ			FIPJ		
	La mission locale assure le secrétariat de la commission d'attribution	La mission locale assure tout ou partie de la gestion financière du fonds	Nombre de dossiers FAJ de la mission locale présentés dans l'année	La mission locale est financée dans le cadre d'actions collectives	La mission locale est financée dans le cadre d'aides individuelles	Si oui, nombre de jeunes ayant bénéficié d'une aide financière individuelle
Alsace	3	2	920	6	10	2 918
Aquitaine	10	7	6 137	10	18	2 775
Auvergne	7	3	2 069	4		0
Basse-Normandie	5	4	1 101	6	11	253
Bourgogne	1	7	3 333	15	16	1 737
Bretagne	12	11	11 277	3	13	563
Centre	1		4 118	13	19	1 038
Champagne-Ardenne		1	1 685			
Corse	1	4	615	1	4	90
Franche-Comté	1	1	258	6	10	791
Guadeloupe	1	1	689	1		
Guyane	1	1		1	1	
Haute-Normandie	8	8	3 633	8	12	737
Île-de-France	8	9	6 176	3	4	754
La Réunion			550	4	4	2 294
Languedoc-Roussillon	5	3	4 231	13	14	2 212
Limousin		1	644	4	3	127
Lorraine	11	12	4 805	14	17	1 662
Martinique	3	3	376	3	1	0
Mayotte				1	1	94
Midi-Pyrénées	5	4	2 810	5	10	2 185
Nord-Pas-de-Calais	7	1	5 487	1	23	1 478
Pays de la Loire	11	11	7 633	10	12	232
Picardie	1	1	2 174	4	10	227
Poitou-Charentes	4	3	3 780	7	14	1 063
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	11	9 560	16	14	441
Rhône-Alpes	13	27	13 427	26	39	2 917
Total	132	136	97 488	185	280	26 588

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Les FAJ : Fonds d'Aide aux Jeunes

Créés en 1989 pour compenser notamment le nonaccès des moins de 25 ans au RMI, les FAJ constituent une aide de dernier recours pour lutter contre l'exclusion des jeunes connaissant des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle, l'objectif étant de sécuriser les parcours d'insertion en tenant compte des situations d'urgence.

La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) des ministères sociaux a publié les résultats d'une étude sur les fonds d'aide aux jeunes (FAJ) en 2015 (voir les résultats de l'étude figurant dans le n°996 d'Etudes & Résultats" (février 2017)).

Cette étude indique les points suivants :

- Le FAJ octroie principalement des aides financières individuelles, dont le montant moyen s'élève à 193 euros.
- En 2015, près de 91 000 jeunes de 18 à 25 ans en grande difficulté sociale ont bénéficié de ces aides individuelles.
- Versées à titre subsidiaire, la moitié des aides individuelles ont une finalité alimentaire. Le fonds est aussi sollicité pour des aides au transport ou à la formation. Par ailleurs, près d'une aide sur cinq est allouée en urgence.

67 % des aides sont accordées à des jeunes qui ne sont ni scolarisés, ni en emploi, ni en formation, 66 % à des jeunes sans ressources financières et 39 % à des jeunes en situation incertaine vis-à-vis du logement.

Le FIPJ : Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes

Ce Fonds est activé au niveau territorial pour financer des actions favorisant l'accès à l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans préalablement ciblées et complémentaires aux dispositifs existants, notamment ceux mis en œuvre par les collectivités territoriales, ou d'autres missions ministérielles. Il permet la prise en charge spécifique des publics en difficulté face au marché du travail.

Le FIPJ est destiné à financer des actions complémentaires à l'accompagnement personnalisé et renforcé pour les bénéficiaires de 16 à 25 ans, confrontés à l'addition d'obstacles multiples (sociaux, familiaux, culturels et relationnels...).

- 
- **30% des missions locales assurent le secrétariat de la commission d'attribution du FAJ**
 - **30% des missions locales assurent également tout ou partie de la gestion du FAJ**
 - **Près de 98 000 dossiers FAJ présentés**
 - **40% de financement d'actions collectives FIPJ**
 - **60% d'aides individuelles FIPJ**
 - **Plus de 26 500 jeunes ont bénéficié d'une aide individuelle FIPJ**

8. Les ressources humaines

Avec une augmentation de plus de 13% sur trois ans, les effectifs salariés ont continué leur évolution engagée depuis 2012, après une phase de réduction centrée sur la période 2010/2011. Il s'agit là de l'effet de la montée en puissance du rôle central assuré par les missions locales au titre des dispositifs et actions portés en matière d'insertion sociale et professionnelle des 16/25 ans.

Les équipes opérationnelles ont évolué. Ainsi, en 3 ans, les missions locales de plus de 20 ETP sont devenues plus que majoritaires (54%) alors qu'elles n'étaient encore que 42% en 2012. Cette donnée ouvre forcément sur les pratiques et les questions de management qui sont un enjeu fort pour ce réseau.

Enfin, 78 % des salariés sont en CDI et près de 74% des professionnels du réseau exercent un emploi repère de la filière insertion sociale et professionnelle.

Tableau 29 : Effectif des missions locales au 31 décembre 2015

				Evolution	
	2013	2014	2015	2014-2015	2013-2015
Effectif total	12 232	12 615	13 495	+ 6,98%	+ 10,33%
ETP	10 838	11 250	12 207	+ 8,51%	+ 12,63%
Effectif Salariés	11 513	11 916	13 011	+ 9,19%	+ 13,01%
Dont contrat de remplacement	334	305	384	+ 25,90%	+ 14,97%
ETP Salariés	10 287	10 721	11 856	+ 10,59%	+ 15,25%
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	719	699	484	- 30,76%	- 32,68%
ETP mis à disposition, détaché ou affecté	551	529	351	- 33,65%	- 36,30%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Tableau 30 : Evolution de l'effectif total en pourcentage de 2010 à 2015

Variation année n/n+1	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
Effectif total	- 3,1%	- 0,6%	+ 4,1%	+ 3,1%	+ 6,5%
Effectif salarié	- 3,3%	- 0,3%	+ 4,6%	+ 3,5%	+ 8,4%
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	+ 0,3%	- 4,3%	- 2,8%	- 2,8%	- 50,6%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Tableau 31 : Répartition des missions locales par taille en équivalent temps plein (ETP)

Nombre d'ETP/Année	2012	2013	2014	2015
De 5 à 10,05	11,1%	9,6%	9,4%	6,7%
De 10,05 à 20,05	46,1%	43,0%	41,8%	39,3%
De 20,05 à 30,05	24,4%	25,7%	25,2%	27,2%
De 30,05 à 50,05	11,1%	14,5%	15,7%	16,9%
Plus de 50,05	6,7%	7,2%	7,6%	9,9%

Source : Comptes rendus d'activité 2013 des missions locales – IMILO

On note une augmentation des missions locales dont la taille est de 20 à plus de 50 salariés : 54% en 2015 contre 42,2% en 2012.

Tableau 32 : Répartition des temps partiels et temps plein

	Part dans l'effectif total	Proportion Hommes (%)	Proportion Femmes (%)
Contrats de travail à temps partiel	21,4%	8,3%	91,6%
Dont contrats de remplacement	2,9%	14,6%	92,5%
Contrats de travail à temps plein	78,6%	24,7%	74,3%
Dont contrats de remplacement	3,0%	20,4%	81,6%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Tableau 33 : Répartition des types de contrats

	Part dans l'effectif total	Proportion Hommes (%)	Proportion Femmes (%)
CDD	21,23	19,3	80,6
Dont contrats de remplacement	13,9	16,1	83,8
Contrats en alternance	0,2	24	76
CDI	78,6	21,7	78,3

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales – IMILO

On note une augmentation des CDD en 2015 par rapport à 2013 (15,5%), en particulier les contrats de remplacement (13,9% en 2015 contre 2,9% en 2013).

Tableau 34 : Emplois repères, métiers et répartition par sexe

Emploi repères et métier	Répartition en temps de travail(%)	Hommes(%)	Femmes(%)
Chargé d'accueil	9,3%	9,2%	90,8%
Conseiller niveau 1	23,1%	19,4%	80,6%
Conseiller niveau 2	35,6%	22,9%	77,1%
Chargé de projets	5,8%	34,6%	65,4%
Total insertion sociale et professionnelle	73,8%	21,0%	79,0%
Chargé d'animation	1,1%	33,1%	66,9%
Chargé de documentation	0,5%	10,4%	89,6%
Chargé d'information et de communication	0,7%	33,0%	67,0%
Total Information, communication	2,4%	28,3%	71,7%
Assistant administratif	5,3%	7,0%	93,0%
Assistant de gestion	1,9%	14,6%	85,4%
Assistant de direction	2,6%	2,3%	97,7%
Assistant financier	1,5%	11,8%	88,2%
Assistant Informatique	0,9%	64,7%	35,3%
Total Gestion	12,2%	12,2%	87,8%
Responsable de secteur	5,0%	33,3%	66,7%
Directeur	4,1%	46,1%	53,9%
Total Encadrement	9,0%	39,1%	60,9%
Autres (Salariés exerçant un emploi non spécifique à la branche professionnelle)	2,6%	21,8%	78,2%
Total effectif salarié affecté aux activités de la mission locale	100,0%	21,7%	78,3%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

La logique de compétence dans les emplois exercés en mission locale

Le système de classification de la branche professionnelle des missions locales organise les parcours professionnels et fonde la rémunération sur la maîtrise et l'évaluation des compétences professionnelles du salarié. 48 domaines de compétences sont définis et décrits avec les activités correspondantes. 14 emplois repères sont répartis dans 4 métiers homogènes (Insertion sociale et professionnelle ; Information communication ; Gestion ; Encadrement).

Un exemple, les domaines de compétence pour l'emploi repère de Conseiller niveau 1 :

Recevoir le public en entretien ; Établir un diagnostic individuel sur la situation du public reçu ; informer et aider à l'orientation du public cible ; Accompagner l'élaboration du parcours d'insertion ; Coopérer avec des partenaires extérieurs ; Assurer une veille sur l'activité d'insertion ; Assurer un suivi administratif.

Tableau 35 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés

Région	Effectif total			Effectif salarié			Effectif mis à dispositions, détaché ou affecté				
	Total	Dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	dont Pôle emploi affecté	Pôle emploi affecté en ETP
Alsace	297	86,2%	259,94	296	86,1%	257,34	4	75,0%	2,6	4	2,6
Aquitaine	719	83,4%	665,12	705	83,5%	659,99	11	81,8%	5,13	0	0
Auvergne	309	80,6%	281,61	308	80,5%	277,81	5	60,0%	3,8	3	2,8
Basse-Normandie	289	78,2%	262,29	286	78,0%	260,69	2	100,0%	1,6	0	0
Bourgogne	331	83,7%	290,81	325	83,4%	283,84	13	92,3%	6,97	0	0
Bretagne	593	77,4%	547,46	586	77,5%	540,05	14	78,6%	7,41	6	3,3
Centre	443	80,1%	407,73	442	80,1%	389,13	28	78,6%	18,6	3	2,8
Champagne-Ardenne	312	83,3%	283,94	309	83,2%	278,45	7	100,0%	5,49	3	1,7
Corse	60	81,7%	56,77	60	81,7%	55,77	1	100,0%	1	1	1
Franche-Comté	216	80,1%	180,39	215	80,5%	162,74	28	75,0%	17,65	6	2,5
Guadeloupe	84	86,9%	73,7	84	86,9%	65,2	9	88,9%	8,5	0	0
Guyane	43	74,4%	42	43	74,4%	42	0			0	0
Haute-Normandie	468	78,4%	440,16	468	78,4%	431,14	13	84,6%	9,02	5	3,53
Ile-de-France	1762	74,0%	1627,93	1743	73,8%	1560,84	76	72,4%	67,09	8	6,2
La Réunion	412	67,5%	403,08	412	67,5%	399,28	4	75,0%	3,8	2	1,8
Languedoc-Roussillon	667	79,3%	619,73	667	79,3%	589,55	34	73,5%	30,18	2	1
Limousin	153	81,7%	147,36	153	81,7%	147,36	0			0	0
Lorraine	426	83,1%	383,87	423	83,2%	374,67	18	55,6%	9,2	10	4,1
Martinique	119	81,5%	117	119	81,5%	117	0			0	0
Mayotte	50	66,0%	48	50	66,0%	48	0			0	0
Midi-Pyrénées	485	76,5%	452,15	482	76,6%	442,75	10	90,0%	9,4	2	1
Nord-Pas-de-Calais	1388	76,3%	1218,02	1364	76,2%	1173,78	59	64,4%	44,24	4	2,8
Pays de la Loire	616	83,0%	560,97	590	83,4%	545,4	22	68,2%	15,57	0	0
Picardie	504	79,0%	422,93	484	78,7%	420,43	5	100,0%	2,5	3	1,3
Poitou-Charentes	432	81,0%	357,63	432	81,0%	345,46	21	81,0%	12,17	5	3,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1023	79,8%	948,54	1012	79,5%	916,94	34	88,2%	31,6	1	1
Rhône-Alpes	1294	79,4%	1107,84	1235	79,4%	1070,05	66	86,4%	37,79	8	3,52
Total	13495	78,7%	12206,97	13293	78,7%	11855,66	484	77,3%	351,31	76	46,45

Source : Compte rendu d'activité des missions locales 2015 – i-milo-lcare – Traitement DMML

Tableau 36 : Répartition régionale des effectifs moyens

Région	Nombre de structures au 31/12	Effectif total	Effectif moyen
Alsace	10	297	29,7
Aquitaine	23	719	31,3
Auvergne	14	309	22,1
Basse-Normandie	13	289	22,2
Bourgogne	16	331	20,7
Bretagne	17	593	34,9
Centre	20	443	22,2
Champagne-Ardenne	15	312	20,8
Corse	4	60	15,0
Franche-Comté	10	216	21,6
Guadeloupe	1	84	84,0
Guyane	1	43	43,0
Haute-Normandie	12	468	39,0
Ile-de-France	76	1762	23,2
La Réunion	4	412	103,0
Languedoc-Roussillon	17	667	39,2
Limousin	6	153	25,5
Lorraine	18	426	23,7
Martinique	3	119	39,7
Mayotte	1	50	50,0
Midi-Pyrénées	10	485	48,5
Nord-Pas-de-Calais	26	1 388	53,4
Pays de la Loire	21	616	29,3
Picardie	17	504	29,6
Poitou-Charentes	14	432	30,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	1 023	35,3
Rhône-Alpes	47	1 294	27,5
Total	445	12 615	28,3

Sources : 2015 i-milo – ICARE – traitement DMML

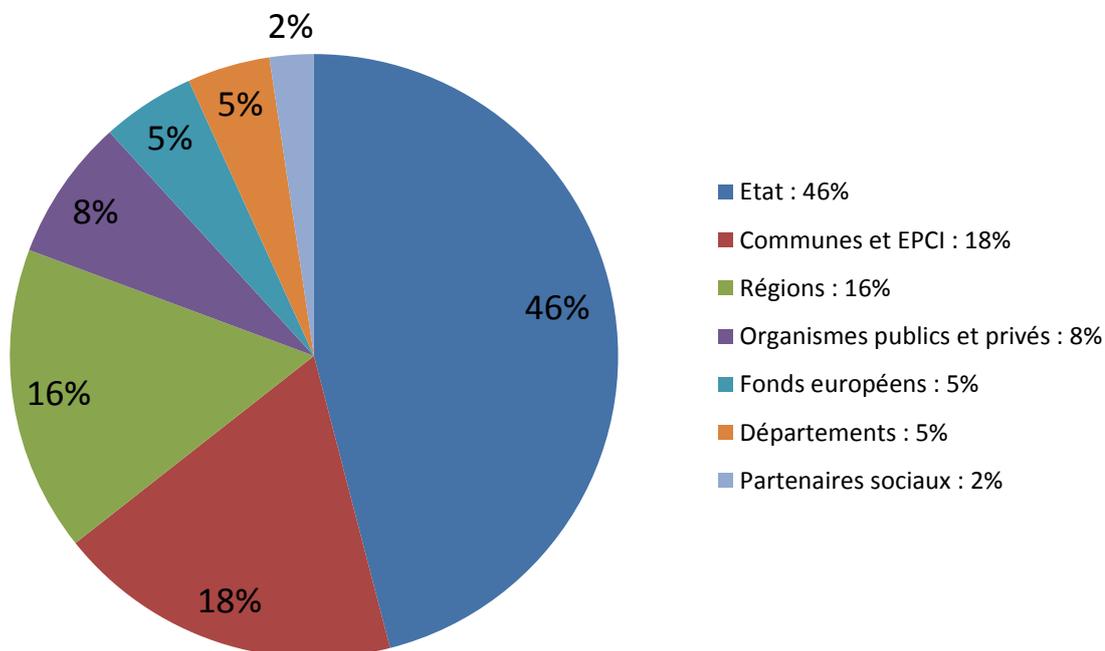
Tableau 37 : Répartition régionale des effectifs selon le métier par ETP

Région	Effectif total	Insertion pro	Information communication	Gestion	Encadrement	Autre hors branche prof	Effectif mis à disposition détaché ou affecté
Alsace	259,94	76,4%	4,0%	9,2%	9,1%	0,3%	1,0%
Aquitaine	665,12	73,4%	3,6%	12,3%	8,1%	1,8%	0,8%
Auvergne	281,61	72,6%	1,9%	11,0%	9,7%	3,5%	1,3%
Basse-Normandie	262,29	73,4%	1,0%	14,5%	7,9%	2,6%	0,6%
Bourgogne	290,81	68,7%	2,3%	12,5%	9,2%	4,9%	2,4%
Bretagne	547,46	72,3%	1,9%	14,5%	8,2%	1,8%	1,4%
Centre	407,73	71,8%	0,7%	12,1%	8,7%	2,2%	4,6%
Champagne-Ardenne	283,94	71,9%	1,8%	11,3%	8,6%	4,4%	1,9%
Corse	56,77	64,6%	0,0%	8,7%	15,9%	9,2%	1,8%
Franche-Comté	180,39	67,3%	0,7%	12,6%	9,0%	0,7%	9,8%
Guadeloupe	73,7	75,0%	0,3%	6,2%	6,8%	0,1%	11,5%
Guyane	42	52,4%	2,4%	16,7%	26,2%	2,4%	0,0%
Haute-Normandie	440,16	74,8%	1,2%	13,2%	7,8%	0,9%	2,0%
Ile-de-France	1627,93	69,8%	2,9%	9,4%	11,5%	2,4%	4,1%
La Réunion	403,08	68,8%	2,5%	11,0%	6,0%	10,8%	0,9%
Languedoc-Roussillon	619,73	69,8%	2,5%	13,8%	5,6%	3,4%	4,9%
Limousin	147,36	78,6%	1,4%	9,1%	10,2%	0,7%	0,0%
Lorraine	383,87	73,6%	0,3%	13,0%	9,4%	1,2%	2,4%
Martinique	117	81,2%	1,7%	6,8%	9,4%	0,9%	0,0%
Mayotte	48	62,5%	10,4%	10,4%	6,3%	10,4%	0,0%
Midi-Pyrénées	452,15	69,9%	2,7%	13,7%	9,5%	2,1%	2,1%
Nord-Pas-de-Calais	1218,02	70,5%	2,2%	14,1%	7,4%	2,1%	3,6%
Pays de la Loire	560,97	72,2%	3,2%	12,2%	8,7%	1,0%	2,8%
Picardie	422,93	75,4%	2,2%	11,3%	7,8%	2,6%	0,6%
Poitou-Charentes	357,63	72,5%	3,1%	10,4%	9,1%	1,6%	3,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	948,54	72,4%	2,1%	11,3%	8,7%	2,2%	3,3%
Rhône-Alpes	1107,84	71,2%	2,2%	11,4%	9,0%	2,8%	3,4%
Total	12206,97	71,6%	2,3%	11,9%	8,8%	2,5%	2,9%

Sources : 2015 i-milo – ICARE – traitement DMML

9. Le financement des missions locales

Répartition des principaux financeurs en 2015



Une augmentation globale tous financeurs confondus, de 15,4% pour atteindre 640,4 M€ en 2015

Entre 2010 et 2015, les financements des missions locales ont progressé globalement de 15,4%.

Après une baisse significative en 2011, les financements sont repartis à la hausse en 2012.

Ce sont cependant les financements qui concernent l'activité spécifique qui permettent cette évolution (la montée en charge de la Garantie jeunes et la mise en œuvre de l'ANI entre la fin 2011 et 2015).

L'Etat avec 294,4 M€, assure 46% du financement des missions locales

Depuis 2014, la participation de l'Etat au financement du réseau est redevenue supérieure à celles des collectivités locales. Cela traduit cependant de fortes disparités régionales (par exemple 38% en Ile-de-France et 75% à Mayotte).

La fin des crédits exceptionnels du plan de relance de 2010 a entraîné une baisse des crédits de l'Etat au profit des missions locales en 2011 et 2012. Ces crédits sont repartis à la hausse en 2013 par l'augmentation de la CPO et la mise en place des emplois d'avenir puis progressivement de la Garantie jeunes.

L'augmentation globale de 12,4% des crédits de l'Etat sur la période a ainsi principalement profité aux missions locales mettant en œuvre la Garantie jeunes, les emplois d'avenir baissant significativement en 2015.

La généralisation de la Garantie jeunes en 2017 permettra de l'intégrer au financement principal des missions locales.

Régions : augmentation régulière des financements (+ 12%) : 104,7 M€ en 2015

De 2010 à 2015, les subventions des régions ont progressé régulièrement, avec une évolution beaucoup plus forte des financements d'activité spécifique. Les régions représentent 16% des financements.

Communes et EPCI : augmentation régulière des financements (+ 13%) : 103 M€ en 2015

A l'instar des régions, les communes et EPCI ont fait progresser régulièrement leurs financements des missions locales (+ 13% entre 2010 et 2015) pour représenter 18% des financements.

Départements : une stagnation des financements depuis 2011 après une hausse significative (+ 5%) : 27 M€ en 2015

Tous les départements ne financent pas le fonctionnement des missions locales. Après une hausse de 11% en 2011 liée à la mise en place de l'accompagnement des jeunes du RSA confiée aux missions locales par certains départements, les financements ne progressent plus et baissent en 2015. Quelques départements en 2016 ont annoncé leur arrêt du financement des missions locales. Les départements représentent 5% des financements.

Autres établissements publics et privés : une baisse des financements mais un maintien du financement de Pôle Emploi : 48,5 M€ en 2015

Pôle Emploi demeure le principal financeur de cette catégorie à un niveau stable (environ 43 M€) mais la structure de son financement évolue en 2015 suite à la mise en place du nouvel accord de partenariat. Avec la fin progressive des mises à disposition valorisées en contributions volontaires en nature, le financement est aujourd'hui essentiellement financier. Cette catégorie représente 8% des financements.

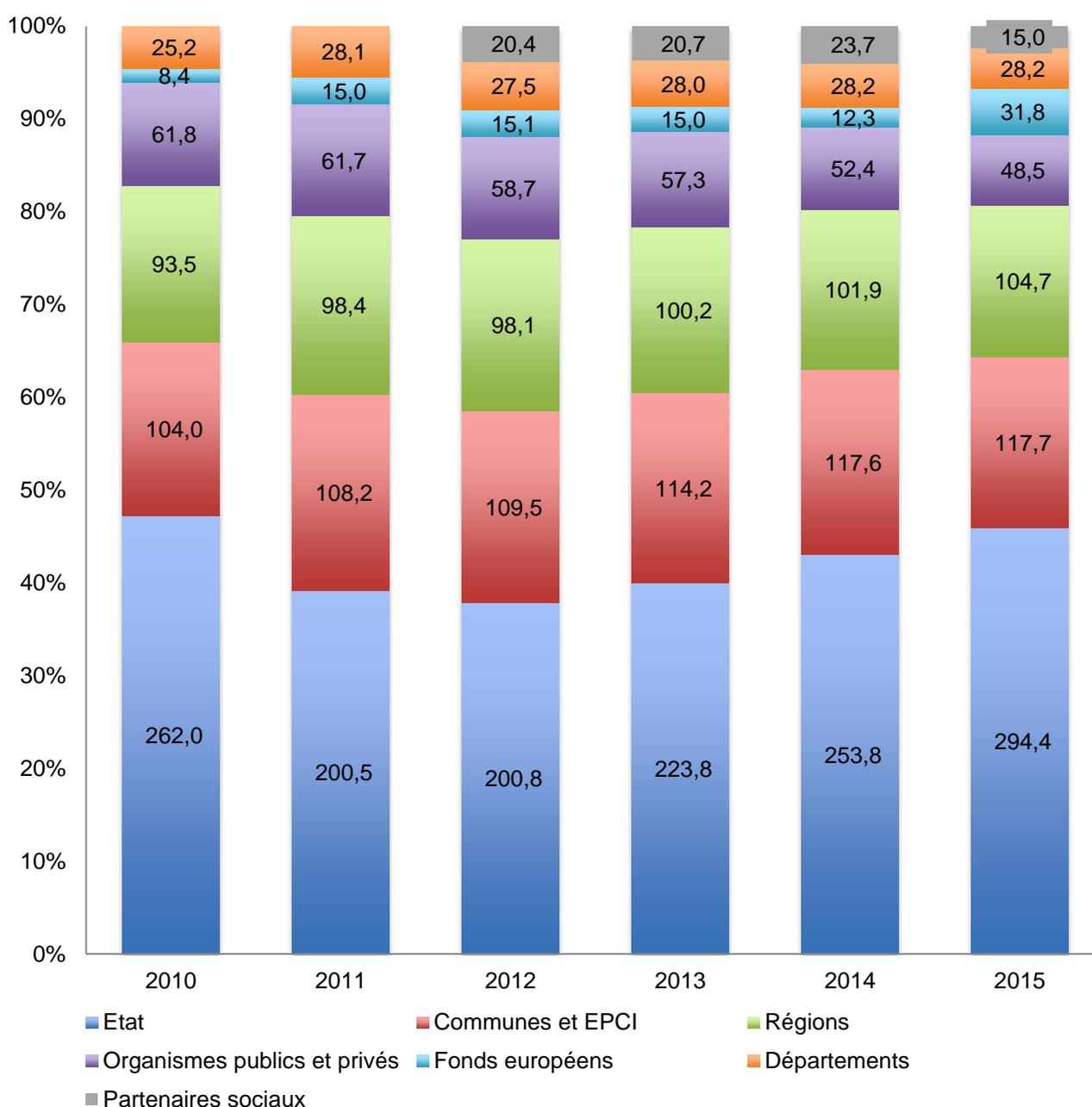
Fonds européens : une montée en puissance des crédits européens depuis la montée en charge des projets IEJ : 31,9 M€ en 2015

De 2010 à 2014, les crédits européens appelés par les missions locales ont fréquemment fluctué tendant même à baisser suite au recentrage de nombreux PLIE sur les publics adultes. L'impact de l'IEJ en 2015 dans les régions concernées a permis la mise en place de nombreux nouveaux projets et a fait progresser de 278,9% le recours aux crédits européens sur la période. Ces fonds représentent 5% des financements du réseau.

Partenaires sociaux : des financements essentiellement impactés par la mise en œuvre de l'ANI depuis 2012 : 15 M€ en 2015

La mise en place de l'ANI par les partenaires sociaux en 2012 a permis d'apporter 3 années durant près de 20 M€ par an au financement des missions locales. Ce financement baisse en 2015 en raison de la fin du dispositif qui ne sera pas reconduit en 2016.

Evolution des financements par financeur de 2010 à 2015



Une augmentation des dépenses de personnel de 18% en rapport avec l'augmentation des effectifs et la prise en compte de la convention collective

Les dépenses de personnel (salaires bruts + cotisations patronales + taxe sur les salaires + contribution formation continue) progressent de 18% entre 2010 et 2015, soit un peu plus fortement que l'augmentation des effectifs sur la période. Il convient en effet d'intégrer les augmentations du point ainsi que d'ancienneté des salariés qui représentent près de 7% sur cette période. Le coût moyen d'un ETP n'a cependant progressé que de 2,4% sur la période témoignant d'une modération salariale du réseau. Le coût moyen a même baissé en 2015. Les forts recrutements liés à la Garantie jeunes, dont beaucoup n'ont naturellement pas l'ancienneté de la moyenne du réseau, explique cette baisse du coût moyen par ETP.

Le point est passé de 4,40 € en 2010 à 4,43 € en 2011, 4,45 € en 2012 et 4,50€ en 2013 soit 2,2% sur la période. Après 3 ans sans augmentation (2014,2015,2016), le point est passé à 4,55 € le 1^{er} septembre 2016. L'augmentation du point évolue à 3,5% pour une inflation d'environ 7,6% sur la période.

Chaque salarié gagne 4 points d'ancienneté mensuels chaque année, soit une augmentation mécanique de la masse salariale à périmètre constant de 4,2% sur la période.

Des comptes de résultats majoritairement équilibrés : 9,4 M€ d'excédents cumulés en 2015

Le total des charges cumulées des 445 missions locales se monte en 2015 à 657,1 M€ pour 666,5 M€ de produits dégageant ainsi un excédent cumulé de 9,4 M€.

Cela recouvre cependant des situations contrastées selon les missions locales : si 75% sont équilibrées ou excédentaires, 25% ont été en déficit. Ces déficits sont majoritairement limités mais 50 missions locales ont cependant un déficit supérieur à 2% de leurs charges et 6 ont un déficit supérieur à 10% de leurs charges.

Tableau 38 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros

	2013		2014		2015	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Activité principale	449,7	78,70%	473,6	78,70%	451,2	69,3%
Activité spécifique	109,5	19,20%	116,3	19,30%	189,2	29,1%
Fonds gérés pour le compte d'autrui	12	2,10%	12,2	2,00%	10,6	1,6%
Total	571,2	100%	602,2	100%	651,0	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2013, 2014 et 2015 des missions locales – ICARE.

Tableau 39 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés pour le compte d'autrui

	2013	2014	2015
Etat	40,0%	43,0%	46,0%
Régions	17,9%	17,3%	16,4%
Départements	5,0%	4,8%	4,4%
Communes et EPCI	20,4%	19,9%	18,4%
FSE	2,7%	2,1%	5,0%
Partenaires sociaux	3,7%	4,0%	2,3%
Autres organismes publics et privés	10,2%	8,9%	7,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2013, 2014 et 2015 des missions locales – ICARE.

Les modalités de financement du réseau des missions locales par l'Etat

La circulaire DGEFP du 12 octobre 2007, complétée par celle du 11 janvier 2011, intègre le nouveau cadre prévu par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et permet de substituer aux multiples conventions annuelles entre l'Etat et les missions locales, soit une seule convention pluriannuelle (définition commune d'objectifs et des résultats à atteindre au regard d'un diagnostic partagé des besoins du territoire). Le financement de l'Etat prend en compte l'ensemble de l'offre de service de la mission locale, aux côtés des autres financeurs publics, notamment des collectivités territoriales, dans une logique de cohérence et de complémentarité de l'action publique en faveur des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle et sociale. Le conventionnement 2015 des missions locales a été effectué par l'Etat dans le cadre de cette circulaire, la nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs entrant en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Tableau 40 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros

	2013	2014	2015
Etat	203,2	224,3	221,1
Régions	82,9	84,4	85,1
Départements	15,1	14,7	12,0
EPCI	44,7	51,5	45,5
Communes	54,5	51,2	43,7
Fonds européens	1,4	1	0,0
Organismes publics locaux	2,4	1,8	0,6
Organismes publics nationaux*	44,3*	43,5	42,9
Organismes privés	1	0,9	0,2
Partenaires sociaux	0,1	0,2	0,0
Total	449,2	473,6	451,2

Source : Comptes rendus d'activité 2013, 2014 et 2015 des missions locales – ICARE.

* essentiellement Pôle emploi au titre de l'accord de partenariat renforcé.

Tableau 41 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS)

	2013		2014		2015	
	FAP	FAS	FAP	FAS	FAP	FAS
Etat	45,2%	18,8%	47,4%	25,4%	49,0%	38,8%
Régions	18,4%	15,8%	17,8%	15,1%	18,9%	10,4%
Départements	3,4%	11,8%	3,1%	11,6%	2,7%	8,6%
EPCI	9,9%	5,2%	10,9%	5,4%	10,1%	7,7%
Communes	12,1%	8,4%	10,8%	7,4%	9,7%	7,4%
Sous total communes et EPCI	22,1%	13,7%	21,7%	12,8%	19,8%	15,1%
Fonds européens	0,3%	12,4%	0,2%	9,7%	0,0%	16,8%
Organismes publics locaux	0,5%	1,8%	0,4%	1,6%	0,1%	1,0%
Organismes publics nationaux	9,8%	1,3%	9,2%	1,2%	9,5%	1,0%
Organismes privés	0,2%	5,7%	0,2%	2,5%	0,1%	0,5%
Sous total organismes publics et privés	10,6%	8,8%	9,8%	5,3%	9,7%	2,5%
Partenaires sociaux**	0%	18,8%	0,1%	20,2%	0,0%	7,9%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2013, 2014 et 2015 des missions locales – ICARE.

** Principalement au titre du financement au titre de l'ANI du 7 avril 2011 et de ses avenants

Tableau 42 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeur

Région	Financement activité principale	Subventions Etat	% FAP	Subventions organismes publics	% FAP	Subventions collectivités territoriales	% FAP	Subventions organismes privés	% FAP	FSE	% FAP
Alsace	9 369 857	4 452 812	47,5%	1 031 821	11,0%	3 885 224	41,5%	0	0,0%	0	0,0%
Aquitaine	23 299 746	10 700 090	45,9%	2 328 561	10,0%	10 271 095	44,1%	0	0,0%	0	0,0%
Auvergne	9 636 395	5 340 343	55,4%	891 107	9,2%	3 383 466	35,1%	21 479	0,2%	0	0,0%
Basse-Normandie	11 052 349	6 237 831	56,4%	1 142 171	10,3%	3 661 347	33,1%	11 000	0,1%	0	0,0%
Bourgogne	11 303 667	6 155 695	54,5%	1 421 017	12,6%	3 604 173	31,9%	91 319	0,8%	31 463	0,3%
Bretagne	16 855 723	8 696 632	51,6%	1 753 085	10,4%	6 391 006	37,9%	15 000	0,1%	0	0,0%
Centre	14 558 354	8 050 629	55,3%	1 477 257	10,1%	5 030 468	34,6%	0	0,0%	0	0,0%
Champagne-Ardenne	10 174 223	5 601 134	55,1%	955 440	9,4%	3 617 265	35,6%	384	0,0%	0	0,0%
Corse	2 082 935	1 048 532	50,3%	190 762	9,2%	843 641	40,5%	0	0,0%	0	0,0%
Franche-Comté	6 514 893	3 362 719	51,6%	707 064	10,9%	2 445 110	37,5%	0	0,0%	0	0,0%
Guadeloupe	2 556 329	1 711 628	67,0%	494 701	19,4%	350 000	13,7%	0	0,0%	0	0,0%
Guyane	1 707 723	1 273 801	74,6%	83 922	4,9%	350 000	20,5%	0	0,0%	0	0,0%
Haute-Normandie	15 129 194	8 311 400	54,9%	1 597 229	10,6%	5 217 547	34,5%	3 018	0,0%	0	0,0%
Ile-de-France	72 286 466	29 698 843	41,1%	5 380 818	7,4%	37 179 392	51,4%	27 413	0,0%	0	0,0%
La Réunion	10 330 495	6 228 756	60,3%	1 511 308	14,6%	2 590 431	25,1%	0	0,0%	0	0,0%
Languedoc-Roussillon	17 942 439	10 105 136	56,3%	1 899 587	10,6%	5 937 716	33,1%	0	0,0%	0	0,0%
Limousin	5 222 096	2 480 268	47,5%	435 374	8,3%	2 306 454	44,2%	0	0,0%	0	0,0%
Lorraine	13 890 975	8 235 731	59,3%	1 734 905	12,5%	3 915 144	28,2%	5 195	0,0%	0	0,0%
Martinique	5 261 330	2 167 985	41,2%	288 049	5,5%	2 805 296	53,3%	0	0,0%	0	0,0%
Mayotte	1 224 754	775 997	63,4%	34 976	2,9%	413 781	33,8%	0	0,0%	0	0,0%
Midi-Pyrénées	16 174 600	9 926 497	61,4%	1 787 233	11,0%	4 458 990	27,6%	1 880	0,0%	0	0,0%
Nord-Pas-de-Calais	40 054 403	20 308 657	50,7%	4 091 200	10,2%	15 654 546	39,1%	0	0,0%	0	0,0%
Pays de la Loire	20 233 331	11 096 678	54,8%	2 368 109	11,7%	6 746 544	33,3%	22 000	0,1%	0	0,0%
Picardie	16 989 280	7 939 323	46,7%	1 670 006	9,8%	7 328 765	43,1%	51 186	0,3%	0	0,0%
Poitou-Charentes	13 452 717	6 642 952	49,4%	1 238 617	9,2%	5 566 725	41,4%	4 423	0,0%	0	0,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37 549 846	16 163 762	43,0%	3 298 716	8,8%	18 083 568	48,2%	3 800	0,0%	0	0,0%
Rhône-Alpes	46 335 260	18 365 786	39,6%	3 673 640	7,9%	24 294 312	52,4%	1 522	0,0%	0	0,0%
Total	451 189 380	221 079 617	49,0%	43 486 675	9,6%	186 332 006	41,3%	259 619	0,1%	31 463	0,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales – ICARE – Traitement DMML

Tableau 43 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés pour le compte d'autrui

Région	Subventions totales	Subventions activité principale (dont contributions en nature)	% sur subventions totales	Subventions activités spécifiques	% sur subventions totales	Fonds gérés pour le compte d'autrui	% sur subventions totales
Alsace	14 888 225	9 369 857	62,9%	4 674 611	31,4%	843 757	9,0%
Aquitaine	31 446 091	23 299 746	74,1%	7 674 315	24,4%	472 030	2,0%
Auvergne	16 963 361	9 636 395	56,8%	7 177 357	42,3%	149 609	1,6%
Basse-Normandie	13 817 962	11 052 349	80,0%	2 701 278	19,5%	64 335	0,6%
Bourgogne	13 976 711	11 303 667	80,9%	2 337 314	16,7%	335 730	3,0%
Bretagne	28 455 212	16 855 723	59,2%	10 135 409	35,6%	1 464 080	8,7%
Centre	18 315 611	14 558 354	79,5%	3 673 623	20,1%	83 634	0,6%
Champagne-Ardenne	13 655 652	10 174 223	74,5%	3 481 429	25,5%	0	0,0%
Corse	3 185 207	2 082 935	65,4%	775 561	24,3%	326 711	15,7%
Franche-Comté	9 444 600	6 514 893	69,0%	2 721 573	28,8%	208 134	3,2%
Guadeloupe	6 019 003	2 556 329	42,5%	3 462 674	57,5%	0	0,0%
Guyane	2 135 596	1 707 723	0,0%	235 873	0,0%	192 000	0,0%
Haute-Normandie	24 821 081	15 129 194	61,0%	9 513 381	38,3%	178 506	1,2%
Ile-de-France	99 683 380	72 286 466	72,5%	26 892 337	27,0%	504 577	0,7%
La Réunion	21 384 941	10 330 495	48,3%	10 949 445	51,2%	105 001	1,0%
Languedoc-Roussillon	28 384 034	17 942 439	63,2%	9 784 007	34,5%	657 588	3,7%
Limousin	7 190 237	5 222 096	72,6%	1 957 870	27,2%	10 271	0,2%
Lorraine	19 983 623	13 890 975	69,5%	5 679 158	28,4%	413 490	3,0%
Martinique	7 804 553	5 261 330	67,4%	2 300 723	29,5%	242 500	4,6%
Mayotte	2 083 983	1 224 754	58,8%	859 229	41,2%	0	0,0%
Midi-Pyrénées	23 372 183	16 174 600	69,2%	6 720 844	28,8%	476 739	2,9%
Nord-Pas-de-Calais	61 035 891	40 054 403	65,6%	20 766 125	34,0%	215 363	0,5%
Pays de la Loire	26 969 887	20 233 331	75,0%	5 896 896	21,9%	839 660	4,1%
Picardie	26 002 876	16 989 280	65,3%	9 000 475	34,6%	13 121	0,1%
Poitou-Charentes	17 285 300	13 452 717	77,8%	3 659 788	21,2%	172 795	1,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52 418 089	37 549 846	71,6%	13 205 687	25,2%	1 662 556	4,4%
Rhône-Alpes	60 275 335	46 335 260	76,9%	12 960 460	21,5%	979 615	2,1%
Total	650 998 624	451 189 380	69,3%	189 197 442	29,1%	10 611 802	2,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales – ICARE – Traitement DMML

Tableau 44 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale

Région	Financement activité principale	Régions		Départements		Communes		EPCI		Autres établissements		Total collectivités territoriales	
		Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subventions totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP
Alsace	9 369 857	1 977 676	21,1%	0	0,0%	358 019	3,8%	1 549 529	16,5%	0	0,0%	3 885 224	41,5%
Aquitaine	23 299 746	3 975 431	17,1%	1 399 814	6,0%	2 791 782	12,0%	2 104 068	9,0%	0	0,0%	10 271 095	44,1%
Auvergne	9 636 395	1 266 590	13,1%	216 563	2,2%	620 509	6,4%	1 279 804	13,3%	0	0,0%	3 383 466	35,1%
Basse-Normandie	11 052 349	1 928 640	17,5%	128 829	1,2%	356 303	3,2%	1 247 575	11,3%	81 000	0,7%	3 742 347	33,9%
Bourgogne	11 303 667	1 888 565	16,7%	156 445	1,4%	620 881	5,5%	938 282	8,3%	115 268	1,0%	3 719 441	32,9%
Bretagne	16 855 723	2 444 321	14,5%	673 880	4,0%	268 947	1,6%	3 003 858	17,8%	0	0,0%	6 391 006	37,9%
Centre	14 558 354	2 878 238	19,8%	47 500	0,3%	1 292 852	8,9%	811 878	5,6%	37 402	0,3%	5 067 870	34,8%
Champagne-Ardenne	10 174 223	2 246 598	22,1%	91 076	0,9%	356 909	3,5%	922 682	9,1%	0	0,0%	3 617 265	35,6%
Corse	2 082 935	489 000	23,5%	92 600	4,4%	194 041	9,3%	68 000	3,3%	0	0,0%	843 641	40,5%
Franche-Comté	6 514 893	1 686 670	25,9%	100 382	1,5%	276 052	4,2%	382 006	5,9%	30 268	0,5%	2 475 378	38,0%
Guadeloupe	2 556 329	350 000	13,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	350 000	13,7%
Guyane	1 707 723	350 000	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	350 000	0,0%
Haute-Normandie	15 129 194	3 252 932	21,5%	400 500	2,6%	743 875	4,9%	820 240	5,4%	0	0,0%	5 217 547	34,5%
Ile-de-France	72 286 466	14 586 229	20,2%	3 970 837	5,5%	9 469 205	13,1%	9 153 121	12,7%	2 000	0,0%	37 181 392	51,4%
La Réunion	10 330 495	1 096 876	10,6%	185 235	1,8%	1 306 099	12,6%	2 221	0,0%	0	0,0%	2 590 431	25,1%
Languedoc-Roussillon	17 942 439	1 959 052	10,9%	463 339	2,6%	845 865	4,7%	2 669 460	14,9%	0	0,0%	5 937 716	33,1%
Limousin	5 222 096	1 400 000	26,8%	328 000	6,3%	268 356	5,1%	310 098	5,9%	0	0,0%	2 306 454	44,2%
Lorraine	13 890 975	1 611 650	11,6%	0	0,0%	1 624 636	11,7%	678 858	4,9%	9 769	0,1%	3 924 913	28,3%
Martinique	5 261 330	1 548 092	29,4%	10 000	0,2%	0	0,0%	1 247 204	23,7%	0	0,0%	2 805 296	53,3%
Mayotte	1 224 754	381 781	31,2%	0	0,0%	32 000	2,6%	0	0,0%	0	0,0%	413 781	33,8%
Midi-Pyrénées	16 174 600	2 164 090	13,4%	665 312	4,1%	1 168 555	7,2%	461 033	2,9%	9 077	0,1%	4 468 067	27,6%
Nord-Pas-de-Calais	40 054 403	5 041 989	12,6%	699 776	1,7%	5 877 894	14,7%	4 034 887	10,1%	46 455	0,1%	15 701 001	39,2%
Pays de la Loire	20 233 331	3 502 628	17,3%	32 000	0,2%	941 229	4,7%	2 270 687	11,2%	0	0,0%	6 746 544	33,3%
Picardie	16 989 280	4 738 297	27,9%	58 047	0,3%	1 833 515	10,8%	698 906	4,1%	0	0,0%	7 328 765	43,1%
Poitou-Charentes	13 452 717	2 477 430	18,4%	210 220	1,6%	659 069	4,9%	2 220 006	16,5%	0	0,0%	5 566 725	41,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37 549 846	7 461 969	19,9%	498 500	1,3%	5 099 354	13,6%	5 023 745	13,4%	20 908	0,1%	18 104 476	48,2%
Rhône-Alpes	46 335 260	12 405 105	26,8%	1 581 781	3,4%	6 680 156	14,4%	3 627 270	7,8%	251 071	0,5%	24 545 383	53,0%
Total	451 189 380	85 109 849	18,9%	12 010 636	2,7%	43 686 103	9,7%	45 525 418	10,1%	603 218	0,1%	186 935 224	41,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales – I-Milo-ICARE – Traitement DMML

Tableau 45 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics

Région	ETAT			FSE			Région			Département			Autres collectivités ou EPCI			Organismes publics		
	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%
Alsace	4 452 812	1 589 929	43,0%	0	1 072 670	7,6%	1 977 676	840 482	20,1%	0	390 691	2,8%	1 907 548	472 369	16,9%	1 031 821	77 470	7,9%
Aquitaine	10 700 090	2 974 295	44,1%	0	2 182 415	7,0%	3 975 431	355 065	14,0%	1 399 814	656 231	6,6%	4 895 850	646 636	17,9%	2 328 561	176 569	8,1%
Auvergne	5 340 343	3 134 249	50,4%	0	1 057 681	6,3%	1 266 590	953 278	13,2%	216 563	763 400	5,8%	1 900 313	742 887	15,7%	891 107	179 962	6,4%
Basse-Normandie	6 237 831	1 017 139	52,7%	0	721 720	5,2%	1 928 640	53 000	14,4%	128 829	372 644	3,6%	1 603 878	122 835	12,6%	1 142 171	52 701	8,7%
Bourgogne	6 155 695	1 525 448	56,3%	31 463	50 264	0,6%	1 888 565	152 166	15,0%	156 445	114 695	2,0%	1 559 163	170 552	12,7%	1 421 017	14 161	10,5%
Bretagne	8 696 632	5 301 089	51,9%	0	770 696	2,9%	2 444 321	614 679	11,3%	673 880	1 065 740	6,4%	3 272 805	1 814 985	18,8%	1 753 085	29 386	6,6%
Centre	8 050 629	1 244 426	51,0%	0	227 232	1,2%	2 878 238	341 504	17,7%	47 500	432 737	2,6%	2 104 730	621 689	15,0%	1 477 257	82 442	8,6%
Champagne-Ardenne	5 601 134	605 150	45,4%	0	867 560	6,4%	2 246 598	505 618	20,2%	91 076	138 986	1,7%	1 279 591	867 756	15,7%	955 440	257 957	8,9%
Corse	1 048 532	364 932	49,4%	0	72 487	2,5%	489 000	37 750	18,4%	92 600	19 400	3,9%	262 041	102 975	12,8%	190 762	14 867	7,2%
Franche-Comté	3 362 719	1 168 560	49,1%	0	119 054	1,3%	1 686 670	148 931	19,9%	100 382	226 021	3,5%	658 058	844 663	16,3%	707 064	0	7,7%
Guadeloupe	1 711 628	534 814	37,3%	0	2 066 488	34,3%	350 000	209 000	9,3%	0	376 638	6,3%	0	45 000	0,7%	494 701	204 934	11,6%
Guyane	1 273 801	102 400	0,0%	0	0	0,0%	350 000	16 214	0,0%	0	8 000	0,0%	0	109 259	0,0%	83 922	0	0,0%
Haute-Normandie	8 311 400	3 803 111	49,2%	0	2 626 192	10,7%	3 252 932	1 517 909	19,4%	400 500	429 338	3,4%	1 564 115	795 108	9,6%	1 597 229	28 223	6,6%
Ile-de-France	29 698 843	7 902 045	37,9%	0	1 609 269	1,6%	14 586 229	6 093 011	20,9%	3 970 837	2 724 129	6,8%	18 622 326	6 212 479	25,0%	5 380 818	402 582	5,8%
La Réunion	6 228 756	4 237 420	49,2%	0	4 123 153	19,4%	1 096 876	1 214 784	10,9%	185 235	351 740	2,5%	1 308 320	756 998	9,7%	1 511 308	15 000	7,2%
Languedoc-Roussillon	10 105 136	3 457 144	48,9%	0	2 086 254	7,5%	1 959 052	452 737	8,7%	463 339	868 335	4,8%	3 515 325	1 577 138	18,4%	1 899 587	171 924	7,5%
Limousin	2 480 268	1 460 392	54,9%	0	136 157	1,9%	1 400 000	25 201	19,8%	328 000	96 930	5,9%	578 454	59 340	8,9%	435 374	0	6,1%
Lorraine	8 235 731	2 603 841	55,4%	0	222 763	1,1%	1 611 650	785 511	12,2%	0	376 919	1,9%	2 303 494	1 105 714	17,4%	1 734 905	143 901	9,6%
Martinique	2 167 985	1 687 974	51,0%	0	25 613	0,3%	1 548 092	108 776	21,9%	10 000	85 000	1,3%	1 247 204	350 000	21,1%	288 049	43 360	4,4%
Mayotte	775 997	782 384	74,8%	0	0	0,0%	381 781	0	18,3%	0	0	0,0%	32 000	76 845	5,2%	34 976	0	1,7%
Midi-Pyrénées	9 926 497	2 426 053	54,0%	0	1 162 135	5,1%	2 164 090	93 356	9,9%	665 312	2 240 746	12,7%	1 629 588	92 736	7,5%	1 787 233	170 372	8,6%
Nord-Pas-de-Calais	20 308 657	7 274 371	45,4%	0	7 042 221	11,6%	5 041 989	1 584 686	10,9%	699 776	1 224 976	3,2%	9 912 781	1 740 110	19,2%	4 091 200	466 892	7,5%
Pays de la Loire	11 096 678	1 572 567	48,5%	0	69 455	0,3%	3 502 628	36 902	13,5%	32 000	458 318	1,9%	3 211 916	2 650 540	22,4%	2 368 109	527 263	11,1%
Picardie	7 939 323	3 882 657	45,5%	0	2 330 631	9,0%	4 738 297	190 328	19,0%	58 047	655 912	2,7%	2 532 421	1 214 039	14,4%	1 670 006	63 648	6,7%
Poitou-Charentes	6 642 952	1 408 987	47,1%	0	770 427	4,5%	2 477 430	173 821	15,5%	210 220	394 920	3,5%	2 879 075	599 345	20,3%	1 238 617	96 888	7,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16 163 762	6 044 785	43,8%	0	46 655	0,1%	7 461 969	1 147 156	17,0%	498 500	690 572	2,3%	10 123 099	1 994 521	23,9%	3 298 716	272 249	7,0%
Rhône-Alpes	18 365 786	5 216 433	39,8%	0	309 216	0,5%	12 405 105	1 973 470	24,2%	1 581 781	1 033 530	4,4%	10 307 426	2 705 470	21,9%	3 673 640	256 800	6,6%
Total	221 079 617	73 322 595	46,0%	31 463	31 768 408	5,0%	85 109 849	19 625 335	16,4%	12 010 636	16 196 548	4,4%	89 211 521	28 491 989	18,4%	43 486 675	3 749 551	7,4%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locale – ICARE – Traitement DMML

Tableau 46 : Répartition des fonds gérés pour le compte d'autrui par financeurs

Région	Etat	Région	Département	EPCI	Communes	Organismes publics locaux	Organismes publics nationaux	Organismes privés	Total
Alsace	211 975	58 933	572 849	0	0	0	0	0	843 757
Aquitaine	102 957	0	330 820	21 893	0	0	14 960	1 400	472 030
Auvergne	500	95 928	27 787	25 194	0	200	0	0	149 609
Basse-Normandie	27 234	0	36 921	0	0	0	0	180	64 335
Bourgogne	200 149	0	108 681	12 000	2 500	2 400	0	10 000	335 730
Bretagne	43 712	242 697	1 167 925	0	9 177	0	0	569	1 464 080
Centre	79 808	0	0	0	3 000	826	0	0	83 634
Champagne-Ardenne	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Corse	78 214	180 997	57 500	10 000	0	0	0	0	326 711
Franche-Comté	80 848	0	116 000	0	0	0	0	11 286	208 134
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	192 000	0	0	0	0	0	192 000
Haute-Normandie	92 477	72 029	0	0	12 000	0	0	2 000	178 506
Île-de-France	283 423	129 886	56 012	0	0	0	0	35 256	504 577
La Réunion	105 001	0	0	0	0	0	0	0	105 001
Languedoc-Roussillon	190 501	0	467 087	0	0	0	0	0	657 588
Limousin	0	0	10 271	0	0	0	0	0	10 271
Lorraine	50 770	250 469	102 823	0	9 428	0	0	0	413 490
Martinique	0	0	242 500	0	0	0	0	0	242 500
Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Midi-Pyrénées	135 622	0	267 118	3 750	35 137	0	15 720	19 392	476 739
Nord-Pas-de-Calais	119 338	16 800	6 875	2 800	60 550	0	0	9 000	215 363
Pays de la Loire	4 800	0	691 495	0	131 705	0	0	11 660	839 660
Picardie	1 370	0	11 751	0	0	0	0	0	13 121
Poitou-Charentes	21 305	0	92 490	16 000	43 000	0	0	0	172 795
Provence-Alpes-Côte d'Azur	426 720	515 245	620 791	99 800	0	0	0	0	1 662 556
Rhône-Alpes	250 919	0	623 050	0	51 015	54 631	0	0	979 615
Total	2 507 643	1 562 984	5 802 746	191 437	357 512	58 057	30 680	100 743	10 611 802

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locale – ICARE – Traitement DMML

Les fonds gérés pour le compte d'autrui correspondent à des financements perçus par les missions locales pour des aides directes aux jeunes : aides alimentaires, aides à la mobilité, à l'hébergement... Ces financements ne concourent pas au résultat financier des structures. Les principaux financeurs sont les départements quand ils ont confié la gestion directe du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) aux Missions Locales ou l'Etat par le biais du FIPJ (Fonds d'Insertion Professionnelle des Jeunes) mis en œuvre par les Direccte dans certaines régions.

Tableau 47 : Répartition régionale des principaux financements nationaux par financeurs et type de financement (principal ou spécifique)

Convention	Financements principaux et spécifiques hors fonds gérés pour le compte d'autrui	Etat														
		CPO Etat		Accompagnement emplois d'avenir		Accompagnement Garantie jeunes		Réussite Apprentissage		Contrat de Ville		Parrainage Etat		Parrainage Politique de la ville		
Région	Total	Part régionale en %	Principal	Part régionale en %	Principal	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %
Alsace	14 044 468	2,2%	3 832 247	2,0%	620 565	2,4%	1 105 280	2,2%	0	0,0%	40 223	2,0%	30 500	1,1%	4 575	0,7%
Aquitaine	30 974 061	4,8%	9 353 713	4,8%	1 297 436	4,9%	2 566 720	5,0%	0	0,0%	58 030	2,9%	85 095	3,1%	38 600	5,7%
Auvergne	16 813 752	2,6%	4 685 214	2,4%	655 129	2,5%	2 666 700	5,2%	16 000	1,3%	18 902	0,9%	43 615	1,6%	10 880	1,6%
Basse-Normandie	13 753 627	2,1%	5 668 190	2,9%	563 105	2,1%	720 800	1,4%	0	0,0%	12 000	0,6%	45 420	1,7%	11 285	1,7%
Bourgogne	13 640 981	2,1%	5 251 279	2,7%	843 748	3,2%	669 650	1,3%	15 671	1,3%	5 800	0,3%	109 495	4,0%	24 885	3,7%
Bretagne	26 991 132	4,2%	7 819 694	4,0%	855 684	3,3%	4 546 067	8,9%	19 200	1,5%	57 980	2,9%	211 162	7,8%	44 225	6,5%
Centre	18 231 977	2,8%	6 912 871	3,6%	1 124 255	4,3%	927 680	1,8%	0	0,0%	43 976	2,2%	19 200	0,7%	6 440	0,9%
Champagne-Ardenne	13 655 652	2,1%	4 923 384	2,5%	677 750	2,6%	303 580	0,6%	0	0,0%	52 500	2,6%	85 810	3,2%	32 635	4,8%
Corse	2 858 496	0,4%	808 562	0,4%	226 470	0,9%	306 560	0,6%	0	0,0%	14 000	0,7%	0	0,0%	7 107	1,0%
Franche-Comté	9 236 466	1,4%	2 805 984	1,5%	553 170	2,1%	810 400	1,6%	0	0,0%	42 215	2,1%	43 055	1,6%	23 180	3,4%
Guadeloupe	6 019 003	0,9%	1 255 001	0,6%	348 357	1,3%	520 000	1,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Guyane	1 943 596	0,3%	1 023 801	0,5%	250 000	1,0%	102 400	0,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Haute-Normandie	24 642 575	3,8%	7 539 255	3,9%	751 273	2,9%	2 782 560	5,5%	0	0,0%	3 180	0,2%	236 070	8,7%	69 540	10,3%
Île-de-France	99 178 803	15,5%	25 747 296	13,3%	3 332 410	12,7%	3 523 840	6,9%	113 826	9,1%	885 584	44,4%	352 075	13,0%	87 630	12,9%
La Réunion	21 279 940	3,3%	4 917 044	2,5%	1 289 312	4,9%	3 291 200	6,5%	0	0,0%	0	0,0%	85 950	3,2%	0	0,0%
Languedoc-Roussillon	27 726 446	4,3%	8 905 071	4,6%	1 152 102	4,4%	1 833 601	3,6%	235 200	18,9%	61 971	3,1%	142 435	5,3%	35 925	5,3%
Limousin	7 179 966	1,1%	2 147 798	1,1%	302 502	1,2%	1 125 600	2,2%	24 000	1,9%	29 210	1,5%	12 200	0,5%	17 385	2,6%
Lorraine	19 570 133	3,1%	7 317 633	3,8%	851 715	3,2%	1 934 400	3,8%	53 867	4,3%	44 675	2,2%	105 225	3,9%	34 405	5,1%
Martinique	7 562 053	1,2%	1 646 420	0,9%	453 599	1,7%	1 200 000	2,4%	40 000	3,2%	0	0,0%	21 350	0,8%	21 300	3,1%
Mayotte	2 083 983	0,3%	634 479	0,3%	141 518	0,5%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Midi-Pyrénées	22 895 444	3,6%	8 888 000	4,6%	1 038 497	3,9%	1 681 600	3,3%	85 365	6,9%	92 500	4,6%	117 391	4,3%	38 184	5,6%
Nord-Pas-de-Calais	60 820 528	9,5%	18 181 886	9,4%	2 121 771	8,1%	5 932 032	11,6%	215 077	17,3%	113 606	5,7%	125 101	4,6%	21 834	3,2%
Pays de la Loire	26 130 227	4,1%	9 904 653	5,1%	1 179 525	4,5%	1 165 360	2,3%	40 000	3,2%	94 682	4,7%	97 905	3,6%	6 100	0,9%
Picardie	25 989 755	4,1%	7 006 536	3,6%	932 787	3,5%	2 992 467	5,9%	102 495	8,2%	82 707	4,1%	119 865	4,4%	18 910	2,8%
Poitou-Charentes	17 112 505	2,7%	5 780 120	3,0%	851 832	3,2%	870 400	1,7%	12 000	1,0%	58 626	2,9%	86 603	3,2%	6 039	0,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 755 533	7,9%	14 053 640	7,3%	1 918 829	7,3%	3 944 000	7,7%	272 470	21,9%	103 593	5,2%	277 550	10,3%	61 308	9,0%
Rhône-Alpes	59 295 720	9,3%	16 249 439	8,4%	1 960 810	7,5%	3 442 349	6,8%	0	0,0%	77 975	3,9%	252 868	9,3%	55 750	8,2%
Total	640 386 822	100,0%	193 259 210	100,0%	26 294 151	100,0%	50 965 246	100,0%	1 245 171	100,0%	1 993 935	100,0%	2 705 940	100,0%	678 122	100,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locale – ICARE – Traitement DMML

Tableau 47 bis : Répartition régionale des principaux financements nationaux par financeurs et type de financement (principal ou spécifique)

Convention	Région		Subvention de fonctionnement du CR		Accompagnement jeunes bénéficiaires du RSA		Frais de gestion FAJ		Actions dans le cadre d'appels Projets sur PO IEJ 2014-2015		Actions dans le cadre d'appels à projets sur PO FSE 2014-2020		Pôle Emploi - Délégation du PPAAE		Partenaires Sociaux (FPSP)	
	Spécifique	Part régionale en %	Principal	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Principal	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %
Alsace	0	0,0%	1 610 234	1,9%	158 848	2,5%	99 234	7,2%	0	0,0%	492 435	5,3%	967 376	2,4%	231 000	1,7%
Aquitaine	13 226	1,3%	3 954 002	4,7%	430 599	6,8%	26 994	1,9%	1 070 150	5,7%	883 271	9,6%	2 101 100	5,2%	603 650	4,3%
Auvergne	0	0,0%	1 235 290	1,5%	510 000	8,1%	0	0,0%	646 959	3,4%	130 910	1,4%	799 844	2,0%	319 200	2,3%
Basse-Normandie	0	0,0%	1 928 640	2,3%	268 095	4,2%	79 424	5,7%	79 116	0,4%	642 604	7,0%	1 061 171	2,6%	361 239	2,6%
Bourgogne	15 000	1,4%	1 882 565	2,3%	46 800	0,7%	3 639	0,3%	0	0,0%	24 171	0,3%	1 122 186	2,8%	300 630	2,1%
Bretagne	0	0,0%	2 422 446	2,9%	497 254	7,9%	140 760	10,2%	106 091	0,6%	327 069	3,5%	1 622 139	4,0%	486 450	3,5%
Centre	115 935	11,1%	2 853 960	3,4%	222 500	3,5%	33 501	2,4%	59 481	0,3%	167 751	1,8%	1 420 855	3,5%	620 761	4,4%
Champagne-Ardenne	0	0,0%	2 246 598	2,7%	107 900	1,7%	13 000	0,9%	743 612	3,9%	123 948	1,3%	858 418	2,1%	238 402	1,7%
Corse	0	0,0%	416 000	0,5%	0	0,0%	1 400	0,1%	0	0,0%	17 847	0,2%	190 762	0,5%	90 150	0,6%
Franche-Comté	0	0,0%	1 686 670	2,0%	50 064	0,8%	52 200	3,8%	0	0,0%	119 054	1,3%	663 480	1,6%	214 344	1,5%
Guadeloupe	0	0,0%	350 000	0,4%	376 638	5,9%	0	0,0%	0	0,0%	2 066 488	22,4%	494 701	1,2%	25 800	0,2%
Guyane	0	0,0%	350 000	0,4%	0	0,0%	8 000	0,6%	0	0,0%	0	0,0%	83 922	0,2%	0	0,0%
Haute-Normandie	0	0,0%	3 252 932	3,9%	43 548	0,7%	93 000	6,7%	1 565 353	8,3%	1 052 259	11,4%	1 489 180	3,7%	309 600	2,2%
Île-de-France	514 875	49,3%	14 102 360	16,9%	458 456	7,2%	55 971	4,0%	252 730	1,3%	689 322	7,5%	5 292 380	13,0%	1 940 948	13,9%
La Réunion	0	0,0%	1 096 876	1,3%	215 740	3,4%	136 000	9,8%	3 956 836	21,0%	48 803	0,5%	1 270 921	3,1%	250 350	1,8%
Languedoc-Roussillon	0	0,0%	1 959 052	2,3%	172 000	2,7%	56 000	4,0%	1 748 384	9,3%	285 045	3,1%	1 836 587	4,5%	964 425	6,9%
Limousin	0	0,0%	1 400 000	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	73 468	0,8%	395 270	1,0%	179 850	1,3%
Lorraine	35 075	3,4%	1 583 930	1,9%	210 383	3,3%	62 918	4,5%	95 371	0,5%	86 117	0,9%	1 558 277	3,8%	397 413	2,8%
Martinique	0	0,0%	1 548 092	1,9%	0	0,0%	10 000	0,7%	0	0,0%	25 613	0,3%	288 049	0,7%	0	0,0%
Mayotte	0	0,0%	355 281	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	34 976	0,1%	0	0,0%
Midi-Pyrénées	0	0,0%	2 164 090	2,6%	807 301	12,8%	56 207	4,1%	1 022 134	5,4%	140 001	1,5%	1 744 622	4,3%	535 446	3,8%
Nord-Pas-de-Calais	0	0,0%	4 876 927	5,8%	865 838	13,7%	22 500	1,6%	5 270 952	28,0%	1 088 034	11,8%	3 886 480	9,6%	1 109 571	7,9%
Pays de la Loire	6 402	0,6%	3 502 628	4,2%	40 420	0,6%	226 589	16,3%	0	0,0%	0	0,0%	2 309 909	5,7%	581 851	4,2%
Picardie	15 250	1,5%	4 738 297	5,7%	216 779	3,4%	73 933	5,3%	2 140 752	11,4%	0	0,0%	1 586 270	3,9%	495 488	3,5%
Poitou-Charentes	0	0,0%	2 477 430	3,0%	159 670	2,5%	3 250	0,2%	82 836	0,4%	598 408	6,5%	1 001 044	2,5%	215 400	1,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	317 504	30,4%	7 094 721	8,5%	31 000	0,5%	61 815	4,5%	0	0,0%	43 591	0,5%	3 202 776	7,9%	2 056 333	14,7%
Rhône-Alpes	11 114	1,1%	12 403 180	14,9%	440 565	7,0%	70 336	5,1%	0	0,0%	99 337	1,1%	3 316 391	8,2%	1 465 541	10,5%
Total	1 044 381	100,0%	83 492 201	100,0%	6 330 398	100,0%	1 386 671	100,0%	18 840 757	100,0%	9 225 546	100,0%	40 599 086	100,0%	13 993 842	100,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locale – ICARE – Traitement DMML

Tableau 48 : Compte de résultat des missions locales 2015

Charges	Total	Produits	Total
Marchandises : Achats	2 110 900	Ventes de marchandises	7 394
Marchandises : Variation de stocks	-2 305	Production vendue : Biens	25 082
Matières premières et autres approvisionnements : achats	3 715 443	Production vendue : Services	2 884 680
Matières premières et autres approvisionnements : variation de stock	352 472	Production stockée	-2 881
Autres achats et charges externes	110 891 651	Production immobilisée	0
Impôts, taxes et versements assimilés	29 409 618	Produits nets partiels sur opérations à long terme	45 852
Salaires et traitements	322 636 101	Subventions d'exploitation	610 996 753
Charges sociales	133 876 348	Reprises sur dépréciations, sur provisions et amortissements	10 707 194
Dotations aux amortissements et dépréciations	8 176 246	Transferts de charges de personnel et autres transferts de charges	16 964 682
Dotations aux provisions	10 013 588	Cotisations	772 459
Subventions accordées par l'association	2 045 755	Autres produits	6 107 582
Autres charges	8 761 940		
Total charges d'exploitation	631 987 757	Total produits d'exploitation	648 508 797
		Résultat d'exploitation	16 521 040
Déficits transférés	22 461	Excédents transférés	53 744
Total charges financières	551 089	Total produits financiers	1 362 400
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	46 513	Résultat financier	811 311
		Résultat courant avant impôts	17 363 634
Total charges exceptionnelles	10 513 672	Total produits exceptionnels	7 174 663
		Résultat exceptionnel	-3 339 009
Participation des salariés aux résultats	8 438		
Impôts sur les sociétés	57 861		
Engagements à réaliser sur ressources affectées	13 974 365	Report des ressources non utilisés des exercices antérieurs	9 400 140
Total des charges	657 115 643	Total des produits	666 499 744
		Excédent ou déficit	9 384 101

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locales, I-Milo-Icare – Traitement DMML

Index des tableaux

Tableau 1 : Accueil des jeunes dans les missions locales entre 2007 et 2015	8
Tableau 2 : Les contacts avec la mission locale par nature	10
Tableau 3 : Caractéristiques des jeunes en premier accueil en 2015	12
Tableau 4 : Situations professionnelles des jeunes suivis en 2015	14
Tableau 5 : Contrats de travail signés en 2015 par les jeunes suivis en 2015	15
Tableau 6 : Evolution des jeunes en demande d'insertion de 2007 à 2015.....	16
Tableau 7 : Les entrées du Civis par région en 2015.....	18
Tableau 8 : Fin de contrats Civis par région en 2015.....	19
Tableau 9 : Prescriptions des emplois d'avenir de 2012 à 2015.....	21
Tableau 10 : Caractéristiques des bénéficiaires d'emplois d'avenir	22
Tableau 11 : Prescriptions d'emplois d'avenir en 2015 par région	22
Tableau 12 : Ventilation des emplois d'avenir par secteur d'activité en cumul	23
Tableau 13 : Caractéristiques des contrats en emplois d'avenir.....	24
Tableau 14 : Identification du volume de jeunes en emplois d'avenir par formation en cumul depuis le 01/11/2012.....	24
Tableau 15 : L'accès à la formation 12 mois après l'entrée en emplois d'avenir.....	25
Tableau 16 : Développement de l'expérimentation Garantie jeunes	26
Tableau 17 : Montée en charge de la Garantie jeunes	26
Tableau 18 : Suivi des entrées Garantie jeunes au niveau national	27
Tableau 19 : Montée en charge de l'expérimentation Garantie jeunes par région et par mission locale	28
Tableau 20 : Montée en charge des ressources humaines consacrées à la Garantie jeunes en 2015 par région.....	29
Tableau 21 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés	31
Tableau 22 : Entrées en délégation de PPAE en 2015 par région	32
Tableau 23 : Composition du réseau et statut.....	33
Tableau 24 : Couverture territoriale des missions locales.....	34
Tableau 25 : Activités portées par la structure	35
Tableau 26 : Maisons de l'emploi	36
Tableau 27 : Réseau de parrainage	37
Tableau 28 : Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) et Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)	38
Tableau 29 : Effectif des missions locales au 31 décembre 2015	40
Tableau 30 : Evolution de l'effectif total en pourcentage de 2010 à 2015	40
Tableau 31 : Répartition des missions locales par taille en équivalent temps plein (ETP).....	41
Tableau 32 : Répartition des temps partiels et temps plein	41
Tableau 33 : Répartition des types de contrats	41
Tableau 34 : Emplois repères, métiers et répartition par sexe.....	42
Tableau 35 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés	43
Tableau 36 : Répartition régionale des effectifs moyens	44
Tableau 37 : Répartition régionale des effectifs selon le métier par ETP	45
Tableau 38 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros	49
Tableau 39 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés pour le compte d'autrui.....	49
Tableau 40 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros.....	50
Tableau 41 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS).....	50
Tableau 42 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeur	51
Tableau 43 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés pour le compte d'autrui	52
Tableau 44 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale.....	53
Tableau 45 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics	54
Tableau 46 : Répartition des fonds gérés pour le compte d'autrui par financeurs.....	55
Tableau 47 : Répartition régionale des principaux financements nationaux par financeurs et type de financement (principal ou spécifique).....	56
Tableau 48 : Compte de résultat des missions locales 2015	58

Annexe 1

Enquête sur l'offre de service des missions locales en 2015

INTRODUCTION	61
ORIENTATION / FORMATION	62
JUSTICE.....	65
PARTENARIAT DEFENSE NATIONALE	66
SANTE.....	67
MOBILITE.....	69
LOGEMENT	70
SERVICES NUMERIQUES	72
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES.....	73
MOBILITE INTERNATIONALE	77
SYSTEMES D'INFORMATION	78

INTRODUCTION

Comme le souligne le rapport de l'IGAS de novembre 2016 sur le modèle économique des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes – « Dès leur naissance, les missions locales se sont vu confier une mission *« dépassant l'orientation professionnelle, permettant [aux jeunes] d'élaborer un projet d'insertion professionnelle, et de le mettre en œuvre dans tous ses aspects de la vie quotidienne »* ». Cette mission est définie dans l'ordonnance du 26 mars 1982 qui constitue le premier texte de référence des missions locales.

La démarche d'accompagnement global des jeunes de 16 à 25 ans constitue ainsi la spécificité du réseau des missions locales. Cette prise en charge globale permet aux missions locales de s'impliquer avec efficacité dans les divers programmes nationaux, régionaux, locaux, en prenant en compte la situation de chaque territoire. Les missions locales remplissent ainsi une mission de service public sur le territoire d'intervention.

Pour rendre compte de l'action des missions locales, le DMML produit une enquête visant à interroger les missions locales sur les actions et les partenariats portant sur les thématiques couvertes par le réseau : orientation/formation, justice, partenariat défense nationale, santé, mobilité, logement, services numériques, relations avec les entreprises, mobilité internationale, systèmes d'information.

Méthodologie d'enquête :

L'enquête de l'offre de service des missions locales 2015, s'est déroulée au 1^{er} trimestre 2016, celle-ci a pour but de recueillir des informations relatives aux actions menées par les missions locales. Le questionnaire s'est effectué par le biais d'une enquête en ligne Survey Monkey, qui permet à chaque participant de répondre depuis sa mission locale.

Sur les 445 missions locales existantes, 373 ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de **84%**. Dans ces conditions, les résultats sont fiables à 99% avec une marge d'erreur de plus ou moins 2,5%.

Si le taux de réponse au questionnaire est de 84%, ce taux peut cependant varier selon chaque question, les répondants ayant eu en effet la possibilité de passer certaines questions. Si on peut s'interroger sur les raisons précises de ces non-réponses, le taux de réponse est, de manière générale, suffisamment élevé pour que les résultats soient représentatifs des actions que déclarent mener les missions locales

ORIENTATION / FORMATION

Chaque année, **140 000 jeunes** quittent le système de formation initiale sans avoir obtenu une qualification équivalente au baccalauréat ou un diplôme à finalité professionnelle (certificat d'aptitude professionnelle) - CAP, brevet d'études professionnelles - BEP.

Ce sont aussi 620 000 jeunes de 18 à 24 ans qui sortent précocement du système éducatif sans diplôme du second cycle du secondaire et restent durablement en dehors de tout dispositif de formation. C'est la conséquence d'un désintérêt progressif de l'élève pour l'école, fruit d'une accumulation de facteurs qui tiennent à la fois au parcours personnel du jeune et à la façon dont fonctionne le système éducatif (source site Ministère de l'Éducation Nationale).

Les plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs scolaires (PSAD) permettent de coordonner l'ensemble des acteurs locaux impliqués dans la recherche de solutions personnalisées pour les jeunes de plus de 16 ans ayant quitté le système de formation initiale sans diplôme. Elles constituent un élément central dans la prise en charge des jeunes sans solution de formation.

Le partenariat avec l'éducation nationale est développé massivement par les missions locales. En effet **95%** déclarent avoir des relations opérationnelles ou des conventions avec l'éducation nationale (tableau 1).

Dans le cadre du plan de lutte contre le décrochage scolaire dont la première étape débute en 2014, on observe une hausse de 7% des missions locales en partenariat avec les PSAD entre 2013 et 2015 avec **85%** des missions locales qui déclarent travailler avec ces services de l'éducation nationale.

49% des missions locales déclarent attribuer à un de ses collaborateurs la tâche de coordonner la plateforme territoriale de suivi et d'appui aux décrocheurs.

Par ailleurs, les informations sur l'emploi proposées par les missions locales en partenariat avec l'éducation nationale sont en baisse de 13% entre 2013 et 2015. En 2015, 33% des missions locales organisent des informations sur l'emploi dans les diverses structures de l'Éducation Nationale.

Tableau 1 : Relations opérationnelles ou conventions avec l'Éducation Nationale

	Missions locales	
	Nombre	%
Centre d'Information et d'Orientation (CIO)	315	86%
Plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs	313	85%
Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS)	279	76%
Établissements scolaires publics	185	50%
Établissements scolaires privés	120	33%
Inspection académique	70	19%
Université	55	15%
Rectorat	31	8%
Total missions locales ayant répondu	350	95%

Source : Enquête CRA 2015, » Taux de participation à cette question de 83%, avec 368 répondants, sur 445 missions locales.
Lecture : 86% des missions locales ayant répondu ont des relations opérationnelles avec un centre d'information et d'orientation.

Tableau 2 : Types de partenariat avec les services de l'Éducation nationale

	Missions locales	
	Nombre	%
Repérage concerté du décrochage scolaire	294	84%
Organisation accompagnement concerté des décrocheurs	287	82%
Information sur l'offre de service de la mission locale	255	73%
Retour en formation initiale	250	71%
Lutte contre la déscolarisation	207	59%
Concertation entre professionnels	207	59%
Orientation	191	55%
Apprentissage	188	54%
Information sur l'emploi	114	33%
Total missions locales ayant répondu	350	94%

Source : Enquête CRA 2015, question : « Quels ont été les thématiques de vos relations ou accords avec l'Éducation Nationale en 2015 ? »

Taux de participation à cette question de 79%, avec 350 répondants, sur 445 missions locales.

Lecture : 84% des missions locales ayant répondu travaillent sur le repérage concerté du décrochage scolaire dans leurs relations avec l'Éducation Nationale.

Tableau 3 : Lutte contre le décrochage scolaire

	Missions locales	
	Nombre	%
Coordination de la plateforme territoriale de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD)	179	49%
Total missions locales ayant répondu	362	100%

Source : Enquête CRA 2015, question :

« Un professionnel de la mission locale assume-t-il la coordination de la plateforme territoriale de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) (année scolaire 2014-2015) ? »

Taux de participation de 81%, avec 362 missions locales répondantes sur les 445.

Lecture : 49% des missions locales ayant répondu ont un professionnel assurant une coordination de la plateforme territoriale de suivi et d'appui aux décrocheurs

Tableau 4 : Conseil en évolution professionnelle

	Missions locales	
	Nombre	%
Adaptation de l'offre de service à la mise en œuvre du CEP niveau 1	244	67%
Mise en œuvre de manière formelle du CEP (niveau 2 et 3)	91	25%
Proposition du CPF	261	72%
Total missions locales ayant répondu	362	100%

Lecture : réponse aux questions « Votre mission locale a-t-elle adapté son offre de service et préparé son équipe à la mise en œuvre du CEP niveau 1 en 2015 ? »

« Votre mission locale a-t-elle commencé à mettre en œuvre de manière formelle le CEP (niveau 2 et 3) en 2015 ? »

« Votre mission locale a-t-elle commencé à proposer le CPF aux jeunes en 2015 ? »

Source : Enquête CRA 2015 – sur un total de 362 réponses

Créé par la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi et précisé par la loi du 5 mars 2014, le **Conseil en Evolution Professionnelle** a pour objet de favoriser l'évolution et la sécurisation des parcours professionnels en lien avec les besoins économiques des territoires et en identifiant les qualifications et formations répondant aux besoins exprimés par le bénéficiaire ainsi que les financements possibles.

« Toute personne peut bénéficier tout au long de sa vie professionnelle d'un conseil en évolution professionnelle dont l'objectif est de favoriser l'évolution et la sécurisation de son parcours professionnel ». Art. L611-6 du Code du travail.

Accessible à tout actif indépendamment de son âge, le CEP prend la forme d'une offre de services gratuite et est assuré par les 5 opérateurs nationaux, Réseau Cap Emploi, Pôle Emploi, missions locales, Opacif et Apec et par les organismes régionaux désignés par la Région.

Le CEP se structure en 3 niveaux de prestation :

- l'accueil individualisé pour faire un point sur la situation professionnelle,
- le conseil personnalisé pour définir le projet professionnel et étudier sa faisabilité,
- l'accompagnement pour faciliter la concrétisation du projet d'évolution professionnelle.

JUSTICE

En 2015, **86%** des missions locales déclarent être en partenariat avec des établissements pénitentiaires et des services du ministère de la justice (Tableau 5).

83% des missions locales déclarent avoir des relations opérationnelles avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) ce qui correspond à une augmentation de 10% par rapport à 2013. Ensuite, vient le partenariat avec les services de la direction départementale de la protection judiciaire et de la jeunesse pour 73% des missions locales.

Tableau 5 : Partenariat avec les services du ministère de la justice

	Missions locales	
	Nombre	%
Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)	300	83%
Service et établissement de la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ)	265	73%
Maison d'arrêt	130	36%
Association de contrôle judiciaire	61	17%
Etablissements pénitentiaire pour mineurs	54	15%
Centre pénitentiaire	52	14%
Centre de détention	51	14%
Centre de semi-liberté	44	12%
Total missions locales ayant répondu	310	86%

Source : Enquête CRA 2015, question « Avez-vous eu en 2015 des relations opérationnelles ou des conventions avec des établissements pénitentiaires et les services du ministère de la Justice ? Si oui, avec quels établissements et services ? », Taux de participation à cette question de 81%, avec 361 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 83% des missions locales ayant répondu travaillent en partenariat avec les services pénitentiaire d'insertion et de probation(SPIP).

Tableau 6 : Conseillers justice et présence en milieu carcéral

	Appui sur un conseiller justice de la mission locale		Appui avec un conseiller d'une autre mission locale	
	Nombre	%	Nombre	%
Conseiller justice	134	37%	75	21%
Intervention en milieu carcéral	127	35%	31	9%

Source : Enquête CRA 2015, réponse aux questions « La mission locale intervient-elle en milieu carcéral en 2015 ? » et « La mission locale a-t-elle pu s'appuyer sur un conseiller justice en 2015 ? »,

Taux de participation à cette question de 81%, avec 362 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : En 2015, 127 missions locales sont intervenues en milieu carcéral, 134 se sont appuyées sur un conseiller justice.

PARTENARIAT DEFENSE NATIONALE

Le partenariat avec les organismes de la défense nationale est bien ancré dans le réseau des missions locales. Les principales actions sont réalisées avec les centres d'information et de recrutement des forces armées, pour **74%** des missions locales.

L'Armée de terre est le premier recruteur parmi les opérateurs économiques partenaires des missions locales. 52% des missions locales déclarent avoir eu des relations opérationnelles de type recrutement avec l'Armée de terre, 39% avec l'Armée de l'air et 38% avec la Marine Nationale.

Le partenariat dans le cadre des journées défense et citoyenneté concernent deux tiers des missions locales.

Tableau 7 : Relation opérationnelles ou conventions avec les centres relevant de la Défense Nationale

	Missions locales	
	Nombre	%
Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA)	268	74%
Centre du service national (journée défense et citoyenneté)	238	66%
Centre de l'établissement public d'insertion de la Défense (EPIDE)	170	47%
Total missions locales concernées ayant répondu	327	91%

Source : Enquête CRA 2015, question « Avez-vous eu en 2015 des relations opérationnelles ou des conventions avec les centres relevant de la Défense ? Si oui, avec quel centre ? », Taux de participation à cette question de 81%, avec 361 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 74% des missions locales ayant répondu travaillent en partenariat avec le centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA).

SANTE

La question de la santé et en particulier celle des jeunes est un des axes prioritaires des politiques publiques, ainsi le chantier 3 du Plan d'Action pour la jeunesse 2014 propose d'« améliorer la santé des jeunes et favoriser l'accès à la prévention et aux soins ».

97% des 360 missions locales qui ont répondu au questionnaire ont des relations opérationnelles avec les organismes de santé publique.

85% des missions locales déclarent entreprendre des actions de prévention santé et 66% mettent à disposition un psychologue.

Le partenariat principal est celui avec la caisse d'assurance maladie, soit **80%** des missions locales, ce qui représente une augmentation de 14% par rapport à l'année 2013.

57% des missions locales déclarent avoir des relations opérationnelles avec un service ou un établissement de santé mentale.

L'action de prévention santé la plus proposée par les missions locales est celle de l'accès au droit à une couverture maladie (80%).

Tableau 8 : Relations opérationnelles ou conventions avec les organismes de santé publique

	Missions locales	
	Nombre	%
Caisse primaire d'assurance maladie	287	80%
Centre d'examen de santé (Bilan)	276	76%
Service ou établissement de santé mentale	206	57%
Réseau de santé	204	57%
Agence régionale de santé	198	55%
Etablissement public de santé (CHR, CHU, Centre hospitalier, hôpital local)	167	46%
Centre de santé privé, public, mutualiste	105	29%
Autre service ou établissement de santé	71	20%
Total missions locales qui ont répondu	349	97%

Source : Enquête CRA 2015, question « Avez-vous eu en 2015 des relations opérationnelles ou des conventions avec des organismes de santé publique ? Si oui, avec quels établissements et services ? », Taux de participation à cette question de 81%, avec 360 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 80% des missions locales ayant répondu travaillent en partenariat avec la caisse primaire d'assurance maladie.

Tableau 9 : Actions de prévention et d'éducation à la santé

	Missions locales	
	Nombre	%
Actions d'accès au droit à une couverture maladie	298	83%
Prévention des addictions et conduites à risques	234	65%
Information sur la contraception, les MST	171	47%
Actions de bien-être	188	52%
Information sur la nutrition	186	51%
Autre	107	30%
Missions locales ayant répondu	308	85%

Source : Enquête CRA 2015, réponse aux questions « La mission locale a-t-elle mené des actions de prévention santé ? » et « La mission locale a-t-elle mené des action d'accès au droit en 2015 ? »,

Taux de participation à cette question de 80%, avec 360 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : En 2015, 83% des missions locales interrogées disent avoir mené une action d'accès au droit.

Tableau 10 : Service de rencontre d'un psychologue

	Missions locales	
	Nombre	%
Réalisé par un professionnel mis à disposition par un partenaire de la mission locale	114	32%
Réalisé par un partenaire ou prestataire financé par la mission locale	82	23%
Réalisé par un professionnel salarié de la mission locale	65	18%
Total missions locales concernées	238	66%

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle proposé en 2015 la rencontre d'un psychologue au sein de la mission locale ? »,

Taux de participation à cette question de 81%, avec 361 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 32% des missions locales ayant répondu ont proposé les services d'un professionnel mis à disposition par un partenaire de la mission locale.

MOBILITE

La question de la mobilité devient essentielle dans les territoires excentrés des bassins de vie et d'emploi, les transports constituant un vecteur essentiel de l'accès à l'emploi, aux services et aux loisirs. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville, les zones périurbaines, comme les zones rurales et de montagne, souffrent d'un déficit d'offres ce qui a conduit les pouvoirs publics à favoriser la mise en œuvre de plateformes de mobilité.

Ces plateformes sont des structures proposant aux personnes ayant des difficultés de déplacements d'ordres physique, économique, cognitif ou culturel, des actions d'information et d'accompagnement individuel leur permettant de devenir autonomes. Elles sont couplées à une offre de services de transport, contribuant ainsi fortement à l'amélioration de la « mobilité » des personnes et de leur « employabilité ».

La mobilité est un facteur essentiel qui intervient dans le parcours professionnel des jeunes et dans l'accès à l'emploi. **97%** des missions locales déclarent avoir des services de mobilité.

La gestion de la problématique de la mobilité peut être assurée en interne ou en externe de la mission locale, par exemple 77% des missions locales déclarent assurer la gestion en interne des aides financières.

Tableau 11 : Mobilité

	Missions locales					
	Gestion interne		Gestion externe		Gestion par une plateforme de mobilité	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aides financières mobilité	278	77%	103	29%	13	4%
Location ou prêt de deux roues motorisées	33	9%	148	41%	55	15%
Préparation du permis de conduire	103	29%	134	37%	32	9%
Actions collectives d'information mobilité	121	34%	53	15%	47	13%
Location d'automobiles	6	2%	98	27%	47	13%
Transport à la demande	33	9%	95	26%	36	10%
Location ou prêt de vélos	16	5%	86	25%	31	9%
Prêts pour achat de véhicules	12	3%	71	20%	8	2%
Service co-voiturage	6	2%	50	14%	17	5%
Total missions locales concernées		350			97%	

Source : Enquête CRA 2015, question « Quels sont ces services (de mobilité) et par qui sont-ils gérés en 2015 », Taux de participation à cette question de 74%, avec 361 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 77% des missions locales ayant répondu ont mis en place l'aide financière à la mobilité par un service géré en interne en 2015.

LOGEMENT

Le parcours résidentiel et l'accès au logement des jeunes

La question du logement des jeunes rejoint les questions traitées dans le cadre du **plan de lutte contre les exclusions et la pauvreté** et s'inscrit plus globalement dans le cadre de la refondation de la politique d'hébergement et de l'accès au logement.

Les missions locales proposent des services d'aide au logement (**94%** des missions locales en 2015). Deux nouveaux services apparaissent : le partenariat avec un office public d'habitat social et le prescripteur du SIAO (service intégré d'accueil et d'orientation).

28 missions locales proposent la gestion d'un parc de logements et 18 la gestion d'un comité de logement autonome des jeunes (CLLAJ). De manière générale, les premiers partenaires pour l'accès au logement, sont les foyers de jeunes travailleurs, où près de 60% des missions locales déclarent être en partenariat en 2015.

Concernant l'hébergement d'urgence, le Samu social reste le premier partenaire des missions locales (44%).

Tableau 12 : Service d'aide au logement

	Missions locales	
	Nombre	%
Partenariat avec un foyer de jeunes travailleurs	211	58%
Partenariat avec d'autres acteurs du logement	200	55%
Prescripteur du SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation)	178	49%
Accompagnement par un conseiller référent logement	169	47%
Partenariat avec un CLLAJ	94	26%
Partenariat avec un Office Public d'Habitat Social	85	24%
Partenariat avec Adoma	49	14%
Partenariat avec une agence immobilière à vocation sociale	34	9%
Gestion d'un parc de logement	28	8%
Gestion d'un comité de logement autonome des jeunes (CLLAJ)	18	5%
Total missions locales concernées	338	94%

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle proposé des services d'aide au logement, gérés en interne ou avec des partenaires en 2015? ».

Taux de participation à cette question de 81%, avec 361 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 58% des missions locales ayant répondu développent un partenariat avec un foyer de jeunes travailleurs.

Tableau 13 : Service d'hébergement d'urgence

	Missions locales	
	Nombre	%
Par l'intermédiaire du SAMU social (115)	161	44%
Par l'intermédiaire d'un autre partenaire	148	41%
Par l'intermédiaire d'un service social d'une collectivité territoriale	88	24%
Gestion directe par la mission locale	25	7%
Total missions locales concernées	212	58%

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle proposé des services d'hébergement d'urgence gérés en interne ou avec des partenaires en 2015 ? », Taux de participation à cette question de 82%, avec 365 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 44% des missions locales ayant répondu ont proposé un hébergement d'urgence par l'intermédiaire du SAMU social (115).

SERVICES NUMERIQUES

Les missions locales toujours plus connectées

Entre 2013 et 2015, les missions locales ayant une page Facebook augmentent de 28 points pour atteindre 67%, celles disposant d'un site internet sont également plus nombreuses en atteignant 69% (53% en 2013). Globalement, 95% des missions locales disposent d'un service numérique, chiffre en hausse de 21% par rapport à 2013.

Le libre accès à internet est le premier service proposé (74%).

Tableau 14 : Services numériques

	Missions locales	
	Nombre	%
Accès Internet en libre accès	253	74%
Accès à des outils bureautiques	246	72%
Site Internet	236	69%
Page Facebook	229	67%
Accès Internet pour des actions spécifiques	191	56%
Labellisé Espace public numérique	124	36%
Compte Twitter	48	14%
Compte YouTube	16	5%
Page Google+	10	3%
Total missions locales concernées	326	95%

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle proposé des services numériques en 2015(en ligne et public) et si oui, lesquels ? », Taux de participation à cette question de 77%, avec 342 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 74% des missions locales ayant répondu ont proposé un libre accès à internet.

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

Le lien entre les entreprises et les missions locales a toujours été considéré comme un facteur essentiel de la réussite de l'accompagnement du jeune. Ainsi, la priorité donnée à l'accès à l'emploi durable, dans les principaux programmes nationaux dédiés à l'accompagnement de jeunes en difficulté âgés de 16 à 25 ans, a permis d'accentuer la relation jeune/travail.

En confiant la mise en œuvre de ces programmes au réseau des missions locales, les pouvoirs publics ont reconnu le cœur de métiers de ce réseau qu'est l'accompagnement individualisé des jeunes mais également sa capacité d'initiative locale et de maillage territorial.

Le développement des actions de collaboration entre les missions locales et les entreprises de leurs territoires a constitué au fil du temps une nécessité pour réussir à mener à bien leur mission d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Les missions locales ont poursuivi le développement des relations avec les entreprises en 2015, avec près de **230 000** entreprises dans leurs fichiers dont un peu plus de **130 000** ont mené des actions dans l'année avec les missions locales.

L'enquête pour la première fois identifie le nombre de conseillers dédiés à « la relation avec les entreprises » et on note que 65 % des missions locales ont des conseillers affectés à 100% sur la relation avec les entreprises.

En 2015, **125 000** immersions en entreprises ont été mises en place pour des jeunes très éloignés de l'emploi avec une belle progression de 40 % liée en grande partie à la montée en charge de la Garantie jeunes.

74 % des missions locales animent un réseau de parrainage constitué de 8 000 parrains dont de nombreux bénévoles sont des salariés d'entreprises.

Tableau 15 : Collaborateurs dédiés à la relation entreprise

	Missions locales ayant des collaborateurs 100% dédiés aux relations entreprises	Nombre d'ETP affecté aux collaborateurs à 100% dédiés à la RE	Moyenne par ML	ETP total affecté aux relations avec les entreprises	Moyenne par ML
Oui	229	569	2,5	647,8	2,8
Non	119	-	-	283,3	2,4
Total		569	-	931,1	2,7

Source : Enquête CRA 2015, questions « En 2015, aviez-vous des collaborateurs dédiés à 100% aux relations entreprises ? » « Combien de collaborateurs été affectés à 100% aux relations entreprises ? » « Combien d'ETP au total étaient affectés aux relations avec les entreprises en 2015 dans votre structure ? » ,

Taux de participation à cette question de 78%, avec 348 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 229 des missions locales ayant répondu ont affirmé avoir un collaborateur à 100% affecté aux relations entreprises.

Tableau 16 : Contacts avec les entreprises

Nombre d'entreprises total dans les fichiers des missions locales	Nombre moyen d'entreprises dans les fichiers des ML	Nombre d'entreprises actives dans l'année	Nombre d'entreprises actives dans l'année par ML
229 639	660	131 248	377

Source : Enquête CRA 2015, question « Combien d'entreprises partenaires étaient recensées dans votre fichier en 2015 ? » Avec combien d'entreprises avez-vous été en relation au cours de l'année 2015 ? » Taux de participation à cette question de 75%, avec 335 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : En moyenne, 660 entreprises sont consignées dans les fichiers des missions locales.

Tableau 17 : Services d'aide à la création d'entreprise

	Missions locales	
	Nombre	%
Repérage des porteurs de projet	149	54%
Partenariat avec une boutique de gestion	116	42%
Partenariat avec l'Adie	114	41%
Partenariat avec Chambre consulaire	104	37%
Accompagnement des porteurs de projet	80	29%
Autre partenaire	78	28%
Partenariat avec un comité local d'aide aux projets	34	12%
Groupement de jeunes créateurs	27	10%
Partenariat avec France Initiative	25	9%
Partenariat avec France Active	16	6%
Club de créateurs	11	4%
Total des missions locales concernées	200	71%

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle proposé des services d'aide à la création d'entreprises gérés en interne ou avec des partenaires en 2015 ? », Taux de participation à cette question de 63%, avec 278 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 54% des missions locales ayant répondu ont proposé un service de repérage de portage de projet.

Tableau 18 : Types d'actions mises en œuvre avec les entreprises signataires d'accords avec le CNML

	Métiers, forums, rencontres professionnelles	Parrainage	Actions de recrutement	Partenariat garantie jeunes	Emplois d'avenir	Alternance
ADECCO	210	63	231	93	14	27
AREVA	15	3	9	2	2	5
CARGLASS	31	0	65	1	11	10
Café Merling	3	1	3	1	1	0
CRIT	119	28	144	43	6	9
Groupe CASINO (Hyper, super et cafétérias, Franprix, Leader Price...)	73	8	128	28	23	54
Groupe CARREFOUR (Hypermarchés, Champion, ED, Shopi, ...)	145	29	217	50	59	113
Groupe DCNS (Filières du talent)	10	1	10	0	1	7
ENGIE (ex GDF-SUEZ)	53	6	55	6	6	36
Groupe La Poste	117	16	170	25	160	84
ENEDIS (ex EROF)	100	16	93	13	15	72
Lyonnaise des Eaux (SUEZ ENVIRONNEMENT)	35	5	36	0	9	28
MEDIAPOST	38	3	55	3	15	17
MIE CALINE	23	5	53	10	22	10
PROMAN	74	19	96	20	4	5
SITA - SUEZ ENVIRONNEMENT	32	2	29	2	6	14
SNCF	104	17	134	10	77	59
VEOLIA	75	10	87	5	24	51

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle eu en 2015 des relations opérationnelles avec une des entreprises suivantes? Si oui, lesquels et sur quels types d'action ? »
Taux de participation à cette question de 77%, avec 343 répondants sur 445 missions locales.

Tableau 19 : Actions mises en œuvres avec les opérateurs économiques signataires d'accords CNML

	Info métiers, forums, rencontres pro	Parrainage	Recrutement	Partenariat Garanties jeunes	Emplois d'avenir	Alternance
Actalians (OPCA des professions libérales)	7	0	0	0	3	3
AGEFOS PME	137	7	34	3	123	62
Armée de terre	285	10	178	24	3	10
Armée de l'air	237	10	134	10	3	3
Association nationale pour la formation automobile(ANFA)	65	0	17	3	34	38
Chambre de commerce et de l'industrie	271	17	113	24	27	189
Chambre de l'agriculture	175	10	62	7	24	96
Chambre des métiers et de l'artisanat	274	21	130	34	24	213
Comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics (CCCCA-BTP)	69	10	27	3	21	38
Compagnon du devoir	141	3	55	3	7	89
Fafih (OPCA de l'hôtellerie, de la restauration et des activités de loisirs)	110	7	41	7	75	41
Fédération des clubs régionaux d'entreprises partenaire de l'insertion(CREPI)	69	10	31	10	3	14
Fédération des entreprises de propreté (FEP-FARE)	75	3	38	0	14	31
Fédération française bancaire(FBF)	21	0	3	0	3	10
Fédération française du bâtiment (FFB)	147	21	51	10	31	55
Fédération française du sport d'entreprise(FFSE)	24	0	7	0	14	7
Fondation du patrimoine	10	0	7	3	0	3
Fondation Orange	65	17	14	17	7	7
Fonds d'action sociale du travail temporaire (FASTT)	86	3	24	34	10	14
Fonds d'assurance formation du travail temporaire (FAFTT)	130	7	51	55	21	24
FORCO (OPCA de la grande distribution)	65	3	27	3	69	41
Gendarmerie Nationale	257	14	137	17	7	7
Groupement pour l'insertion et la qualification(GEIQ)	168	24	141	24	62	99
Marine Nationale	240	14	130	14	3	3
OPCA transport	79	3	27	0	65	31
OPCALIA	99	3	24	3	96	34
Police Nationale	196	10	110	3	7	3
Union des industries et métiers de la Métallurgie(UIMM)	172	10	72	14	24	62

Source : Enquête CRA 2015, question « La mission locale a-t-elle eu en 2015 des relations opérationnelles avec un des acteurs suivants? Si oui, lesquels et sur quels types d'action ? »

Taux de participation à cette question de 77%, avec 343 répondants sur 445 missions locales.

MOBILITE INTERNATIONALE

Le plan Priorité jeunesse a fait du soutien à la mobilité européenne et internationale des jeunes avec moins d'opportunités un axe fort de travail du Gouvernement.

En 2015, un tiers des missions locales accompagne déjà les jeunes dans un processus d'accès à la mobilité, est impliqué dans des coopérations européennes et internationales. Ces missions locales mobilisent leurs professionnels et leurs partenariats pour favoriser la participation des jeunes et du réseau des missions locales aux programmes européens, notamment à travers l'Initiative européenne pour la jeunesse (IEJ).

Tableau 20 : Participation à des programmes européens ou internationaux

	ML concernées		Jeunes concernés	Professionnels concernés
	Nombre	Part		
Erasmus Plus Jeunesse Action clé 1 Mobilité : Echanges de jeunes	21	6%	370	27
Erasmus Plus Jeunesse Action clé 1 Mobilité: Service volontaire européen	27	8%	238	13
Erasmus Plus Jeunesse Action clé 1 : Appui aux acteurs pour des observations en milieu de travail, séminaires, visites d'études, stages de formation	8	2%	18	23
Erasmus Plus Education et formation - clé 1 Mobilité : Bourses Effectuer un stage en entreprise, une formation ou découvrir les méthodes de formations professionnelles en Europe	18	5%	125	8
Fonds Social européen Initiative européenne pour la Jeunesse (IEJ) : actions de mobilité	14	4%	2926	14
Fonds Social européen Initiative européenne pour la Jeunesse (IEJ) : Projets innovants et expérimentaux, partenariat pour l'innovation, coopération transnationale pour la mobilité	19	6%	3052	865
Autres programmes européens ou internationaux	29	8%	3196	268
OFAJ : Echanges de jeunes, de professionnels, stages en entreprise, stages en centre de formation, participation à des séminaires, jumelages	7	2%	127	21
OFQJ : Echanges de jeunes, de professionnels, stages en entreprise, stages en centre de formation, participation à des séminaires, jumelages, recours au service civique	4	1%	21	11
Coopération internationale : Echange de jeunes, de professionnels dans le cadre d'un projet de coopération volet national, ou volet de coopération décentralisée, activités humanitaires, recours au service civique	6	2%	85	19
Total missions locales concernées	99	29%	-	-

Source : Enquête CRA 2015, question « Votre mission locale a-t-elle été impliquée, en tant que pilote ou partenaire, dans des programmes européens ou internationaux en 2015 ? Si oui, lesquels et pour combien de jeunes et de professionnels? »

Taux de participation à cette question de 77%, avec 343 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 8% des missions locales ayant répondu ont participé à des programmes européens de type Erasmus Plus Jeunesse Action clé 1 Mobilité : Service volontaire européen.

SYSTEMES D'INFORMATION

L'année 2015 a été consacrée à la migration du système d'information Parcours 3 vers i-milo.

- 88% des missions locales ont bénéficié d'une formation à la démultiplication i-milo
- 47% ont financé cette formation sur fonds propres
- 85% des missions locales ont bénéficié d'une formation ou d'une initiation au décisionnel i-milo
- 36% ont financé cette formation sur fonds propres
- 308 ETP sont consacrés à la référence i-milo

Tableau 21 : Formation à la démultiplication i-milo

	Missions locales	
	Nombre	%
Oui par Similo	166	47%
Oui par un autre organisme*	145	41%
Non	49	14%
Total missions locales concernées	350	
Si oui nombre de démultiplicateurs formés		428
Total missions locales concernées		350
Si oui, formation gratuite	125	41%
Si oui, formation sur fonds propres	143	47%
Si oui, formation sur autre financement	38	12%
Total réponses		306

Source : Enquête CRA 2015, question « Avez-vous bénéficié d'une formation à la démultiplication i-milo ? »

Taux de participation à cette question de 77%, avec 343 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 47% des missions locales ayant répondu ont bénéficié d'une formation à la démultiplication i-milo par Similo

Le nombre de réponses au financement est supérieur au 301 missions locales ayant suivi une formation à la démultiplication, les financements pouvant être multiples.

*Les autres organismes cités pour la formation à la démultiplication sont essentiellement les animations régionales, départementales ou une autre ML dans quelques cas.

Tableau 22 : Formation au décisionnel i-milo

	Missions locales	
	Nombre	%
Missions locales ayant répondu Oui	297	85%
Oui, une formation par Similo	91	26%
Oui, une formation par un ATR	110	32%
Oui, une formation par un autre organisme	27	8%
Oui, une initiation par un ATR	80	23%
Oui, une initiation par un autre organisme	38	11%
Total réponses	346	
Missions locales ayant répondu non	53	15%
Total missions locales concernées	350	
Si oui, formation gratuite	164	46%
Si oui, formation sur fonds propres	137	38%
Si oui, formation sur autre financement	57	16%
Total réponses	358	
Nombre d'ETP consacrés à la référence i-milo dans la structure	308	

Source : Enquête CRA 2015, question « Avez-vous bénéficié d'une formation à la démultiplication i-milo ? »

Taux de participation à cette question de 77%, avec 343 répondants sur 445 missions locales.

Lecture : 85% des missions locales ayant répondu ont bénéficié d'une formation au décisionnel i-milo.

Le nombre de réponses au types de formations mises en œuvre ou au financement est supérieur au nombre de missions locales, les réponses pouvant être multiples.

*Les autres organismes cités pour l'initiation au décisionnel sont essentiellement d'autres missions locales du réseau (référents i-milo ou directeurs).

Annexe 2

Chiffres 2014

1. L'activité d'insertion professionnelle des jeunes
2. Les jeunes en demande d'insertion
3. Le Civis
4. Les emplois d'avenir
5. La Garantie jeunes
6. Le partenariat renforcé avec Pôle emploi
7. Organisation territoriale et activité
8. Les ressources humaines
9. Le financement des ressources locales

Données relatives à l'insertion professionnelle des jeunes

Les données relatives à l'insertion professionnelle des jeunes, renseignées quotidiennement, par les conseillers dans Parcours 3, ont fait l'objet d'une migration dans i-milo et ont été traitées par la DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social) en collaboration avec le DMML.

L'objectif est d'assurer une continuité dans les définitions des principaux indicateurs d'observation de l'activité du réseau.

Les données ont été extraites au 31 août 2015.

Conformément à la Charte nationale de recueil de Parcours 3, les dossiers « brouillon » ou « fiches d'inscription » ont été exclus de l'enquête.

Les données relatives aux emplois d'avenir et à la garantie jeunes sont extraites du système d'information de l'ASP (Agence de service de paiements) NOE et d'i-milo. Elles ont été traitées par la DGEFP (Mission du Pilotage et de la performance).

Données relatives aux structures

Chaque année, au cours du 1^{er} semestre, chaque mission locale est tenue de renseigner son compte-rendu d'activité ICARE (Information collectée sur l'activité du réseau) relatif à l'organisation, l'activité, le bilan des ressources humaines et le bilan financier de l'année précédente. Chaque compte-rendu fait l'objet d'un contrôle de conformité avant clôture par la DIRECCTE de la région dont dépend la mission locale.

Jusqu'en 2015, ICARE était un système d'information distinct de Parcours 3. Suite au passage à i-milo au cours de l'année en 2015, les données recueillies pour 2014 ont été intégrées au nouveau système d'information du réseau sous la forme d'un portail dédié.

En 2014, sur 445 missions locales, 6 missions locales n'avaient pas renseigné la partie financière. Aussi, les données de 2013 disponibles ont été utilisées pour Argenteuil, Armentières, Gennevilliers et Mamoudzou mais les données de Ducos et Cayenne, déjà indisponibles pour 2013 sont restées vierges.

Les tableaux de financements des missions locales sont constitués d'agrégation des éléments extraits des remontées ICARE des structures auprès du CNML entre 2010 et 2014.

Une distinction est faite, pour chaque financeur, entre les financements pour activité principale (FAP) et les financements pour activité spécifique (FAS).

Les FAP correspondent à des financements de fonctionnement récurrents alors que les FAS correspondent à des financements sur projet et peuvent n'être que ponctuels.

Chaque année, une affectation « principale » ou « spécifique » des principales conventions nationales est effectuée dans Icare, à charge aux missions locales d'affecter leurs conventions locales en fonction de ce principe.

Les contributions volontaires en nature (mise à disposition de locaux, de personnels...) ont été intégrées au financement pour activité principale.

1. L'activité d'insertion professionnelle des jeunes

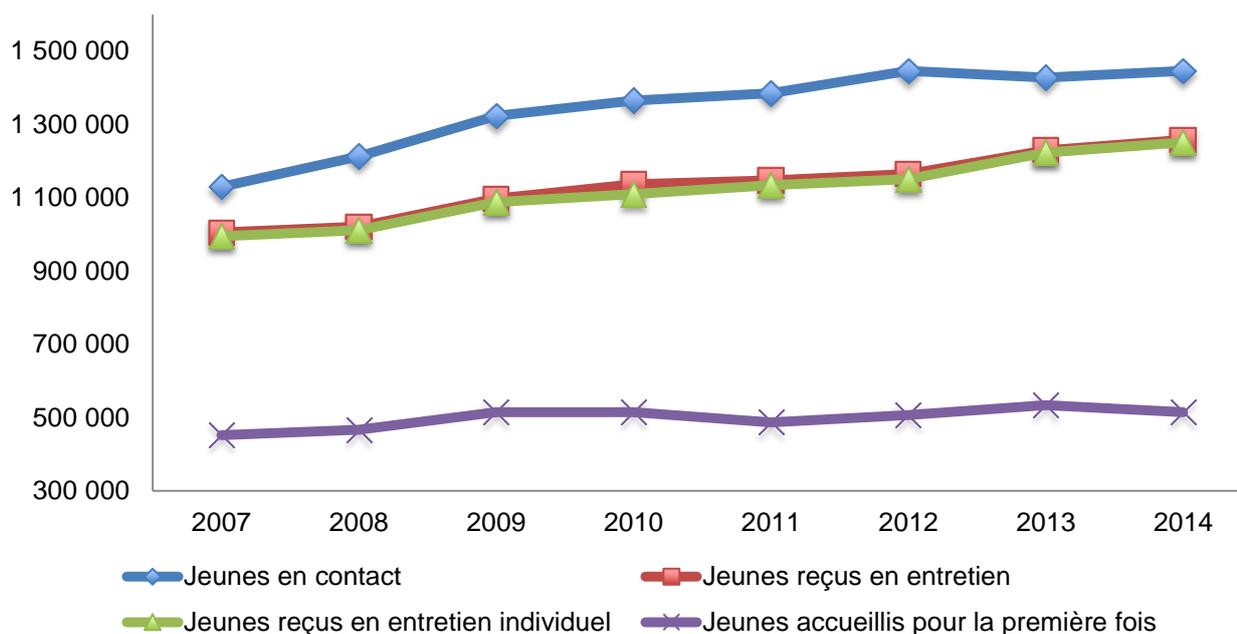
Tableau 1 : L'accueil des jeunes dans les missions locales entre 2007 et 2014

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre d'entretiens individuels	3 578 000	3 674 000	3 885 000	3 924 000	4 073 000	4 240 000	4 379 000	4 550 000
Jeunes en contact	1 130 000	1 213 000	1 323 000	1 365 000	1 385 000	1 446 000	1 428 000	1 446 000
Jeunes reçus en entretien	1 005 000	1 021 000	1 098 000	1 137 000	1 147 000	1 165 000	1 229 000	1 258 000
Jeunes reçus en entretien individuel	995 000	1 011 000	1 088 000	1 110 000	1 134 000	1 151 000	1 224 000	1 251 000
Jeunes accueillis pour la première fois	452 000	467 000	515 000	515 000	487 000	507 000	534 000	515 000
Dont femmes	54%	52%	50%	51%	52%	50%	49%	49%
Dont mineurs	17%	17%	15%	15%	16%	16%	15%	15%
Dont personnes en recherche d'emploi inscrites à Pôle emploi	45%	44%	50%	49%	47%	47%	48%	44%
Dont personnes en recherche d'emploi non inscrites à Pôle emploi	34%	37%	34%	34%	36%	37%	37%	38%

- Champ : Jeunes en contact avec le réseau (entretien individuel, information collective, atelier ou visite...) et jeunes accueillis pour la première fois par le réseau (reçus pour la première fois en entretien individuel par un conseiller) dans l'année.

- Source : i-milo (extractions 2014), traitement DARES.

Evolution de l'accueil des jeunes dans les missions locales entre 2007 et 2014



Définitions

Les jeunes sont dits « en contact » une année donnée lorsqu'ils ont été en relation, au moins une fois dans l'année, avec une mission locale, éventuellement par l'intermédiaire d'un tiers, et ce par quelque moyen que ce soit : entretien individuel, atelier, information collective, téléphone, lettre, intermédiation...

Les jeunes sont dits « reçus en entretien » lorsqu'ils ont bénéficié durant l'année d'au moins un entretien individuel, ou participé à un atelier ou une information collective.

Les jeunes sont dits « accueillis pour la première fois » ou « reçus en premier accueil » ou simplement « en premier accueil » lorsqu'ils ont bénéficié pour la première fois au cours de l'année d'un entretien individuel avec un conseiller du réseau des missions locales.

Tableau 2 : Les contacts avec la mission locale par nature

Nature de contact	2014	
	Nombre d'événements	Nombre de jeunes concernés
Entretien individuel	4 550 000	1 251 000
Atelier	575 000	153 000
Courrier	640 000	369 000
Mails du jeune	149 000	99 000
Entretien par un partenaire	220 000	134 000
Information collective	222 000	156 000
Médiation	157 000	90 000
Sms du jeune	95 000	70 000
Téléphone	1 985 000	737 000
Visite	562 000	295 000
Total	9 155 000	1 446 000

- Champ : Contacts avec le réseau par nature d'événement dans i-milo. les mails et Sms descendants vers le jeune n'ont pas été comptabilisés en raison de la fonctionnalité d'envoi groupé mise en place dans i-milo en 2015 qui a multiplié par 4 le volume de ce type d'événement qui ne traduit pas un contact effectif entre le jeune et la structure.

- Source Source : i-milo (extractions 2014,2015), traitement DARES.

Tableau 3 : Caractéristiques des jeunes en premiers accueil selon le sexe en 2014

	Femmes	Hommes
Ensemble	49,4%	50,6%

	2013			2014		
	Ensemble	Dont hommes	Dont femmes	Ensemble	Dont hommes	Dont femmes
Age au premier accueil						
Moins de 18 ans	15%	58%	42%	15%	58%	42%
De 18 à 22 ans	55%	51%	49%	56%	50%	50%
Plus de 22 ans	30%	49%	51%	29%	49%	51%
Niveau de formation						
Au moins BAC+2	8%	38%	62%	8%	38%	61%
Baccalauréat (Niveau IV avec diplôme)	28%	45%	55%	30%	43%	57%
Niveau Baccalauréat sans diplôme (niveau IV sans diplôme)	10%	51%	49%	10%	51%	49%
CAP-BEP (Niveau V avec diplôme)	19%	51%	49%	18%	54%	46%
Niveau CAP-BEP sans diplôme (niveau V sans diplôme)	13%	59%	41%	13%	58%	42%
Première année de CAP-BEP, sortie de 3ème (niveau V bis)	14%	60%	40%	13%	59%	41%
Sortie avant la troisième générale (Niveau VI)	8%	61%	39%	8%	62%	38%
Type d'hébergement						
Chez les parents	57%	56%	44%	57%	55%	45%
Logement autonome	20%	35%	65%	20%	35%	65%
Chez un autre membre de la famille	11%	56%	44%	11%	54%	46%
Chez des amis	5%	46%	54%	5%	49%	51%
En foyer, en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en hôtel	3%	51%	49%	3%	59%	41%
Autre	1%	51%	49%	3%	60%	40%
Sans hébergement, en hébergement nomade	3%	61%	39%	1%	67%	33%
Situation familiale						
Célibataire	90%	54%	46%	90%	53%	47%
Séparé, divorcé, veuf	10%	31%	69%	0%	25%	75%
Marié, Pacsé, vie maritale	0%	0%	100%	9%	31%	69%
Pas d'enfant	94%	53%	47%	93%	53%	47%
Au moins un enfant à charge	6%	26%	74%	7%	25%	75%
Nationalité						
France	94%	51%	49%	93%	51%	49%
Hors UE	1%	34%	66%	5%	51%	49%
UE	5%	51%	49%	2%	50%	50%
Zone d'habitation						
Hors QPV et zone rurale	71%	51%	49%	72%	51%	49%
Zone rurale	16%	51%	49%	16%	50%	50%
Quartier prioritaire (QPV)	13%	53%	47%	12%	51%	49%
Mobilité						
Aucun moyen de transport	61%	48%	52%	63%	51%	49%
Automobile personnelle	33%	51%	49%	32%	50%	50%
Moto ou cyclomoteur	6%	82%	18%	5%	81%	19%
Permis B	38%	50%	50%	39%	50%	50%

Champ : Ensemble des jeunes reçus en premier accueil en 2013 et 2014.

Source : i-milo (extractions 2014), traitement DARES.

Lecture : en 2014, 15% des jeunes en premier accueil ont moins de 18 ans, parmi ces personnes, 58% sont des hommes.

Tableau 4 : Situations professionnelles des jeunes suivis en 2014*

	2014	
Jeunes reçus en entretien individuel dans l'année	1 251 000	
Catégories de situations	Nombre de situations	Nombre de jeunes concernés
Emploi	525 000	370 000
Alternance	41 000	41 000
Formation	277 000	220 000
<i>Dont qualifiante</i>	74 000	71 000
Immersion en entreprise	89 000	70 000
Retour en formation initiale	19 000	19 000
Total situations/jeunes concernés	951 000	585 000

*Champ : Ensemble des jeunes reçus en entretien individuel en 2014

Source : i-milo (extractions 2014), traitement DARES.

Lecture : en 2014, 370 000 jeunes ont bénéficié d'au moins un emploi au cours de l'année pour un total de 535 000 contrats conclus dans l'année, un jeune pouvant bénéficier de plusieurs contrats différents sur la période. Seules les entrées en situations postérieures au premier accueil des jeunes reçus en entretien individuel dans l'année ont été comptabilisées.

Tableau 5 : Contrats de travail signés en 2014 par les jeunes suivis en 2014*

Année	2013		2014		
Jeunes reçus en entretien individuel	1 224 000		1 251 000		
Contrats de travail signés	Part (en %)	Nombre de contrats	Part (en %)	Nombre de contrats	Nombre de jeunes concernés
Emplois classiques	70,00%	415 000	69%	392 000	263 000
<i>CDD</i>	33,20%	197 000	33%	187 000	144 000
<i>Intérim</i>	19,10%	113 000	20%	113 000	68 000
<i>CDI</i>	8,60%	51 000	9%	50 000	49 000
<i>Contrat saisonnier</i>	7,80%	46 000	7%	39 000	35 000
<i>Autres contrats</i>	0,70%	4 000	1%	4 000	4 000
Emplois aidés	22,40%	133 000	23%	132 000	123 000
<i>Emploi d'avenir CDD non marchand</i>	9,90%	59 000	11%	60 000	59 000
<i>Emploi d'avenir CDD marchand</i>	0,80%	5 000	1%	7 000	7 000
<i>Emploi d'avenir CDI non marchand</i>	1,50%	9 000	1%	4 000	4 000
<i>Emploi d'avenir CDI marchand</i>	0,70%	4 000	3%	15 000	15 000
<i>CUI-CAE</i>	6,10%	36 000	4%	25 000	24 000
<i>CUI-CIE</i>	1,00%	6 000	1%	4 000	4 000
<i>Insertion par l'activité économique</i>	2,00%	12 000	2%	14 000	10 000
<i>Autres contrats aidés</i>	0,30%	2 000	0%	2 000	2 000
Alternance	7,60%	44 800	7%	41 000	41 000
<i>Contrat d'apprentissage</i>	5,10%	30 000	5%	27 000	27 000
<i>Contrat de professionnalisation</i>	2,50%	14 800	2%	14 000	14 000
Ensemble	100,00%	593 000	100%	565 000	403 000

*Champ : Ensemble des contrats signés en 2013 et 2014 par les jeunes reçus entretien individuel. Seules les entrées postérieures au premier accueil ont été comptabilisées contrairement à 2013.

Note de lecture : 23% des contrats de travail signés en 2013 sont des emplois aidés et 7% sont en alternance.

Source : Parcours 3 - I Milo, traitement Dares

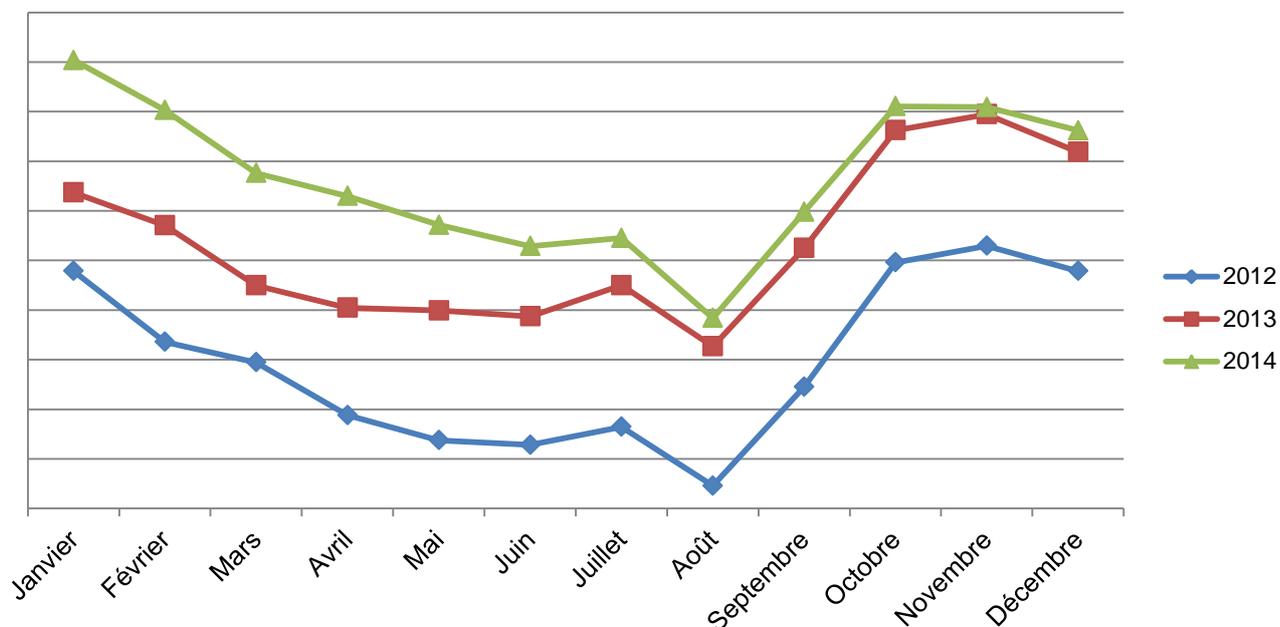
2. Les jeunes en demande d'insertion

Tableau 6 : Evolution des jeunes en demande d'insertion de 2006 à 2014

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Janvier	611 929	667 094	636 753	672 855	721 943	745 684	745 728	777 386	830 735
Février	592 916	643 390	620 647	651 738	693 763	720 716	717 120	764 110	810 565
Mars	595 910	626 575	596 986	642 662	689 263	715 582	708 871	739 908	785 259
Avril	580 761	603 753	591 911	639 800	675 864	698 965	687 589	730 916	775 968
Mai	578 296	597 076	591 534	636 069	667 850	705 091	677 504	729 788	764 346
Juin	573 984	589 785	590 507	643 966	677 737	693 889	675 595	727 442	755 776
Juillet	573 033	587 174	591 791	645 333	675 845	680 978	682 893	740 014	759 053
Août	549 910	559 689	568 489	613 283	644 209	649 551	659 115	715 317	726 779
Septembre	595 278	591 231	604 463	657 625	690 668	695 045	699 059	754 967	769 589
Octobre	630 100	624 061	649 974	699 739	722 195	705 545	749 186	802 497	812 139
Novembre	643 885	625 714	648 940	700 242	721 119	718 189	755 864	808 953	811 851
Décembre	642 936	612 216	643 499	697 292	720 827	721 167	745 708	793 758	802 429
Moyenne	597 412	610 647	611 291	658 384	691 774	704 200	708 686	757 088	783 707

Source : Parcours 3 - i-milo (extractions 2006 à 2014), traitement DARES.

Comparaison de l'évolution mensuelle des JDI entre 2012, 2013 et 2014



3. Le Civis

Tableau 7 : Entrées et stock du Civis par région en 2014

Région	Entrées 2014			Entrées par type de Civis				Stock à fin décembre 2014
	Entrées totales	dont premières entrées	dont renouvellement	Civis de droit commun	Dont premières entrées	Civis renforcé	Dont premières entrées	Stock à fin décembre
Alsace	5 358	3 971	1 387	3 129	2 509	2 229	1 462	3 953
Aquitaine	10 991	7 726	3 265	5 619	4 426	5 372	3 300	8 287
Auvergne	3 944	3 012	932	2 260	1 853	1 684	1 159	2 972
Basse-Normandie	5 435	3 781	1 654	2 651	2 147	2 784	1 634	4 219
Bourgogne	8 356	5 600	2 756	4 094	3 204	4 262	2 396	6 524
Bretagne	10 441	7 519	2 922	6 415	5 106	4 026	2 413	8 373
Centre	8 789	6 286	2 503	4 709	3 782	4 080	2 504	6 935
Champagne-Ardenne	5 351	3 787	1 564	3 188	2 498	2 163	1 289	4 252
Corse	668	550	118	337	290	331	260	424
Franche-Comté	4 184	3 004	1 180	2 447	1 950	1 737	1 054	3 278
Haute-Normandie	8 810	6 195	2 615	4 817	3 799	3 993	2 396	6 547
Île-de-France	11 167	8 306	2 861	5 202	4 274	5 965	4 032	8 319
Languedoc-Roussillon	2 474	1 614	860	1 256	943	1 218	671	1 859
Limousin	8 728	6 228	2 500	4 458	3 520	4 270	2 708	6 563
Lorraine	9 401	6 537	2 864	4 383	3 493	5 018	3 044	7 254
Midi-Pyrénées	26 888	17 752	9 136	15 236	11 271	11 652	6 481	23 104
Nord-Pas-de-Calais	13 770	9 487	4 283	7 070	5 618	6 700	3 869	11 500
Pays de la Loire	10 708	6 690	4 018	4 722	3 470	5 986	3 220	8 219
Picardie	6 871	4 644	2 227	3 454	2 685	3 417	1 959	5 568
Poitou-Charentes	14 744	11 431	3 313	7 230	6 083	7 514	5 348	11 182
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16 062	12 088	3 974	8 314	6 910	7 748	5 178	13 114
Rhône-Alpes	29 117	22 198	6 919	13 674	11 339	15 443	10 859	23 869
Métropole	222 257	158 406	63 851	114 665	91 170	107 592	67 236	176 315
Guadeloupe	1 873	1 380	493	1 241	993	632	387	1 742
Guyane	1 177	847	330	723	554	454	293	1 108
La Réunion	6 027	4 986	1 041	3 671	3 122	2 356	1 864	4 713
Martinique	3 252	2 212	1 040	2 072	1 530	1 180	682	2 976
Ensemble	12 329	9 425	2 904	7 707	6 199	4 622	3 226	10 539
France entière	234 586	167 831	66 755	122 372	97 369	112 214	70 462	186 854

Lecture : 167 831 jeunes sont entrés pour la première fois en CIVIS entre le 01 janvier 2014 et le 31 décembre 2014. 186 854 étaient en parcours au 31/12/2014.

¹ CIVIS renforcé = jeunes de niveau VI ou Vbis (accompagnement d'un an renouvelable jusqu'au 26ième anniversaire) ou V non diplômés entrés après le 15 juin 2006 (accompagnement d'un an renouvelable une fois ou jusqu'au 26ième anniversaire).

² Les sorties en emploi non durable concernent les jeunes en CAE, CAV, CDD de moins de 6 mois, ayant rompu un CDI en moins de 6 mois...

Source : i-milo, (extraction 2014) traitement DARES

Tableau 8 : Fins de contrat Civis par région en 2015

Région	Fins de contrats	Parts de fins de contrats en emploi durable	Parts de fins de contrats en emploi non durable	Parts de fins de contrats en formation	Total Parts de Fins en emploi ou formation
Alsace	4 422	37%	12%	7%	56%
Aquitaine	8 774	30%	9%	7%	46%
Auvergne	3 249	33%	13%	7%	53%
Basse-Normandie	4 556	30%	16%	8%	53%
Bourgogne	7 020	31%	11%	8%	50%
Bretagne	9 105	26%	15%	7%	48%
Centre-Val de Loire	7 117	29%	10%	8%	47%
Champagne-Ardenne	4 219	32%	11%	8%	51%
Corse	590	52%	9%	6%	67%
Franche-Comté	3 572	29%	14%	8%	51%
Haute-Normandie	8 155	24%	12%	11%	46%
Île-de-France	25 584	28%	10%	8%	46%
Languedoc-Roussillon	10 011	29%	11%	8%	47%
Limousin	2 227	31%	12%	8%	50%
Lorraine	7 452	31%	9%	10%	49%
Midi-Pyrénées	7 623	31%	10%	6%	47%
Nord-Pas-de-Calais	22 096	26%	10%	9%	45%
Pays de la Loire	12 113	23%	16%	7%	46%
Picardie	8 620	28%	10%	8%	46%
Poitou-Charentes	6 010	26%	12%	7%	45%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 743	33%	10%	8%	51%
Rhône-Alpes	13 367	26%	15%	7%	48%
France Métropolitaine	188 625	28%	12%	8%	48%
Guadeloupe	2 223	12%	5%	11%	27%
Martinique	2 703	16%	9%	17%	43%
Guyane	1 355	10%	15%	6%	31%
La Réunion	6 151	21%	6%	11%	38%
Dom	12 432	17%	8%	12%	36%
France Entière	201 057	28%	11%	8%	47%

Lecture : 56% des CIVIS, en Alsace, se sont terminés sur une formation ou un emploi, soit 37% en emploi durable, 12% en emploi non durable et 7% en formation.

Source : i-milo, (extraction 2014) traitement DARES

4. Les emplois d'avenir

Tableau 9 : Prescriptions

	2012	2013	2014
Prescriptions d'emplois d'avenir	2 116	78 544	88 096
Dont renouvellement	0	523	18 437
Objectifs		94 006	85 012
Taux de réalisation		83,6%	103,6%
Stocks (jeunes en cours d'emploi d'avenir) au 31/12/2014	ND	66 173	112 244
Prescriptions dans le secteur marchand (en %)	1%	17%	21%
Prescriptions dans le secteur non marchand (en %)	99%	83%	79%

Source : ASP NOE CUI, traitement DDGEFP/MPP
ND = Non disponible

Tableau 10 : Caractéristiques des bénéficiaires d'emploi d'avenir

	2012	2013	2014
Femmes (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	50,5%	50,5%
Hommes (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	49,5%	49,5%
Handicapés (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	3,1%	3,10%
Jeunes de niveau IV sans diplômes et infra (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	ND	81,7%
Jeunes de niveau IV diplômés et + (en cumul depuis le 01/11/2012)	ND	ND	18,3%
Jeunes bénéficiaires issus de quartiers prioritaires de la ville dans l'année (ZUS avant 2015)	ND	ND	18,90%
Jeunes bénéficiaires issus de Zones de revitalisation rurale dans l'année	ND	ND	14%

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP
ND = Non disponible

Tableau 11 : Ventilation par statut d'employeur

Statut d'employeur	Cumul (nov-12/déc-14)	Cumul (janv-14/déc-14)
Association	32,9%	31,7%
Collectivités territoriales	27,2%	24,6%
Autre entreprise	20,4%	23,8%
Etablissement sanitaire public	7,8%	7,7%
Autre établissement public	7,5%	7,6%
Autre pers. Morale chargée de la gestion d'un service public	3,4%	3,8%
Groupement d'employeurs	0,8%	0,8%

Source : ASP NOE CUI, traitement DDGEFP/MPP

Tableau 12 : Ventilation par secteur d'activité en cumul

Secteur d'activité en cumul au 31/12/2014	%
Administration publique	29,06%
Santé humaine et action sociale	26,50%
Autres activités de services	8,80%
Arts spectacle et activités récréatives	7,08%
Hébergement et restauration	5,71%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4,02%
Transports et entreposage	3,34%
Construction	3,17%
Industrie manufacturée	2,91%
Activités de services administratifs et de soutien	2,49%
Enseignement	2,46%
Agriculture, sylviculture et pêche	1,17%
Activités immobilières	1,04%
Activités spécialisées, scientifique et techniques	0,87%
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,78%
Information et communication	0,35%
Activités financières et d'assurance	0,25%

Source : ASP NOE CUI, traitement DDGEFP/MPP

Tableau 13 : Caractéristiques des contrats en emploi d'avenir

	2013		2014	
Part des CDI	12 421	15,8%	18 927	21,0%
Non connu	0	0,0%	10	0,0%
Part des CDD de 3 ans	30 318	38,6%	19 323	15,9%
Part des CDD de 2 à < 3ans	3 973	5,1%	5 542	5,7%
Part des CDD de 1 à < 2 ans	31 787	40,5%	43 865	56,3%
Part des CDD inférieurs à 1 an	36	0,0%	418	1,1%
Total	78 535	100,0%	88 085	100,0%

Source : ASP NOE CUI, traitement DDGEFP/MPP

Tableau 14 : Identification du volume de jeunes par formation en cumul depuis la création des emplois d'avenir (01/11/2012)

Type de formation dans le cadre de l'emploi d'avenir	Volume de jeunes*
Acquisition de nouvelles compétences/adaptation au poste de travail	83 164
Formation qualifiante	12 171
Acquisition des savoirs de base/remise à niveau	4 855
Formation préqualifiante	5 331
CACES	31 471
VAE	1 466

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

*Jeunes bénéficiant de l'emploi d'avenir depuis 4 mois et plus

5. La Garantie jeunes

Tableau 15 : Montée en charge de la Garantie jeunes

	2013	2014
Objectifs d'entrée en garantie jeunes		10 000
Entrées en Garantie jeunes	402	8 241
Taux de réalisation		82%
Jeunes présents en fin de période	397	7 599

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

Tableau 16 : Suivi des entrées au niveau national

Région	2013	2014		
	Réalisé	Objectifs annuels	Réalisé	Taux de réalisation
Aquitaine	12	468	279	60%
Auvergne	112	1 094	965	88%
Bretagne	41	1 003	819	82%
Haute-Normandie	31	812	470	58%
Ile-de-France	9	1 101	893	81%
La Réunion	49	1 839	1 846	100%
Languedoc-Roussillon	34	544	501	92%
Lorraine	79	528	463	88%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	35	2 611	2 005	77%
Total	402	10 000	8 241	82%

Source : i-milo - traitement DGEFP/MPP

Tableau 17 : Montée en charge de l'expérimentation Garantie jeunes par région et par mission locale

Région	Nombre de ML ayant démarré l'expérimentation par année et par région		% de ML par région ayant démarré l'expérimentation au 31/12/2014	
	2013	2014	Total ML par région	%
Alsace			10	0%
Aquitaine	1	3	23	13%
Auvergne	7	7	14	50%
Basse-Normandie			13	0%
Bourgogne			16	0%
Bretagne	2	4	17	24%
Centre			20	0%
Champagne-Ardenne			15	0%
Corse			4	0%
Franche-Comté			10	0%
Guadeloupe			1	0%
Guyane			1	0%
Haute-Normandie	4	4	12	33%
Ile-de-France	1	5	76	7%
La Réunion	4	4	4	100%
Languedoc-Roussillon	1	2	17	12%
Limousin			6	0%
Lorraine	4	4	18	22%
Martinique			3	0%
Mayotte			1	0%
Midi-Pyrénées			10	0%
Nord-Pas-de-Calais			26	0%
Pays de la Loire			21	0%
Picardie			17	0%
Poitou-Charentes	2	9	14	64%
Provence-Alpes-Côte d'Azur			29	0%
Rhône-Alpes			47	0%
Total	26	42	445	9%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales – I-Milo-ICARE – Traitement DMML

6. Le partenariat renforcé avec Pôle emploi

Tableau 18 : Répartition régionale des postes Pôle emploi affectés

	Nombre de missions locales	Disposant d'un poste pôle emploi en 2014	Part en 2013	Part en 2014
Alsace	11	10	91%	91%
Aquitaine	23	18	74%	78%
Auvergne	14	12	79%	86%
Basse-Normandie	13	5	38%	38%
Bourgogne	16	13	94%	81%
Bretagne	17	14	82%	82%
Centre	20	10	50%	50%
Champagne-Ardenne	15	7	53%	47%
Corse	4	2	50%	50%
Franche-Comté	10	9	60%	90%
Guadeloupe	1	0	100%	0%
Guyane	1	0	100%	0%
Haute-Normandie	12	11	83%	92%
Ile-de-France	76	43	59%	57%
La Réunion	4	4	100%	100%
Languedoc-Roussillon	17	8	41%	47%
Limousin	6	4	67%	67%
Lorraine	19	18	95%	95%
Martinique	3	0	33%	0%
Mayotte	1	0	0%	0%
Midi-Pyrénées	10	8	100%	80%
Nord-Pas-de-Calais	26	20	92%	77%
Pays-de-la-Loire	21	5	19%	24%
Picardie	17	15	65%	88%
Poitou-Charentes	14	12	79%	86%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	20	69%	69%
Rhône-Alpes	47	32	70%	68%
Total	447	300	68%	67%

Source : I-Milo, Compte rendu d'activité des missions locales 2014.

Lecture : En Alsace parmi les 11 missions locales existantes, 10 disposent d'un poste pôle emploi soit 91% des missions locales en 2014.

Tableau 19 : Entrées en cotraitance en 2014 par région

Région	Jeunes entrés en cotraitance en 2014	Dont conventionnés	Poids de la région/France Entière
Alsace	4 343	3 808	2,34%
Aquitaine	10 404	8 475	5,22%
Auvergne	3 987	3 191	1,96%
Basse-Normandie	5 599	4 715	2,90%
Bourgogne	5 555	4 275	2,63%
Bretagne	9 109	7 872	4,84%
Centre	6 819	5 708	3,51%
Champagne-Ardenne	3 988	3 595	2,21%
Corse	709	666	0,41%
Franche-Comté	3 082	2 717	1,67%
Guadeloupe	1 528	1 416	0,87%
Guyane	619	564	0,35%
Haute-Normandie	7 830	6 149	3,78%
Ile-de-France	22 950	21 044	12,95%
La Réunion	5 266	4 820	2,97%
Languedoc-Roussillon	8 077	6 469	3,98%
Limousin	1 616	1 532	0,94%
Lorraine	7 415	6 218	3,83%
Martinique	1 948	1 737	1,07%
Midi-Pyrénées	8 126	7 105	4,37%
Nord-Pas-de-Calais	20 257	15 790	9,72%
Pays-de-la-Loire	11 414	9 422	5,80%
Picardie	9 222	6 282	3,87%
Poitou-Charentes	4 110	4 030	2,48%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13 121	12 091	7,44%
Rhône-Alpes	14 041	12 808	7,88%
Total France Entière	191 135	162 499	100,00%

Source : i-milo – traitement DMML

7. Organisation territoriale et Activité

Tableau 20 : Composition du réseau et statut

	Au 31/12/2013	Au 31/12/2014
Nombre total de structures	447	446
Dont missions locales	446	444
Dont PAIO	1	2
Statut associatif	419	417
Statut GIP	27	27
Service d'une collectivité locale	1	2

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales, Icare – Traitement DMML

Tableau 21 : Couverture territoriale des missions locales

Région	Nombre de ML	Nombre de sites	Dont nombre d'antennes	Dont nombre de relais et de lieux de permanence	Nombre de communes moyen par structure
Alsace	11	138	36	92	130
Aquitaine	23	421	68	330	100
Auvergne	14	237	13	210	94
Basse-Normandie	13	449	37	399	140
Bourgogne	16	156	31	109	128
Bretagne	17	431	55	359	75
Centre	20	365	23	322	92
Champagne-Ardenne	15	153	9	129	131
Corse	4	44	7	33	92
Franche-Comté	10	88	19	59	178
Guadeloupe	1	34	8	25	32
Guyane	1	19	5	13	22
Haute-Normandie	12	160	48	100	118
Île-de-France	76	562	133	353	17
La Réunion	4	51	28	19	6
Languedoc-Roussillon	17	368	50	301	91
Limousin	6	176	11	159	124
Lorraine	18	270	29	222	124
Martinique	3	43	17	23	11
Mayotte	1	26	6	19	17
Midi-Pyrénées	10	248	49	189	302
Nord-Pas-de-Calais	26	582	144	412	59
Pays de la Loire	21	330	71	238	72
Picardie	17	334	30	287	135
Poitou-Charentes	14	262	19	229	107
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	426	86	311	33
Rhône-Alpes	47	466	85	334	61
Total général	446	6 839	1 117	5 276	83

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales, Icare – Traitement DMML

Définitions : les lieux d'accueil selon la Charte nationale Parcours 3

Siège : site principal de la structure (par défaut, le domicile de la personne morale). Il est identifié de façon univoque par le code Insee de la commune.

Antenne : lieu d'accueil fixe, géographiquement distinct du siège, géré par la même personne morale, et bénéficiant d'un équipement permanent (y compris ouvert à temps partiel, et antenne de type bus).

Permanence : lieu d'accueil temporaire ou chronique (avec équipement « nomade » ou mis à disposition (mairie, centre social, etc.).

Relais : lieu d'accueil géré par une autre personne morale liée par convention.

Tableau 22 : Activités portées par la structure

Région	Total ML	La ML est le seul objet de la structure juridique (nombre de ML concernées par région)	Autres activités portées par la structure* (nombre de ML concernées par région)					
			PLIE	MDE	DLA	Centre de Bilans	Organisme de formation	Autres
Alsace	11	8					1	3
Aquitaine	23	21	1					2
Auvergne	14	13					1	
Basse-Normandie	13	11	1	1	1			1
Bourgogne	16	12	1					4
Bretagne	17	17						
Centre	20	15						5
Champagne-Ardenne	15	13					1	1
Corse	4	3						1
Franche-Comté	10	9						1
Guadeloupe	1	1						
Guyane	1	1						
Haute-Normandie	12	10						2
Île-de-France	76	60	4	8				10
La Réunion	4	4						
Languedoc-Roussillon	17	16						1
Limousin	6	5			1			
Lorraine	18	19						
Martinique	3	3						
Mayotte	1	1						
Midi-Pyrénées	10	10						
Nord-Pas-de-Calais	26	21	5	5	1	1	1	1
Pays de la Loire	21	21						
Picardie	17	7	3	9				
Poitou-Charentes	14	9		4				2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	28						1
Rhône-Alpes	47	42		1				4
Total	446	380	15	28	4	1	4	39

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales, Icare – Traitement DMML

*PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi), (MDE) Maison de l'emploi, DLA (Dispositif local d'accompagnement). Principales autres activités portées par les Missions Locales : Bureau ou Point d'information Jeunesse, Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes (CCLAJ), Accompagnement PLIE, Accompagnement RSA, Espaces d'information sur les métiers ou a formation...

Tableau 23 : Maisons de l'emploi

Région	Maisons de l'emploi		
	Maison de l'emploi sur le territoire de la structure	Dont la mission locale est un membre constitutif	Dont la mission locale est un membre associé
Alsace	7	2	1
Aquitaine	9	4	5
Auvergne			
Basse-Normandie	4		2
Bourgogne	5		2
Bretagne	10	5	8
Centre	9	5	5
Champagne-Ardenne	3		1
Corse	2	1	1
Franche-Comté	3		3
Guadeloupe			
Guyane			
Haute-Normandie	4		4
Île-de-France	30	8	16
La Réunion	2		2
Languedoc-Roussillon	10	1	8
Limousin	1	1	1
Lorraine	9	3	5
Martinique	1		
Mayotte			
Midi-Pyrénées	9	5	9
Nord-Pas-de-Calais	19	4	11
Pays de la Loire	8	1	6
Picardie	13	8	6
Poitou-Charentes	8	4	3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12	6	12
Rhône-Alpes	16	2	7
Total	194	60	118

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales, Icare – Traitement DMML

Tableau 24 : Réseau de parrainage

Région	Parrainage	
	ML animatrice d'un réseau de parrainage	Nombre de parrains
Alsace	7	109
Aquitaine	11	309
Auvergne	9	158
Basse-Normandie	7	221
Bourgogne	10	318
Bretagne	15	568
Centre	18	337
Champagne-Ardenne	13	250
Corse		
Franche-Comté	4	45
Guadeloupe		
Guyane		
Haute-Normandie	12	887
Île-de-France	55	878
La Réunion	4	49
Languedoc-Roussillon	10	278
Limousin	4	113
Lorraine	18	262
Martinique	2	30
Mayotte		
Midi-Pyrénées	8	278
Nord-Pas-de-Calais	21	252
Pays de la Loire	12	236
Picardie	16	277
Poitou-Charentes	9	242
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	900
Rhône-Alpes	25	665
Total	319	7 662

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales, Icare – Traitement DMML

Tableau 25 : FAJ et FIPJ

Région	FAJ*			FIPJ*
	La mission locale assure le secrétariat de la commission d'attribution	La mission locale assure tout ou partie de la gestion financière du fonds	Nombre de dossiers FAJ de la mission locale présentés dans l'année	Si oui, nombre de jeunes ayant bénéficié d'une aide financière individuelle
Alsace	3	2	826	2 917
Aquitaine	12	8	6 580	2 058
Auvergne	5	1	2 499	391
Basse-Normandie	5	4	1 539	239
Bourgogne	3	7	3 334	2 419
Bretagne	14	12	14 871	1 539
Centre	1		4 707	1 570
Champagne-Ardenne		2	1 991	1 285
Corse	1	4	646	279
Franche-Comté	2	1	494	1 309
Guadeloupe	1	1	1 016	0
Guyane				
Haute-Normandie	8	8	4 821	1 085
Île-de-France	12	12	10 902	3 812
La Réunion			243	1 973
Languedoc-Roussillon	4	3	4 552	3 238
Limousin		1	1 028	214
Lorraine	12	12	4 713	949
Martinique	3	3	528	40
Mayotte			0	261
Midi-Pyrénées	5	4	4 311	2 145
Nord-Pas-de-Calais	10	1	7 050	3 812
Pays de la Loire	11	11	7 426	271
Picardie	1	1	2 120	41
Poitou-Charentes	5	3	4 817	1 659
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15	11	9 812	1 554
Rhône-Alpes	16	26	14 753	3 965
Total	149	138	115 579	39 025

* FAJ (Fonds d'aide aux jeunes) gérés par les départements – FIPJ (Fonds d'insertion professionnelle des jeunes) gérés par les Direccte.

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales, Icare – Traitement DMML

8. Les ressources humaines

Tableau 26 : Effectif des missions locales au 31 décembre 2014

	2014	Rappel 2013	Evolution 2013/2014	Rappel 2012	Evolution 2012/2013
Effectif total	12 615	12 232	3,1%	11 751	4,1%
EQTP	11 250	10 838	3,8%	10 328	4,9%
Effectif Salariés	11 916	11 513	3,5%	11 011	4,6%
Dont contrat de remplacement	305	334	-8,7%	321	4,0%
EQTP Salariés	10 721	10 287	4,2%	9 779	5,2%
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	699	719	-2,8%	740	-2,8%
EQTP mis à disposition, détaché ou affecté	529	551	-4,0%	550	0,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2012, 2013 et 2014 des missions locales – ICARE

Tableau 27 : Evolution de l'effectif total de 2009 à 2014

Variation année n/n+1	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Effectif total	10,30%	-3,10%	-0,60%	4,10%	3,10%
Effectif salarié	11,10%	-3,30%	-0,30%	4,60%	3,50%
Effectif mis à disposition, détaché ou affecté	-0,30%	0,30%	-4,30%	-2,80%	-2,80%

Source : Comptes rendus d'activité 2010 à 2014 des missions locales – ICARE

Tableau 28 : Répartition des missions locales par taille en équivalent temps plein (ETP)

Nombre d'ETP	Inférieur ou égal à 5	De 5,05 à 10	De 10,05 à 20	De 20,05 à 30	De 30,05 à 50	Plus de 50
2011	1,3%	10,8%	45,2%	23,8%	11,9%	7,0%
2012	0,7%	11,1%	46,1%	24,4%	11,1%	6,7%
2013		9,6%	43,0%	25,7%	14,5%	7,2%
2014	0,2%	9,4%	41,9%	25,2%	15,7%	7,6%

Source : Comptes rendus d'activité 2011 à 2014 des missions locales – ICARE

Tableau 29 : Répartition des temps partiels et temps plein

	Part dans l'effectif total	Proportion Hommes (%)	Proportion Femmes (%)
Contrats de travail à temps partiel	23,70%	8,10%	91,90%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	2,40%	10,30%	89,70%
Contrats de travail à temps plein	76,30%	25,50%	74,50%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	2,60%	16,00%	84,00%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales - Icare

Tableau 30 : Répartition des types de contrats

	Part dans l'effectif total	Proportion Hommes (%)	Proportion Femmes (%)
CDD	17,0%	18,6%	81,4%
<i>Dont contrats de remplacement</i>	15,0%	14,8%	85,2%
<i>Contrats en alternance</i>	0,2%	36,0%	64,0%
CDI	82,8%	21,9%	78,1%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales - Icare

Tableau 31 : Emplois repères, métiers et répartition par sexe

Emploi repère et métier	(%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Chargé d'accueil	9,30%	9,30%	90,70%
Conseiller niveau 1	23,00%	19,50%	80,50%
Conseiller niveau 2	34,80%	23,80%	76,20%
Chargé de projets	5,70%	35,00%	65,00%
Total insertion sociale et professionnelle	72,80%	21,50%	78,50%
Chargé d'animation	1,10%	30,00%	70,00%
Chargé de documentation	0,60%	16,00%	84,00%
Chargé d'information et de communication	0,80%	29,10%	70,90%
Total Information, communication	2,50%	26,30%	73,70%
Assistant administratif	5,10%	7,40%	92,60%
Assistant de gestion	2,10%	10,10%	89,90%
Assistant de direction	2,80%	2,30%	97,70%
Assistant financier	1,60%	12,30%	87,70%
Assistant Informatique	1,00%	67,80%	32,20%
Total Gestion	12,60%	12,10%	87,90%
Responsable de secteur	5,30%	32,40%	67,60%
Directeur	4,40%	44,90%	55,10%
Total Encadrement	9,70%	38,00%	62,00%
Autres (Salariés exerçant un emploi non spécifique à la branche professionnelle)	2,40%	25,50%	74,50%
Total effectif salarié affecté aux activités de la mission locale	100,00%	22,10%	77,90%

Sources : *Compte rendu d'activité des missions locales 2014 - Icare*

Tableau 32 : Répartition régionale des effectifs salariés, mis à disposition, détachés ou affectés

Région	Effectif total			Effectif salarié			Effectif mis à dispositions, détaché ou affecté				
	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	Total	dont femmes	Nombre d'ETP	dont Pôle emploi affecté	Pôle emploi affecté en ETP
Alsace	281	87%	237	267	87%	227	14	85,70%	9,8	93%	8,8
Aquitaine	654	84%	600	621	84%	576	33	72,70%	23,82	58%	18,1
Auvergne	288	79%	264	273	79%	253	15	86,70%	10,75	93%	9,7
Basse-Normandie	302	78%	261	296	78%	256	6	83,30%	4,8	83%	4,2
Bourgogne	327	83%	275	295	83%	258	32	84,40%	17,24	50%	10,4
Bretagne	539	78%	486	513	78%	469	26	80,80%	17,8	69%	12,19
Centre	406	80%	374	380	79%	354	26	92,30%	19,66	42%	8,7
Champagne-Ardenne	283	83%	265	275	83%	258	8	75,00%	7,4	63%	5,4
Corse	52	88%	45	49	90%	42	3	66,70%	3	67%	2
Franche-Comté	201	81%	175	185	81%	165	16	87,50%	10,4	63%	5
Guadeloupe	70	86%	70	65	85%	65	5	100,00%	5	0%	0
Guyane	48	75%	48	48	75%	48	0				
Haute-Normandie	426	77%	396	409	77%	383	17	82,40%	13,59	65%	9,17
Ile-de-France	1 760	74%	1 602	1 642	74%	1 502	118	70,30%	99,91	34%	34,3
La Réunion	359	67%	344	351	67%	337	8	75,00%	7,1	100%	7,1
Languedoc-Roussillon	568	79%	525	529	79%	489	39	71,80%	36,15	21%	6,8
Limousin	152	80%	144	147	81%	141	5	60,00%	2,92	80%	2,8
Lorraine	406	83%	362	372	84%	340	34	67,60%	21,95	76%	16,8
Martinique	117	82%	117	117	82%	117	0				
Mayotte	52	67%	44	52	67%	44	0				
Midi-Pyrénées	439	77%	406	421	77%	389	18	83,30%	16,5	61%	10,1
Nord-Pas-de-Calais	1 194	75%	1 008	1 130	75%	961	64	70,30%	46,86	27%	14,7
Pays de la Loire	574	82%	519	549	83%	501	25	68,00%	17,37	12%	2,8
Picardie	470	78%	393	452	78%	379	18	72,20%	14,68	83%	12,43
Poitou-Charentes	394	81%	308	370	81%	291	24	75,00%	17,19	58%	10,71
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 005	81%	929	953	80%	882	52	94,20%	46,33	42%	20,63
Rhône-Alpes	1 248	80%	1 052	1 155	79%	993	93	88,20%	58,76	39%	22,71
Total	12 615	79%	11 250	11 916	79%	10 721	699	79%	528,98	47%	255,54

Sources : Compte rendu d'activité des missions locales 2014 - Icare

Tableau 33 : Répartition régionale des effectifs moyens

Région	Nombre de structures au 31/12	Effectif total	Effectif moyen
Alsace	11	281	25,5
Aquitaine	23	654	28,4
Auvergne	14	288	20,6
Basse-Normandie	13	302	23,2
Bourgogne	16	327	20,4
Bretagne	17	539	31,7
Centre	20	406	20,3
Champagne-Ardenne	15	283	18,9
Corse	4	52	13
Franche-Comté	10	201	20,1
Guadeloupe	1	70	70
Guyane	1	48	48
Haute-Normandie	12	426	35,5
Ile-de-France	76	1 760	23,2
La Réunion	4	359	89,8
Languedoc-Roussillon	17	568	33,4
Limousin	6	152	25,3
Lorraine	18	406	22,6
Martinique	3	117	39
Mayotte	1	52	52
Midi-Pyrénées	10	439	43,9
Nord-Pas-de-Calais	26	1 194	45,9
Pays de la Loire	21	574	27,3
Picardie	17	470	27,6
Poitou-Charentes	14	394	28,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29	1 005	34,7
Rhône-Alpes	47	1 248	26,6
Total	446	12 615	28,3

Sources : Compte rendu d'activité des missions locales 2014 - Icare

Tableau 34 : Répartition régionale des effectifs selon le métier par ETP

Région	Effectif total	Insertion et professionnelle	Information communication	Gestion	Encadrement	Autre hors branche prof	Effectif mis à disposition détaché ou affecté
Alsace	236,58	72%	4%	11%	10%	0%	4%
Aquitaine	600,22	69%	4%	13%	9%	2%	4%
Auvergne	264,07	70%	2%	11%	10%	3%	4%
Basse-Normandie	260,94	73%	1%	14%	9%	2%	2%
Bourgogne	275,14	64%	3%	13%	10%	4%	6%
Bretagne	486,30	70%	2%	15%	8%	2%	4%
Centre	374,03	72%	1%	12%	8%	2%	5%
Champagne-Ardenne	265,10	69%	3%	12%	9%	4%	3%
Corse	45,15	65%	0%	11%	18%	0%	7%
Franche-Comté	175,15	70%	1%	13%	10%	1%	6%
Guadeloupe	69,90	84%	0%	5%	4%	0%	7%
Guyane	48,00	52%	2%	19%	25%	2%	0%
Haute-Normandie	396,22	73%	1%	13%	8%	1%	3%
Ile-de-France	1 602,25	68%	3%	9%	12%	2%	6%
La Réunion	344,36	69%	7%	9%	7%	6%	2%
Languedoc-Roussillon	525,35	67%	3%	15%	6%	3%	7%
Limousin	143,54	75%	2%	10%	10%	0%	2%
Lorraine	362,08	70%	1%	13%	9%	1%	6%
Martinique	117,00	77%	3%	9%	10%	2%	0%
Mayotte	44,00	59%	0%	11%	7%	23%	0%
Midi-Pyrénées	405,71	67%	2%	15%	10%	2%	4%
Nord-Pas-de-Calais	1 007,67	67%	2%	15%	9%	3%	5%
Pays de la Loire	518,56	71%	3%	13%	8%	1%	3%
Picardie	393,47	71%	2%	11%	8%	4%	4%
Poitou-Charentes	308,45	70%	3%	12%	9%	1%	6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	928,66	72%	2%	10%	8%	2%	5%
Rhône-Alpes	1 051,64	70%	2%	12%	9%	1%	6%
Total	11 249,54	69%	2%	12%	9%	2%	5%

Sources : *Compte rendu d'activité des missions locales 2014 - Icare*

9. Le financement des missions locales

Tableau 35 : Répartition des financements par type d'activité en millions d'euros

	2012		2013		2014	
Activité principale	428,4	78,9%	449,7	78,7%	473,6	78,7%
Activité spécifique	101,7	18,7%	109,5	19,2%	116,3	19,3%
Fonds gérés pour le compte d'autrui	12,8	2,4%	12	2,1%	12,2	2,00%
Total	542,8	100%	571,2	100%	602,2	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2012, 2013 et 2014 des missions locales – ICARE.

Tableau 36 : Répartition des financeurs pour l'ensemble de l'activité hors fonds gérés pour le compte d'autrui

	2012	2013	2014
Etat	40%	40%	43,0%
Régions	17,9%	17,9%	17,3%
Départements	5%	5%	4,8%
Communes et EPCI	20,4%	20,4%	19,9%
FSE	2,7%	2,7%	2,1%
Partenaires sociaux	3,7 %	3,7 %	4,0%
Autres organismes publics et privés	10,2%	10,2%	8,9%
Total	100%	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2012, 2013 et 2014 des missions locales – ICARE.

Tableau 37 : Répartition des financeurs de l'activité principale en millions d'euros

	2012	2013	2014
Etat	185,6	203,2	224,3
Régions	81,2	82,9	84,4
Départements	15,8	15,1	14,7
EPCI	38,6	44,7	51,5
Communes	57,5	54,5	51,2
Fonds européens	1,4	1,4	1,0
Organismes publics locaux	2,9	2,4	1,8
Organismes publics nationaux	44,2*	44,3*	43,5*
Organismes privés	1,1	1	0,9
Partenaires sociaux**	0,2	0,1	0,2
Total	428,5	449,6	473,6

Source : Comptes rendus d'activité 2012, 2013 et 2014 des missions locales – ICARE.

* Essentiellement Pôle emploi au titre de l'accord de partenariat renforcé.

** Principalement au titre du financement au titre de l'ANI du 7 avril 2011 et de ses avenants

Tableau 38 : Répartition des financeurs en activité principale (FAP) et spécifique (FAS)

	2012		2013		2014	
	FAP	FAS	FAP	FAP	FAS	FAP
Etat	43,3%	15,0%	45,2%	18,8%	47,4%	25,4%
Régions	19%	16,6%	18,4%	15,8%	17,8%	15,1%
Départements	3,7%	11,5%	3,4%	11,8%	3,1%	11,6%
EPCI	9,0%	6,4%	9,9%	5,2%	10,9%	5,4%
Communes	13,4%	6,8%	12,1%	8,4%	10,8%	7,4%
Sous total communes et EPCI	22,4%	13,2%	22,1%	13,7%	21,7%	12,8%
Fonds européens	0,3%	13,5%	0,3%	12,4%	0,2%	9,7%
Organismes publics locaux	0,7%	2%	0,5%	1,8%	0,4%	1,6%
Organismes publics nationaux	10,3%	2,1%	9,8%	1,3%	9,2%	1,2%
Organismes privés	0,3%	6,2%	0,2%	5,7%	0,2%	2,5%
Sous total organismes publics et privés	11,2%	10,3%	10,6%	8,8%	9,8%	5,3%
Partenaires sociaux**	0,1%	19,9%	0%	18,8%	0,1%	20,2%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Comptes rendus d'activité 2013, 2014 et 2015 des missions locales – ICARE.

** Principalement au titre du financement au titre de l'ANI du 7 avril 2011 et de ses avenants

Tableau 39 : Financement d'activités principales et spécifiques, fonds gérés pour le compte d'autrui

Région	Subventions totales	Subventions activité principale (dont contributions en nature)	% sur subventions totales	Subventions activités spécifiques	% sur subventions totales	Fonds gérés	% sur subventions totales
Alsace	13 313 940	9 603 133	72,1%	2 815 682	21,1%	895 125	9,3%
Aquitaine	29 498 190	24 339 245	82,5%	4 297 184	14,6%	861 761	3,5%
Auvergne	15 068 254	10 241 341	68,0%	4 687 406	31,1%	139 507	1,4%
Basse-Normandie	13 091 516	10 986 343	83,9%	1 917 264	14,6%	187 909	1,7%
Bourgogne	13 796 961	11 882 889	86,1%	1 551 088	11,2%	362 984	3,1%
Bretagne	25 459 598	18 970 260	74,5%	5 265 307	20,7%	1 224 031	6,5%
Centre	17 381 277	15 018 594	86,4%	2 216 720	12,8%	145 963	1,0%
Champagne-Ardenne	12 939 236	11 255 602	87,0%	1 676 970	13,0%	6 664	0,1%
Corse	2 537 624	2 115 879	83,4%	369 245	14,6%	52 500	2,5%
Franche-Comté	9 064 115	7 708 402	85,0%	1 044 367	11,5%	311 346	4,0%
Guadeloupe	3 525 208	2 827 474	80,2%	347 734	9,9%	350 000	12,4%
Guyane	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Haute-Normandie	22 314 862	16 587 846	74,3%	5 217 086	23,4%	509 930	3,1%
Ile-de-France	102 849 286	78 599 049	76,4%	22 544 646	21,9%	1 705 591	2,2%
La Réunion	17 707 282	10 623 737	60,0%	6 918 149	39,1%	165 396	1,6%
Languedoc-Roussillon	25 751 424	18 261 028	70,9%	6 759 718	26,2%	730 678	4,0%
Limousin	6 362 367	5 509 809	86,6%	827 073	13,0%	25 485	0,5%
Lorraine	18 838 790	14 712 168	78,1%	3 733 925	19,8%	392 697	2,7%
Martinique	3 937 361	2 958 266	75,1%	889 095	22,6%	90 000	3,0%
Mayotte	1 473 484	1 465 984	99,5%	0	0,0%	7 500	0,5%
Midi-Pyrénées	21 327 844	16 888 397	79,2%	4 087 076	19,2%	352 371	2,1%
Nord-Pas-de-Calais	51 968 953	42 179 255	81,2%	9 467 923	18,2%	321 775	0,8%
Pays de la Loire	26 143 669	21 950 274	84,0%	3 283 955	12,6%	909 440	4,1%
Picardie	21 092 878	18 090 950	85,8%	2 876 679	13,6%	125 249	0,7%
Poitou-Charentes	16 456 410	14 883 663	90,4%	1 469 751	8,9%	102 996	0,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	51 828 972	37 773 421	72,9%	12 891 496	24,9%	1 164 055	3,1%
Rhône-Alpes	58 446 115	48 183 684	82,4%	9 179 889	15,7%	1 082 542	2,2%
Total	602 175 616	473 616 693	78,7%	116 335 428	19,3%	12 223 495	2,6%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales - ICARE.

Tableau 40 : Répartition du financement de l'activité principale par type de financeur

Région	Financement activité principale	Subventions Etat	% FAP	Subventions organismes publics	% FAP	Subventions collectivités territoriales	% FAP	Subventions organismes privés	% FAP	FSE	% FAP
Alsace	9 603 133	4 586 384	47,8%	1 011 576	10,5%	3 973 911	41,4%	31 262	0,3%	0	0,0%
Aquitaine	24 339 245	11 046 826	45,4%	2 379 403	9,8%	10 837 677	44,5%	40 300	0,2%	35 039	0,1%
Auvergne	10 241 341	5 257 763	51,3%	1 070 215	10,4%	3 887 598	38,0%	25 765	0,3%	0	0,0%
Basse-Normandie	10 986 343	6 332 228	57,6%	1 094 196	10,0%	3 548 919	32,3%	11 000	0,1%	0	0,0%
Bourgogne	11 882 889	6 403 579	53,9%	1 567 617	13,2%	3 660 091	30,8%	251 602	2,1%	0	0,0%
Bretagne	18 970 260	8 931 535	47,1%	1 831 724	9,7%	8 182 968	43,1%	24 033	0,1%	0	0,0%
Centre	15 018 594	8 232 412	54,8%	1 413 717	9,4%	5 299 151	35,3%	73 314	0,5%	0	0,0%
Champagne-Ardenne	11 255 602	5 675 591	50,4%	1 361 516	12,1%	4 184 841	37,2%	33 654	0,3%	0	0,0%
Corse	2 115 879	1 088 228	51,4%	192 500	9,1%	835 151	39,5%	0	0,0%	0	0,0%
Franche-Comté	7 708 402	3 697 273	48,0%	708 230	9,2%	3 267 388	42,4%	35 511	0,5%	0	0,0%
Guadeloupe	2 827 474	1 857 535	65,7%	384 399	13,6%	585 540	20,7%	0	0,0%	0	0,0%
Guyane	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Haute-Normandie	16 587 846	8 876 996	53,5%	2 199 138	13,3%	5 443 935	32,8%	10 411	0,1%	57 366	0,3%
Ile-de-France	78 599 049	30 106 441	38,3%	5 785 324	7,4%	42 223 785	53,7%	409 591	0,5%	73 908	0,1%
La Réunion	10 623 737	6 187 275	58,2%	1 615 614	15,2%	2 820 848	26,6%	0	0,0%	0	0,0%
Languedoc-Roussillon	18 261 028	10 206 223	55,9%	1 734 963	9,5%	6 319 712	34,6%	130	0,0%	0	0,0%
Limousin	5 509 809	2 620 637	47,6%	393 929	7,1%	2 495 243	45,3%	0	0,0%	0	0,0%
Lorraine	14 712 168	8 309 314	56,5%	1 827 760	12,4%	4 503 459	30,6%	54 764	0,4%	16 871	0,1%
Martinique	2 958 266	1 511 616	51,1%	303 558	10,3%	1 143 092	38,6%	0	0,0%	0	0,0%
Mayotte	1 465 984	1 151 016	78,5%	45 625	3,1%	269 343	18,4%	0	0,0%	0	0,0%
Midi-Pyrénées	16 888 397	10 433 014	61,8%	1 442 643	8,5%	5 010 240	29,7%	2 500	0,0%	0	0,0%
Nord-Pas-de-Calais	42 179 255	20 893 264	49,5%	4 389 060	10,4%	16 729 800	39,7%	56 700	0,1%	110 431	0,3%
Pays de la Loire	21 950 274	11 269 241	51,3%	1 958 557	8,9%	8 697 968	39,6%	24 508	0,1%	0	0,0%
Picardie	18 090 950	8 213 632	45,4%	2 001 967	11,1%	7 873 199	43,5%	2 152	0,0%	0	0,0%
Poitou-Charentes	14 883 663	6 860 592	46,1%	1 509 503	10,1%	5 782 887	38,9%	32 850	0,2%	697 831	4,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37 773 421	16 031 078	42,4%	3 357 296	8,9%	18 341 067	48,6%	43 980	0,1%	0	0,0%
Rhône-Alpes	48 183 684	18 483 495	38,4%	3 756 000	7,8%	25 911 100	53,8%	12 511	0,0%	20 578	0,0%
Total	473 616 693	224 263 188	47,4%	45 336 030	9,6%	201 828 913	42,6%	1 176 538	0,2%	1 012 024	0,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales - ICARE.

Tableau 41 : Financement de l'activité principale par type de collectivité territoriale

Région	Financement activité principale	Régions		Départements		Communes		EPCI		Autres établissements		Total collectivités territoriales	
		Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subventions totale	% FAP	Subvention totale	% FAP	Subvention totale	% FAP
Alsace	9 603 133	1 698 052	17,7%	15 320	0,2%	448 611	4,7%	1 811 928	18,9%	0	0,0%	3 973 911	41,4%
Aquitaine	24 339 245	4 071 979	16,7%	1 340 563	5,5%	2 996 849	12,3%	2 428 286	10,0%	40 000	0,2%	10 877 677	44,7%
Auvergne	10 241 341	1 167 122	11,4%	218 236	2,1%	1 219 081	11,9%	1 283 159	12,5%	54 059	0,5%	3 941 657	38,5%
Basse-Normandie	10 986 343	1 928 640	17,6%	85 658	0,8%	514 538	4,7%	1 020 083	9,3%	118 296	1,1%	3 667 215	33,4%
Bourgogne	11 882 889	1 879 145	15,8%	199 354	1,7%	816 610	6,9%	764 982	6,4%	148 344	1,2%	3 808 435	32,0%
Bretagne	18 970 260	2 628 724	13,9%	780 017	4,1%	650 839	3,4%	4 123 388	21,7%	0	0,0%	8 182 968	43,1%
Centre	15 018 594	2 921 141	19,5%	90 551	0,6%	1 386 305	9,2%	901 154	6,0%	0	0,0%	5 299 151	35,3%
Champagne-Ardenne	11 255 602	2 346 341	20,8%	0	0,0%	1 080 704	9,6%	757 796	6,7%	285 430	2,5%	4 470 271	39,7%
Corse	2 115 879	424 500	20,1%	102 100	4,8%	280 551	13,3%	28 000	1,3%	0	0,0%	835 151	39,5%
Franche-Comté	7 708 402	1 678 835	21,8%	198 882	2,6%	451 280	5,9%	938 391	12,2%	0	0,0%	3 267 388	42,4%
Guadeloupe	2 827 474	309 000	10,9%	0	0,0%	276 540	9,8%	0	0,0%	0	0,0%	585 540	20,7%
Guyane	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Haute-Normandie	16 587 846	3 146 981	19,0%	256 917	1,5%	1 135 944	6,8%	904 093	5,5%	509 033	3,1%	5 952 968	35,9%
Ile-de-France	78 599 049	15 143 964	19,3%	4 878 085	6,2%	11 461 174	14,6%	10 740 562	13,7%	0	0,0%	42 223 785	53,7%
La Réunion	37 773 421	7 191 084	19,0%	635 933	1,7%	6 127 747	16,2%	4 386 303	11,6%	15 300	0,0%	18 356 367	48,6%
Languedoc-Roussillon	10 623 737	1 081 576	10,2%	349 500	3,3%	1 389 772	13,1%	0	0,0%	0	0,0%	2 820 848	26,6%
Limousin	18 261 028	2 087 393	11,4%	398 959	2,2%	865 088	4,7%	2 968 272	16,3%	45 000	0,2%	6 364 712	34,9%
Lorraine	5 509 809	1 434 231	26,0%	304 671	5,5%	434 529	7,9%	321 812	5,8%	0	0,0%	2 495 243	45,3%
Martinique	14 712 168	1 628 907	11,1%	33 000	0,2%	2 311 328	15,7%	530 224	3,6%	17 736	0,1%	4 521 195	30,7%
Mayotte	2 958 266	1 143 092	38,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	44 946	1,5%	1 188 038	40,2%
Midi-Pyrénées	1 465 984	150 000	10,2%	0	0,0%	119 343	8,1%	0	0,0%	0	0,0%	269 343	18,4%
Nord-Pas-de-Calais	16 888 397	2 164 090	12,8%	1 964 423	11,6%	513 313	3,0%	368 414	2,2%	10 000	0,1%	5 020 240	29,7%
Pays de la Loire	42 179 255	5 108 743	12,1%	874 318	2,1%	5 098 915	12,1%	5 647 824	13,4%	74 676	0,2%	16 804 476	39,8%
Picardie	21 950 274	3 514 850	16,0%	36 731	0,2%	1 020 413	4,6%	4 125 974	18,8%	0	0,0%	8 697 968	39,6%
Poitou-Charentes	18 090 950	4 653 221	25,7%	90 355	0,5%	1 653 298	9,1%	1 476 325	8,2%	200 000	1,1%	8 073 199	44,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14 883 663	2 457 787	16,5%	208 700	1,4%	1 004 215	6,7%	2 112 185	14,2%	68 375	0,5%	5 851 262	39,3%
Rhône-Alpes	48 183 684	12 422 452	25,8%	1 671 660	3,5%	7 912 739	16,4%	3 904 249	8,1%	191 800	0,4%	26 102 900	54,2%
Total	473 616 693	84 381 850	17,8%	14 733 933	3,1%	51 169 726	10,8%	51 543 404	10,9%	1 822 995	0,4%	203 651 908	43,0%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales - ICARE.

Tableau 42 : Activités principales et spécifiques, répartition par financeurs publics

Région	ETAT			FSE			Région			Département			Autres collectivités ou EPCI			Organismes publics		
	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%	FAP	FAS	%
Alsace	4 586 384	354 290	39,8%	0	603 572	4,9%	1 698 052	756 895	19,8%	15 320	360 503	3,0%	2 260 539	85 358	18,9%	1 011 576	61 289	8,6%
Aquitaine	11 046 826	968 671	42,0%	35 039	560 735	2,1%	4 071 979	333 259	15,4%	1 340 563	727 196	7,2%	5 425 135	383 313	20,3%	2 379 403	204 236	9,0%
Auvergne	5 257 763	2 025 183	48,8%	0	141 463	0,9%	1 167 122	960 174	14,2%	218 236	770 032	6,6%	2 502 240	116 332	17,5%	1 070 215	105 405	7,9%
Basse-Normandie	6 332 228	161 355	50,3%	0	783 200	6,1%	1 928 640	20 000	15,1%	85 658	367 240	3,5%	1 534 621	32 365	12,1%	1 094 196	139 297	9,6%
Bourgogne	6 403 579	632 196	52,4%	0	69 244	0,5%	1 879 145	61 020	14,4%	199 354	93 808	2,2%	1 581 592	87 304	12,4%	1 567 617	54 209	12,1%
Bretagne	8 931 535	1 776 691	44,2%	0	614 627	2,5%	2 628 724	373 094	12,4%	780 017	1 061 168	7,6%	4 774 227	373 629	21,2%	1 831 724	44 657	7,7%
Centre	8 232 412	361 497	49,9%	0	6 907	0,0%	2 921 141	324 475	18,8%	90 551	340 165	2,5%	2 287 459	374 119	15,4%	1 413 717	89 883	8,7%
Champagne-Ardenne	5 675 591	128 741	44,9%	0	42 904	0,3%	2 346 341	195 689	19,7%	0	222 375	1,7%	1 838 500	293 293	16,5%	1 361 516	155 909	11,7%
Corse	1 088 228	82 821	47,1%	0	61 306	2,5%	424 500	1 250	17,1%	102 100	4 400	4,3%	308 551	35 000	13,8%	192 500	36 500	9,2%
Franche-Comté	3 697 273	152 402	44,0%	0	134 783	1,5%	1 678 835	160 103	21,0%	198 882	125 856	3,7%	1 389 671	45 047	16,4%	708 230	18 350	8,3%
Guadeloupe	1 857 535	0	58,5%	0	0	0,0%	309 000	4 000	9,9%	0	297 494	9,4%	276 540	0	8,7%	384 399	9 200	12,4%
Guyane	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%	0	0	0,0%
Haute-Normandie	8 876 996	1 950 425	49,7%	57 366	584 764	2,9%	3 146 981	1 275 684	20,3%	256 917	565 183	3,8%	2 040 037	164 822	10,1%	2 199 138	189 320	11,0%
Ile-de-France	30 106 441	3 999 485	33,7%	73 908	2 470 589	2,5%	15 143 964	6 055 766	21,0%	4 878 085	1 689 363	6,5%	22 201 736	3 562 348	25,5%	5 785 324	194 130	5,9%
La Réunion	6 187 275	3 799 337	56,9%	0	91 184	0,5%	1 081 576	1 253 388	13,3%	349 500	170 000	3,0%	1 389 772	833 510	12,7%	1 615 614	139 782	10,0%
Languedoc-Roussillon	10 206 223	1 577 939	47,1%	0	508 929	2,0%	2 087 393	449 240	10,1%	398 959	894 966	5,2%	3 833 360	1 327 840	20,6%	1 734 963	272 226	8,0%
Limousin	2 620 637	192 537	44,4%	0	102 879	1,6%	1 434 231	54 500	23,5%	304 671	94 811	6,3%	756 341	36 196	12,5%	393 929	0	6,2%
Lorraine	8 309 314	1 014 792	50,5%	16 871	381 184	2,2%	1 628 907	602 896	12,1%	33 000	356 526	2,1%	2 841 552	497 138	18,1%	1 827 760	137 759	10,7%
Martinique	1 511 616	100 075	41,9%	0	97 566	2,5%	1 143 092	0	29,7%	0	30 000	0,8%	0	587 204	15,3%	303 558	0	7,9%
Mayotte	1 151 016	0	78,5%	0	0	0,0%	150 000	0	10,2%	0	0	0,0%	119 343	0	8,1%	45 625	0	3,1%
Midi-Pyrénées	10 433 014	258 685	51,0%	0	199 156	0,9%	2 164 090	421 618	12,3%	1 964 423	898 534	13,6%	881 727	1 220 560	10,0%	1 442 643	171 185	7,7%
Nord-Pas-de-Calais	20 893 264	1 193 402	42,8%	110 431	2 173 083	4,4%	5 108 743	1 579 103	12,9%	874 318	1 085 239	3,8%	10 746 739	1 248 900	23,2%	4 389 060	169 268	8,8%
Pays de la Loire	11 269 241	126 847	45,2%	0	123 964	0,5%	3 514 850	11 012	14,0%	36 731	574 460	2,4%	5 146 387	1 036 332	24,5%	1 958 557	470 865	9,6%
Picardie	8 213 632	783 785	42,9%	0	511 557	2,4%	4 653 221	9 067	22,2%	90 355	579 448	3,2%	3 129 623	313 203	16,4%	2 001 967	36 373	9,7%
Poitou-Charentes	6 860 592	213 833	43,3%	697 831	229 573	5,7%	2 457 787	114 848	15,7%	208 700	366 613	3,5%	3 116 400	49 782	19,4%	1 509 503	36 584	9,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	16 031 078	5 707 483	42,9%	0	303 670	0,6%	7 191 084	903 678	16,0%	635 933	774 173	2,8%	10 514 050	1 133 756	23,0%	3 357 296	266 084	7,2%
Rhône-Alpes	18 483 495	1 984 956	35,7%	20 578	500 008	0,9%	12 422 452	1 625 651	24,5%	1 671 660	1 023 180	4,7%	11 816 988	1 022 403	22,4%	3 756 000	215 265	6,9%
Total	224 263 188	29 547 428	43,0%	1 012 024	11 296 847	2,1%	84 381 850	17 546 410	17,3%	14 733 933	13 472 733	4,8%	102 713 130	14 859 754	19,9%	45 336 030	3 217 776	8,2%

Source : Comptes rendus d'activité 2015 des missions locale - ICARE.

Tableau 43 : Répartition des fonds gérés

Région	Fonds gérés pour le compte d'autrui				Rémunération des frais de gestion Total
	Total	FAJ	FIPJ	Autres	
Alsace	827 666	596 000	219 827	11 839	110 417
Aquitaine	539 035	329 523	185 256	24 256	31 453
Auvergne	193 991	43 884	-	150 107	2 896
Basse-Normandie	150 263	19 934	89 576	40 753	23 330
Bourgogne	334 625	126 228	188 797	19 600	4 313
Bretagne	1 420 547	970 708	51 727	398 112	215 557
Centre	134 036	1 620	124 100	8 316	6 400
Champagne-Ardenne	266 166	635	243 553	21 978	8 100
Corse	95 539	51 750	13 789	30 000	4 400
Franche-Comté	366 767	202 085	156 639	8 043	35 000
Guadeloupe	-	-	-	-	-
Guyane	-	-	-	-	4 040
Haute-Normandie	697 342	559 868	104 983	32 491	135 840
Ile-de-France	1 462 016	778 751	-	683 265	69 334
La Réunion	277 223	25 286	156 818	95 119	170 000
Languedoc-Roussillon	657 601	419 357	175 017	63 227	44 443
Limousin	19 965	4 105	7 170	8 690	-
Lorraine	526 874	430 095	96 779	-	53 753
Martinique	125 000	125 000	-	-	15 000
Mayotte	-	-	-	-	-
Midi-Pyrénées	263 606	148 135	102 196	13 275	62 385
Nord-Pas-de-Calais	431 910	33 770	291 480	106 660	-
Pays de la Loire	857 429	840 349	17 080	-	343 780
Picardie	28 079	20 176	7 903	-	57 160
Poitou-Charentes	83 773	8 905	74 868	-	7 846
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 103 240	641 151	54 552	407 537	99 322
Rhône-Alpes	1 137 130	793 907	324 080	19 143	95 020
Total	11 999 823	7 171 222	2 686 190	2 142 411	1 599 789

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locales - ICARE.

Les fonds gérés pour le compte d'autrui correspondent à des financements perçus par les missions locales pour des aides directes aux jeunes : aides alimentaires, aides à la mobilité, à l'hébergement... Ces financements ne concourent pas au résultat financier des structures. Les principaux financeurs sont les départements quand ils ont confié la gestion directe du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) aux Missions Locales ou l'Etat par le biais du FIPJ (Fonds d'Insertion Professionnelle des Jeunes) mis en œuvre par les Directe dans certaines régions.

Tableau 44 : Répartition régionale des principaux financements nationaux par financeurs et type de financement (principal ou spécifique)

Convention	Financements principaux et spécifiques hors fonds gérés pour le compte d'autrui		Etat								Région	
	Région	Total	Part régionale en %	CPO Etat		Accompagnement emplois d'avenir		Accompagnement Garantie jeunes		Parrainage Etat		Subvention de fonctionnement du CR
Principal				Part régionale en %	Principal	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Principal	Part régionale en %
Alsace	12 418 815	2,11%	3 827 897	2,01%	692 723	2,23%	0	0,00%	39 700	1,83%	1 547 821	1,89%
Aquitaine	28 636 429	4,85%	9 288 942	4,89%	1 730 439	5,57%	544 000	3,75%	100 146	4,61%	3 985 838	4,87%
Auvergne	14 928 747	2,53%	4 505 213	2,37%	731 619	2,35%	1 750 400	12,07%	0	0,00%	1 166 827	1,43%
Basse-Normandie	12 903 607	2,19%	5 667 890	2,98%	664 338	2,14%	0	0,00%	42 090	1,94%	1 928 640	2,36%
Bourgogne	13 433 977	2,28%	5 250 861	2,76%	1 152 718	3,71%	0	0,00%	99 430	4,57%	1 852 145	2,26%
Bretagne	24 235 567	4,11%	7 941 900	4,18%	978 279	3,15%	1 226 449	8,45%	159 718	7,35%	2 605 224	3,18%
Centre	17 235 314	2,92%	6 924 505	3,64%	1 307 907	4,21%	0	0,00%	23 260	1,07%	2 876 481	3,52%
Champagne-Ardenne	12 932 572	2,19%	4 927 691	2,59%	691 900	2,23%	11 682	0,08%	53 650	2,47%	2 193 800	2,68%
Corse	2 485 124	0,42%	808 359	0,43%	196 369	0,63%	0	0,00%	0	0,00%	377 500	0,46%
Franche-Comté	8 752 769	1,48%	3 067 470	1,61%	595 948	1,92%	0	0,00%	17 080	0,79%	1 678 835	2,05%
Guadeloupe	3 175 208	0,54%	1 255 001	0,66%	487 531	1,57%	0	0,00%	0	0,00%	300 000	0,37%
Guyane												
Haute-Normandie	21 804 932	3,70%	7 534 255	3,96%	1 202 639	3,87%	1 133 444	7,81%	115 290	5,30%	3 146 805	3,85%
Île-de-France	101 143 695	17,14%	25 843 622	13,59%	3 850 472	12,39%	1 351 395	9,32%	353 190	16,25%	13 929 204	17,03%
La Réunion	17 541 886	2,97%	4 917 044	2,59%	1 270 231	4,09%	2 814 400	19,40%	75 640	3,48%	709 220	0,87%
Languedoc-Roussillon	25 020 746	4,24%	8 643 894	4,55%	1 560 662	5,02%	770 378	5,31%	120 475	5,54%	2 087 393	2,55%
Limousin	6 336 882	1,07%	2 147 800	1,13%	409 387	1,32%	22 400	0,15%	3 050	0,14%	1 434 231	1,75%
Lorraine	18 446 093	3,13%	7 317 633	3,85%	800 060	2,57%	715 500	4,93%	0	0,00%	1 508 248	1,84%
Martinique	3 847 361	0,65%	1 298 820	0,68%	212 796	0,68%	0	0,00%	4 575	0,21%	1 143 092	1,40%
Mayotte	1 465 984	0,25%	401 275	0,21%	86 436	0,28%	0	0,00%	0	0,00%	150 000	0,18%
Midi-Pyrénées	20 975 473	3,56%	8 871 790	4,67%	1 547 624	4,98%	0	0,00%	63 135	2,90%	2 164 090	2,65%
Nord-Pas-de-Calais	51 647 178	8,75%	18 181 446	9,56%	2 507 373	8,07%	57 955	0,40%	143 700	6,61%	5 058 767	6,18%
Pays de la Loire	25 234 229	4,28%	9 864 654	5,19%	1 281 433	4,12%	0	0,00%	60 755	2,79%	3 500 150	4,28%
Picardie	20 967 629	3,55%	6 801 631	3,58%	1 408 986	4,53%	204 800	1,41%	145 780	6,71%	4 639 675	5,67%
Poitou-Charentes	16 353 414	2,77%	5 765 080	3,03%	1 019 933	3,28%	0	0,00%	56 980	2,62%	2 440 647	2,98%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	50 664 917	8,59%	13 252 677	6,97%	2 392 467	7,70%	3 815 974	26,30%	290 055	13,34%	6 986 467	8,54%
Rhône-Alpes	57 363 573	9,72%	15 839 174	8,33%	2 305 669	7,42%	88 892	0,61%	206 050	9,48%	12 399 395	15,16%
Total	589 952 121	100,00%	190 146 524	100,00%	31 085 939	100,00%	14 507 669	100,00%	2 173 749	100,00%	81 810 495	100,00%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locale - ICARE.

Tableau 44 bis : Répartition régionales des principaux financements nationaux par financeurs et type de financement (principal ou spécifique)

Financier	Département				Fonds européens		Organismes publics nationaux		Partenaires Sociaux (FPSP)	
Convention	Accompagnement jeunes bénéficiaires du RSA		Frais de gestion FAJ		Accompagnement Jeunes bénéficiaires du PLIE		Pôle Emploi - cotraitance		ANI Jeunes du 7 avril 2011	
Région	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %	Principal	Part régionale en %	Spécifique	Part régionale en %
Alsace	133 120	2,26%	114 934	7,24%	0	0,00%	803 850	2,35%	593 775	2,86%
Aquitaine	434 625	7,39%	30 573	1,93%	231 905	7,96%	1 692 800	4,94%	883 493	4,26%
Auvergne	368 294	6,26%	2070	0,13%	0	0,00%	717 088	2,09%	414 900	2,00%
Basse-Normandie	317 120	5,39%	23 330	1,47%	90 943	3,12%	975 900	2,85%	290 961	1,40%
Bourgogne	0	0,00%	4 600	0,29%	16 631	0,57%	893 320	2,61%	447 888	2,16%
Bretagne	467 037	7,94%	203 151	12,80%	83 317	2,86%	1 323 650	3,86%	638 715	3,08%
Centre	160 000	2,72%	0	0,00%	6 555	0,22%	1 217 570	3,55%	417 271	2,01%
Champagne-Ardenne	209 375	3,56%	13 000	0,82%	0	0,00%	817 157	2,38%	585 525	2,82%
Corse	0	0,00%	4 400	0,28%	18 750	0,64%	147 880	0,43%	108 300	0,52%
Franche-Comté	65 542	1,11%	35 000	2,21%	0	0,00%	566 030	1,65%	338 750	1,63%
Guadeloupe	226 308	3,85%	0	0,00%	0	0,00%	384 399	1,12%	5 250	0,03%
Guyane										
Haute-Normandie	142 763	2,43%	142 800	9,00%	51 532	1,77%	1 321 817	3,86%	300 713	1,45%
Île-de-France	417 686	7,10%	70 075	4,42%	722 943	24,81%	4 455 543	13,00%	3 944 017	19,01%
La Réunion	34 000	0,58%	136 000	8,57%	91 184	3,13%	1 174 840	3,43%	481 350	2,32%
Languedoc-Roussillon	286 000	4,86%	61 720	3,89%	0	0,00%	1 437 500	4,19%	1 627 958	7,85%
Limousin	72000	1,22%	0	0,00%	31 517	1,08%	316 250	0,92%	339 150	1,63%
Lorraine	172 938	2,94%	48 959	3,09%	27 697	0,95%	1 325 891	3,87%	387 429	1,87%
Martinique	0	0,00%	20 000	1,26%	97 566	3,35%	258 612	0,75%	74250	0,36%
Mayotte	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Midi-Pyrénées	534 750	9,10%	62 649	3,95%	199 156	6,84%	1 331 010	3,88%	766 914	3,70%
Nord-Pas-de-Calais	846 380	14,40%	0	0,00%	562 486	19,30%	3 656 946	10,67%	1 424 877	6,87%
Pays de la Loire	118 987	2,02%	357 000	22,50%	53000	1,82%	1 833 157	5,35%	658 994	3,18%
Picardie	331 500	5,64%	71 511	4,51%	39388	1,35%	1 359 990	3,97%	554 499	2,67%
Poitou-Charentes	203 742	3,47%	4 021	0,25%	21 000	0,72%	847 090	2,47%	362 535	1,75%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	97 000	1,65%	91 505	5,77%	97 426	3,34%	2 663 440	7,77%	2 638 985	12,72%
Rhône-Alpes	239 729	4,08%	89 506	5,64%	470 745	16,16%	2 746 901	8,02%	2 458 526	11,85%
Total	5 878 896	100,00%	1 586 804	100,00%	2 913 741	100,00%	34 268 631	100,00%	20 745 025	100,00%

Source : Comptes rendus d'activité 2014 des missions locale - ICARE.



Jean-Marc SEIJO-LOPEZ
Délégué ministériel

Amaria SEKOURI

Adjointe au Délégué
PNAE et relations institutionnelles

amaria.sekouri@sg.social.gouv.fr

Assistance, soutien administratif, logistique

Sylvie PUSSEY – Assistante

01 44 38 34 96 - sylvie.pussey@sg.social.gouv.fr

Samantha DAVID – Assistante apprentie

01 44 38 35 47 - samantha.david@sg.social.gouv.fr

Frantz SIBOLY – Logistique

01 44 38 35 01 - frantz.siboly@sg.social.gouv.fr

Nathalie PLASSE

Relations avec les opérateurs
économiques,
Communication

nathalie.plasse@sg.social.gouv.fr

Adrien COQUELIN

Communication digitale

adrien.coquelin@sg.social.gouv.fr

Vincent BOSC

Systèmes d'information,
Bilan d'activité

vincent.bosc@sg.social.gouv.fr

Younes BOUIH

Raphaël PETIT

Stagiaires démographiques

Karine BRARD-GUILLET

Parcours d'accompagnement,
Processus métiers

karine.brard-guillet@sg.social.gouv.fr

Rose MAZEAS

Accès à l'emploi
Education – Formation

rose.mazeas@sg.social.gouv.fr

Marie-Josèphe de REDON

Insertion sociale
et autonomie

marie.josephe.de-redon@sg.social.gouv.fr

Délégué ministériel aux missions locales - DMML
Adresse postale 14, Avenue Duquesne – 75350 Paris 07 S
Adresse bureaux : 18, Place des 5 Martyrs du Lycée Buffon -75015 Paris

Mail : dmml.ledelegueministeriel@sg.social.gouv.fr
www : travail-emploi.gouv.fr/dmml

